

RAPPORT ANNUEL 2022



DOSSIER SPÉCIAL
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



LUX
DEV

Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au développement

SOMMAIRE

COORDINATION

Jeanne RENAULD
et Anna FEIEREISEN

RÉDACTION

Jeanne RENAULD,
avec l'appui des collaborateurs
du siège et du terrain.

Tous nos remerciements
aux représentants résidents,
aux coordinateurs techniques,
aux coordinateurs de communication,
à l'experte finance durable et inclusive,
aux chargés et conseillers programmes
ainsi qu'à tous les autres collaborateurs
qui ont contribué à ce rapport annuel.

RÉDACTION DOSSIER SPÉCIAL

Coudy DIA

CONCEPTION GRAPHIQUE ET RÉALISATION

Cathy SCHELTEN

TRADUCTION

Anna FEIEREISEN

COUVERTURE

© Jérôme VANÇON

PHOTOS

Tous nos remerciements aux auteurs des différentes
photos présentes dans ce rapport annuel.

© LuxDev

04 MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

05 FAITS MARQUANTS

08 CHIFFRES AU 31.12.2022


10 NOUVEAUX PAYS D'INTERVENTION

14 LES SECTEURS


18 DOSSIER SPÉCIAL SÉCURITÉ ALIMENTAIRE 

26 

**AGRICULTURE,
SYLVICULTURE
ET PÊCHE**

30 


**DÉVELOPPEMENT
SOCIO-
ÉCONOMIQUE**

40 


**DIGITALISATION
ET TIC**

44 


**EAU ET
ASSAINISSEMENT**

50 

**ÉDUCATION,
FORMATION
ET EMPLOI**

68 

**ENVIRONNEMENT
ET CHANGEMENT
CLIMATIQUE**

76 


**FINANCE
INCLUSIVE ET
INNOVANTE**

80 

GOVERNANCE

88 

SANTÉ

96 

AUTRES

100 RÉCAPITULATIF DES DÉBOURSEMENTS

102 RÉCAPITULATIF DES PROJETS ET PROGRAMMES

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



Nima AHMADZADEH

Président du conseil d'administration



Manuel TONNAR

Directeur général

Après des années 2020 et 2021 marquées par la pandémie de la COVID-19 et une dégradation de la situation politique et sécuritaire au Sahel, au Myanmar et au Nicaragua, nous avons espéré retrouver un certain équilibre en 2022. Ceci était sans compter sur l'apparition de la guerre en Ukraine et le renforcement de multiples autres crises, notamment alimentaire, sécuritaire et climatique, touchant à des degrés variables les pays d'intervention de LuxDev.

En conséquence, l'inflation a entraîné une explosion du coût de la vie, notamment des denrées alimentaires. En Afrique, cette situation a encore été exacerbée par la déstabilisation des flux d'approvisionnement en céréales et fertilisants, essentiels pour l'agriculture.

Dans ce contexte difficile, notre Agence a pu de nouveau démontrer sa capacité d'adaptation et de réaction rapide, afin de rester aux côtés de nos partenaires dans le besoin. Grâce à une bonne coordination avec le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), LuxDev a pu mettre en œuvre des projets et programmes de développement de qualité, pour un budget total de presque 134 millions EUR, nouveau chiffre record.

Des actions en réponse à la crise alimentaire ont été mises en place dans nos différents pays partenaires. Des budgets et délais additionnels ont par ailleurs été octroyés par le MAEE pour faire face à la situation sécuritaire particulièrement dégradée au Mali et au Burkina Faso, tout comme pour renforcer les projets et programmes d'infrastructures au Cabo Verde et au Sénégal.

D'un autre côté, de nouvelles opportunités se sont présentées à l'Agence, notamment à travers l'ouverture d'un bureau pays au Rwanda et de premiers appuis au Bénin. En outre, un nouveau programme de coopération est en cours d'identification en Amérique centrale.

En dehors de ses mandats luxembourgeois, LuxDev a également travaillé sur la mise en œuvre de projets pour d'autres bailleurs, tels que la Commission européenne, la Coopération suisse et la Coopération néerlandaise. Ces projets ont été menés au Burkina Faso, au Kosovo, au Mali, au Laos, au Nicaragua, au Niger, au Sénégal ainsi qu'en Afrique régionale. Parallèlement, l'Agence a participé à la définition et à la réalisation de différentes initiatives *Team Europe* visant à rechercher des synergies et développer des actions conjointes avec ses pairs. Citons à cet égard le projet *Digital for Development Hub* Union africaine - Union européenne dans le secteur de la digitalisation, ainsi que les nouveaux projets au Rwanda et au Bénin dans les domaines de la formation professionnelle et de l'appui à des systèmes alimentaires durables.

Nous profitons de ce rapport annuel pour remercier Gaston SCHWARTZ qui, après 34 ans passés au sein de LuxDev et 15 ans en tant que directeur général, a pris une retraite bien méritée. Tout au long de ces années, il a largement contribué au développement de l'Agence.

Enfin, nous ne pouvons évoquer l'année 2022 sans mentionner avec tristesse le décès, le 29 septembre dernier, de Raymond BAUSCH, directeur de l'Inspection générale des finances et président du conseil d'administration de LuxDev. Nous le gardons en mémoire comme un président très engagé, toujours à l'écoute et soucieux du bien-être de l'Agence et de son personnel. Les travaux relatifs à la révision des statuts de l'Agence et à la recomposition du conseil d'administration, entamés sous sa présidence, ont pu être finalisés en octobre. ■



FAITS MARQUANTS

UN NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Au 1^{er} septembre 2022, LuxDev a accueilli Manuel TONNAR en tant que nouveau directeur général. Économiste de formation, avec un MBA en management des affaires internationales, Manuel TONNAR dispose de plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de la coopération au développement. Afin d'assurer une transition harmonieuse des opérations de la société, il a été accompagné pendant deux mois par le directeur général sortant, Gaston SCHWARTZ.

CERTIFICATION ISO 9001 RENOUELÉE

En vue du maintien de la certification ISO 9001 de LuxDev, le dernier audit de surveillance a eu lieu les 10 et 11 novembre 2022, clôturant un cycle de certification de trois ans initié en 2020. L'audit a porté plus particulièrement sur le siège, les bureaux pays du Sénégal et du Niger, ainsi que le bureau régional d'Amérique latine. L'audit a confirmé la certification ISO 9001 de LuxDev et, par là, sa capacité à offrir des services de qualité.

SIX CHANTIERS PRIORITAIRES POUR LA VISION 2030

En 2022, la Vision 2030 de l'Agence a continué à être mise en œuvre. Six chantiers prioritaires ont été définis pour les trois prochaines années :

- la simplification administrative et l'optimisation des processus ;
- l'adaptation de LuxDev aux contextes de crises ;
- la certification sous le pilier 6 de la Commission européenne, relatif aux nouveaux instruments financiers ;
- la gestion des connaissances et l'amélioration continue ;
- la modernisation de la communication interne et externe ;
- le renforcement de la politique de responsabilité sociétale et environnementale.

ADHÉSION AU PACTE NATIONAL «ENTREPRISES ET DROITS DE L'HOMME»

En date du 23 novembre 2022, LuxDev a déposé sa demande d'adhésion au pacte national « Entreprises et droits de l'homme », un engagement volontaire qui s'adresse aux entreprises souhaitant mettre en œuvre les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Par conséquent, LuxDev intégrera la promotion des signataires 2023 et devra suivre les six engagements du pacte : sensibiliser le personnel ; nommer un ou une responsable des droits de l'homme ; former les salariés concernés ; développer des instruments de gouvernance ; veiller à mettre en place une ou plusieurs voies de recours ; publier, tous les ans, un rapport sur les mesures mises en œuvre.

ET UN NOUVEAU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Après le décès de Raymond BAUSCH, la présidence du conseil d'administration de LuxDev a été assurée par Christophe SCHILTZ, directeur de la Coopération au développement et de l'action humanitaire au MAEE, en attendant l'élection d'un nouveau président. C'est désormais Nima AHMADZADEH, également nouveau directeur de l'administration de l'Inspection générale des finances, qui assure cette fonction.

UN ENGAGEMENT CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Dans le cadre de la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre, événement international annuel servant de cadre stratégique aux personnes et organisations du monde entier qui appellent à l'action, les équipes de LuxDev, au siège et sur le terrain, se sont impliquées via une série d'activités de sensibilisation à l'intention du personnel et/ou du monde extérieur. Du 25 novembre au 10 décembre 2022, le personnel s'est ainsi mobilisé pour inviter chaque personne à devenir activiste en matière de prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles et amplifier les voix des mouvements de femmes œuvrant pour prévenir et éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles.

UNE GOUVERNANCE QUI ÉVOLUE

L'assemblée générale extraordinaire du 19 octobre 2022 a adopté les nouveaux statuts établis pour LuxDev ainsi que la nouvelle composition de son conseil d'administration. La gouvernance interne de la société a également été revue et mise à jour, en fonction de ces nouveaux statuts et des recommandations des audits de gouvernance de 2014 et 2021.

CHIFFRES AU 31.12.2022

13 PAYS

6 pays partenaires privilégiés

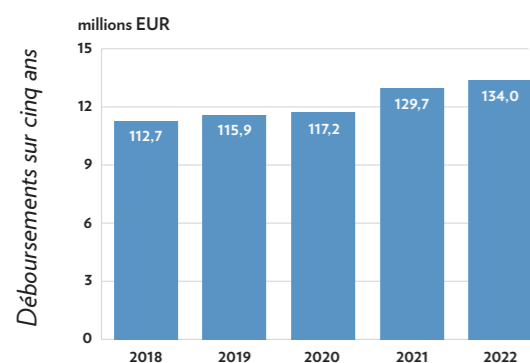


Autres pays

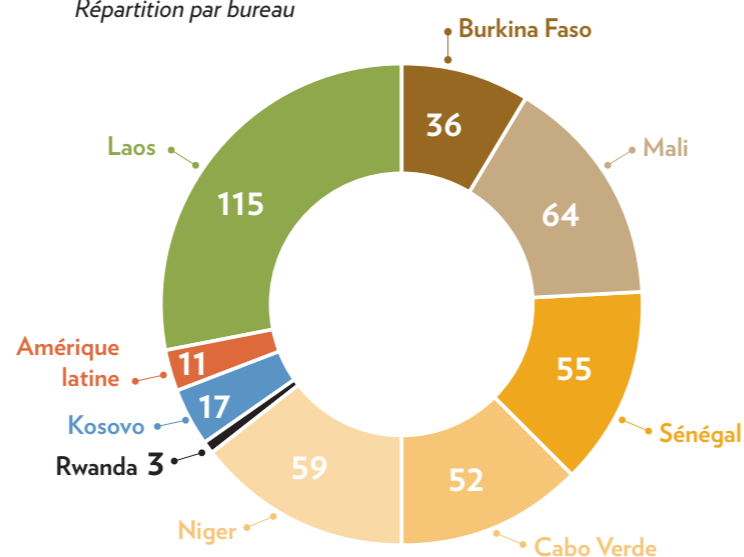


479 COLLABORATEURS
67 AU SIÈGE
412 SUR LE TERRAIN

90 PROJETS ET PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE



Répartition par bureau

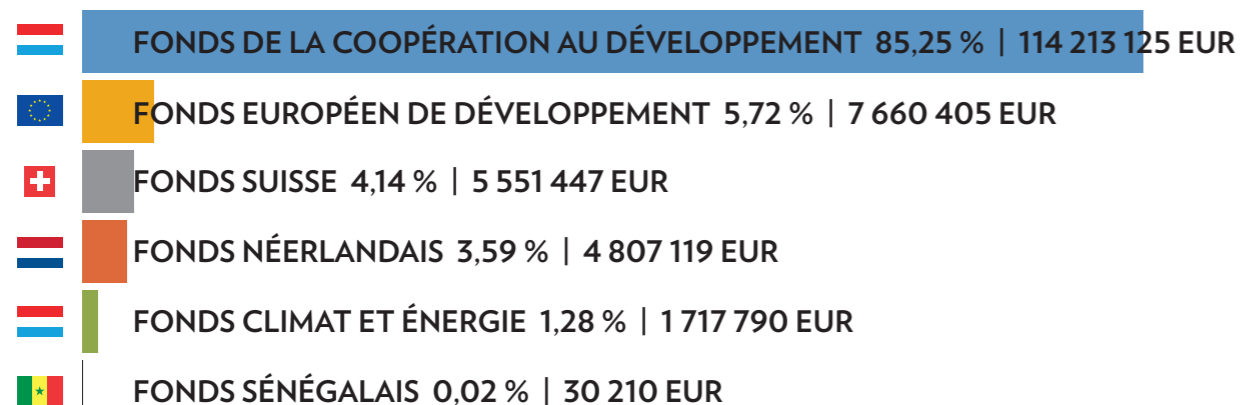


10 ÉTUDES RÉALISÉES

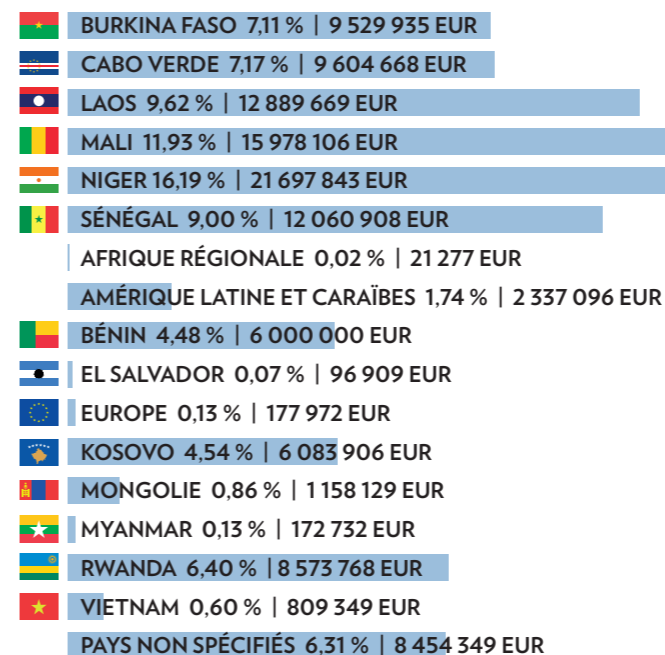
9 BUREAUX PAYS/RÉGIONAUX

10 PROJETS/PROGRAMMES EN FORMULATION

Répartition par bailleur



Débursements 2022 par pays



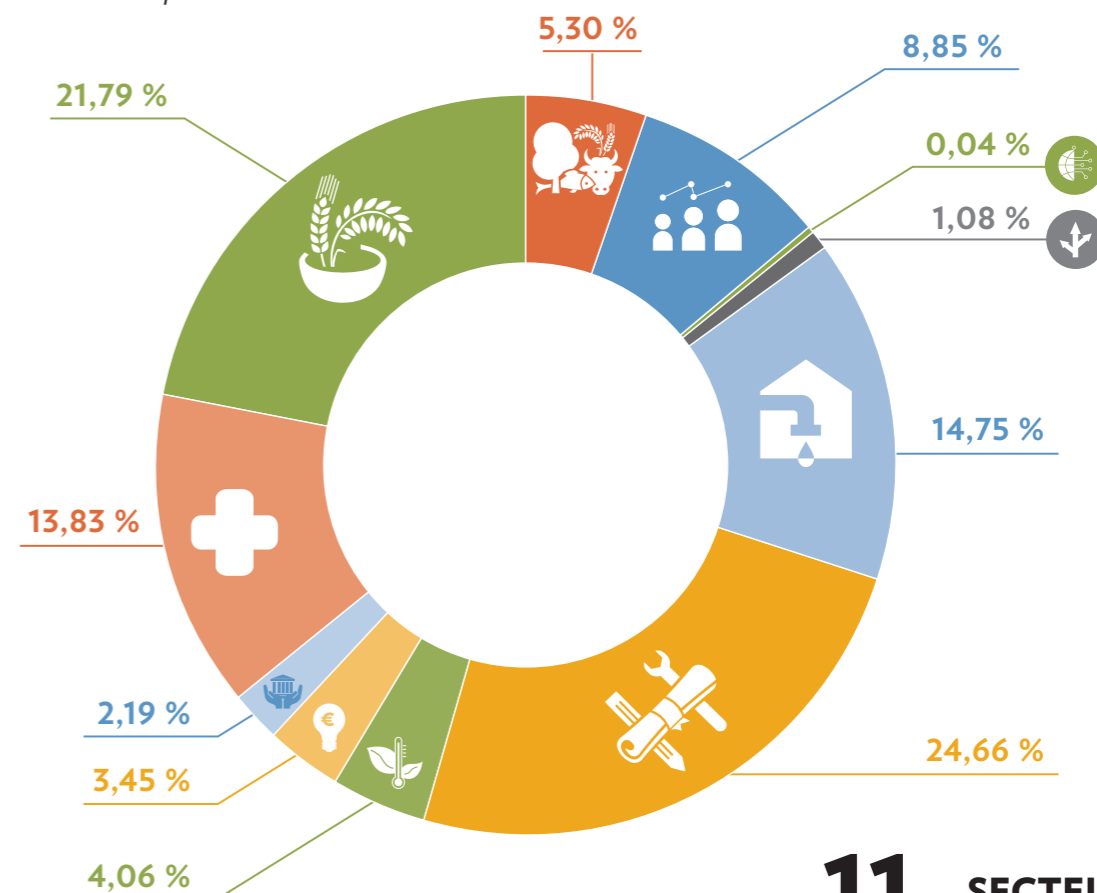
+ 13,69 %

Riposte globale / Sécurité alimentaire
 18 333 480 EUR

MONTANT TOTAL DÉBOURSÉ EN 2022

133 980 096 EUR

Débursements 2022 par secteur



11 SECTEURS

BÉNIN

DE PREMIERS APPUIS AU BÉNIN

Le Bénin s'est ajouté aux pays d'intervention de LuxDev en 2022, alors que l'accord général de coopération entre le Luxembourg et le Bénin a été signé le 19 décembre.

LuxDev a ainsi accompagné le MAEE dans le processus d'identification d'un nouveau programme de coopération bilatérale.

Des premiers appuis ont été concrétisés grâce, notamment, à des coopérations déléguées avec Enabel et l'Agence française de développement (AFD), respectivement dans le secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche d'une part, avec le projet d'appui à la transition

agroécologique et à la mise en place de systèmes alimentaires durables dans la réserve de biosphère du Mono, et de l'éducation, la formation et l'emploi d'autre part, avec le projet d'appui à la formation agricole et rurale.

Par ailleurs, au mois de novembre, dans le cadre d'une mission conjointe au Bénin et dans l'esprit *Team Europe*, le directeur général de LuxDev, a signé une déclaration d'intention de collaboration et de recherche de synergies avec les directeurs généraux de l'AFD et d'Enabel, ainsi que la directrice adjointe d'Expertise France. ■



Signature de la déclaration d'intention entre Manuel TONNAR, directeur général de LuxDev, Rémy RIOUX, directeur général de l'AFD, Jean VAN WETTER, directeur général d'Enabel, Rima LE COGUIC, directrice générale adjointe en charge des opérations d'Expertise France, en présence d'Aurélien AGBÉNONCI, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Bénin le 15 novembre 2022 - © Enabel

RWANDA

UN BUREAU PAYS POUR LUXDEV AU RWANDA

Après avoir formulé son intention de renouveler la coopération entre le Luxembourg et le Rwanda fin 2021, la Coopération luxembourgeoise est à nouveau active dans ce pays d'Afrique de l'Est depuis 2022. LuxDev y a ouvert un bureau pays au mois d'août, notamment afin de proposer des actions de développement axées sur les priorités nationales.

Le souhait de renouveler la coopération entre le Luxembourg et le Rwanda a été exprimé par le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Franz Fayot, en octobre 2021, lors de sa visite à Kigali dans le cadre de la Semaine africaine de la microfinance. « Renouveler » car une coopération bilatérale entre les deux pays a déjà existé par le passé. Le premier projet financé et mis en œuvre par la Coopération luxembourgeoise au Rwanda remonte en effet à 1989, et concernait alors le secteur de la santé. Depuis, le Rwanda a réalisé des améliorations substantielles dans ce domaine, avec notamment une baisse de la mortalité infantile et maternelle, et une amélioration notable de l'espérance de vie à la naissance. À l'époque, les autres secteurs ciblés étaient le développement rural ainsi que l'éducation et la formation professionnelle. Le Luxembourg avait finalisé le désengagement de sa coopération bilatérale avec le Rwanda fin 2013, après 25 ans de présence dans le pays.

FORMATION, ENVIRONNEMENT ET FINANCE COMME SECTEURS PRIORITAIRES

À partir de 2022, et suite à deux missions d'une délégation au Rwanda, la Coopération luxembourgeoise a confirmé sa volonté de concentrer ses activités dans trois secteurs, en accord avec les ambitions du Rwanda : la formation technique et professionnelle, l'environnement ainsi que la finance inclusive et innovante. Parallèlement, les droits de l'homme, la bonne gouvernance, l'égalité des genres et la digitalisation sont retenus comme priorités transversales pour toute intervention future.

Aspirant à devenir un pays à revenu élevé d'ici 2050, notamment grâce à ses stratégies nationales de transition, le Rwanda souhaite se transformer en un hub d'Afrique de l'Est doté d'une agriculture modernisée et d'une industrie et de services basés sur la connaissance, et ce grâce à la croissance économique, à la prospérité ainsi qu'à une qualité et un

niveau de vie élevés. Fortement tributaire d'importants investissements publics principalement financés par des sources extérieures, le Rwanda fait cependant face à une dette extérieure croissante, un déficit constant de la balance des paiements, avec des exportations agricoles en diminution, une industrialisation très modeste, un secteur formel restreint, un taux de chômage ou de sous-emploi élevé (au moins 40% de la population active) et une inégalité croissante de revenus entre les 10% supérieurs et le reste de la population.

DES ACTIONS ALIGNÉES AUX POLITIQUES RWANDAISES

En août 2022, le représentant résident de LuxDev a pris ses fonctions à Kigali, confirmant la reprise et les ambitions de la Coopération luxembourgeoise au Rwanda. Au cours des quatre derniers mois de l'année, il s'est attelé à nouer des contacts avec les institutions rwandaises concernées ainsi que les principaux partenaires techniques et financiers. L'objectif est d'accompagner le MAEE dans le processus d'identification afin de développer le portefeuille bilatéral et de proposer des actions de développement axées sur les priorités nationales, mais également de suivre les actions déjà en cours.

Certaines de ces actions s'inscrivent dans le cadre de deux initiatives *Team Europe* : « Investing in sustainable and inclusive agricultural transformation » et « Sustainable Rwandan cities fit for the digital age ». D'autres concernent potentiellement des acteurs luxembourgeois du secteur financier, entre autres l'ONG ADA - Appui au développement autonome, dont LuxDev a facilité l'organisation d'une mission au Rwanda en novembre 2022. ■

LES PREMIÈRES ACTIVITÉS AU RWANDA

DEUX MANDATS DE COOPÉRATION DÉLÉGUÉE SIGNÉS

Le premier mandat a été signé avec Enabel sur son initiative « Nourrir les villes » dans le cadre du Plan d'action annuel de la Délégation de l'Union européenne au Rwanda, pour un montant total de 15,5 millions EUR, cofinancé à hauteur de 10 millions EUR par l'Union européenne et de 5,5 millions EUR par le Grand-Duché de Luxembourg. Ce projet vise à contribuer à la transition vers des systèmes alimentaires sociaux et environnementaux ainsi qu'au développement des chaînes de valeur dans les domaines de l'aquaculture, de la pêche et de l'horticulture. L'objectif est d'augmenter de manière

durable la production, la consommation par habitant et les revenus sur les produits de qualité provenant de ces domaines, en portant une attention particulière aux femmes et à la jeunesse.

Le second mandat a été signé avec l'AFD sur le projet d'appui à la formation technique et à l'employabilité, pour un montant de 6 millions EUR, qui complète un prêt accordé par l'AFD de plus de 35 millions EUR. L'intervention sera exécutée par Rwanda Polytechnics, Rwanda TVET Board et Expertise France. L'objectif du projet est d'améliorer la formation technique et professionnelle et les conditions d'apprentissage des jeunes, afin de renforcer leurs capacités pour mieux répondre aux demandes du marché du travail.

SOUTENIR LE RWANDA DANS LE SECTEUR DE LA FINANCE INCLUSIVE ET INNOVANTE

Une feuille de route et un plan d'action pour soutenir le Rwanda dans le développement du *Kigali International Financial Center*, qui vise à transformer le pays en un centre financier panafricain, étaient en cours d'élaboration avec l'appui de la Coopération luxembourgeoise. Conformément à l'objectif décrit dans la Stratégie générale de coopération du Luxembourg, « réduire la pauvreté par l'utilisation d'instruments financiers inclusifs et innovants », la feuille de route vise à identifier les moyens par lesquels le Luxembourg pourrait soutenir le Rwanda dans le développement de la finance durable et d'impact, d'un écosystème FinTech, ainsi que dans le développement des capacités dans ces domaines.

Lors d'une mission au Luxembourg en novembre 2022, des rencontres entre Rwanda Finance Limited – entreprise qui promeut et développe le Rwanda en tant que destination financière de premier plan pour les investissements internationaux et les transactions transfrontalières en Afrique – et des institutions de l'écosystème financier luxembourgeois ont permis d'explorer les opportunités de collaboration dans ce domaine.

DES PISTES POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'ENVIRONNEMENT

Plusieurs propositions d'intervention dans les secteurs de la formation professionnelle et de la lutte contre le changement climatique ont été discutées avec les principaux acteurs au Rwanda et partagées avec le MAEE du Luxembourg. ■

Official Launch of KWIHAZA Project

Transformation towards Sustainable Food Systems

Kigali Convention Center,





LES SECTEURS

AGRICULTURE,
SYLVICULTURE ET PÊCHE

DÉVELOPPEMENT
SOCIO-ÉCONOMIQUE

DIGITALISATION
ET TIC

EAU ET
ASSAINISSEMENT

ÉDUCATION,
FORMATION ET EMPLOI

ENVIRONNEMENT ET
CHANGEMENT CLIMATIQUE

FINANCE INCLUSIVE
ET INNOVANTE

GOVERNANCE

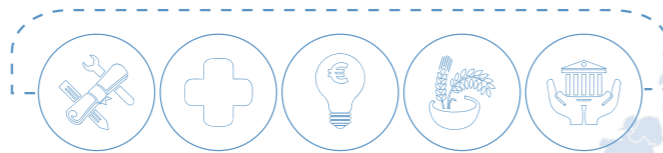
SANTÉ

SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE

AUTRES

LES SECTEURS

PROGRAMMES GLOBAUX GÉRÉS DEPUIS LE SIÈGE



NIGER



KOSOVO

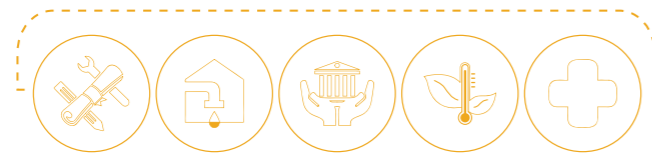


MONGOLIE

MALI

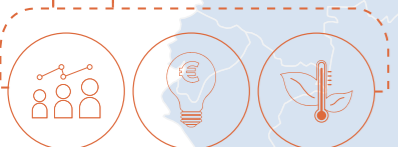


CABO VERDE



EL SALVADOR

NICARAGUA



SÉNÉGAL



RWANDA



BÉNIN



BURKINA FASO



LAOS



VIETNAM



DOSSIER SPÉCIAL



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE,
DÉFI CLÉ EN 2022

UNE CRISE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE MONDIALE

Depuis 2018, l'insécurité alimentaire augmente dans le monde et les chiffres de la faim n'ont cessé de s'accroître, aggravés notamment par la pandémie de la COVID-19 qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement alimentaire et entraîné une augmentation des prix des denrées alimentaires. Ainsi, le rapport de l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022, publié annuellement par trois organisations des Nations unies – le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) – faisait état de 702 millions à 828 millions de personnes ayant souffert de la faim en 2021.

C'est cependant en 2022, année de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, que le PAM a alerté sur la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale sans précédent que nous connaissons désormais. En effet, 48 pays se trouvent très exposés à l'insécurité alimentaire dans le monde dont 19, situés en Asie, en Afrique et dans les Caraïbes, sont considérés comme « les points chauds de la faim » car vivant une crise alimentaire majeure. Plus de 10 % de la population globale est affectée, dont la moitié vit en Asie et le tiers en Afrique, dans des pays majoritairement à faible revenu. Dans cette crise, les femmes sont les plus touchées.

Cette forte dégradation de la sécurité alimentaire mondiale nous éloigne encore davantage de l'atteinte, à l'horizon 2030, du deuxième Objectif de développement durable (ODD), « Faim 'zéro' », à savoir éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable. ■

LE SAHEL, POINT CHAUD DE LA FAIM DANS LE MONDE

La variabilité du climat, les phénomènes climatiques extrêmes, la pauvreté, les conflits et les fléchissements économiques constituent les principaux facteurs compromettant la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde. Plusieurs pays du Sahel cumulent aujourd'hui ces situations, parmi lesquels le Burkina Faso, le Mali et le Niger où LuxDev intervient. Ces pays sont néanmoins touchés par une insécurité alimentaire cyclique et localisée depuis des décennies, particulièrement lors des périodes de soudure agropastorale (de mai/juin à septembre/octobre), à causes des sécheresses et des déficits pluviométriques en amont et en aval de cette période.

Aux chocs climatiques toujours plus fréquents et intenses au Sahel, se sont ajoutés, depuis 2014, au Burkina Faso, au Mali et au Niger, des conflits armés,

toujours plus nombreux et violents d'année en année. Cette dégradation sécuritaire a contribué à faire exploser les chiffres de la faim, qui ont atteint des sommets en 2022. Ainsi, 2,6 millions de personnes ont eu besoin d'une assistance alimentaire d'urgence au Burkina Faso, 1,8 million de personnes au Mali et 4,4 millions de personnes au Niger¹. « Moteurs de la faim », ces conflits engendrent des déplacements massifs de populations, principalement des femmes et des enfants, qui perdent leurs moyens d'existence et leurs capacités à se nourrir elles-mêmes. Avec deux millions de personnes déplacées internes, le Burkina Faso est le pays qui connaît la croissance la plus rapide de déplacements forcés de population dans le monde en raison de la propagation de la violence et de la détérioration de la situation humanitaire.

¹ Source : Cadre harmonisé de novembre 2022 sur la situation alimentaire et nutritionnelle



DE NOUVEAUX FACTEURS AGGRAVANTS

Ces trois dernières années, la faim a touché des pays qui n'étaient pas en proie à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Les impacts socio-économiques de la pandémie de la COVID-19 ont en effet plongé davantage de personnes – essentiellement des femmes – dans l'insécurité alimentaire, dans des pays à faible revenu mais également à revenu intermédiaire.

Au Sahel, les conflits ont fait exploser les chiffres de la faim, qui ont atteint des sommets en 2022

En outre, dans les 19 pays considérés comme les points chauds de la faim dans le monde, la pandémie a agi comme un amplificateur de la crise alimentaire et nutritionnelle déjà existante. Les répercussions de la guerre en Ukraine, parmi lesquelles l'inflation mondiale des prix de 8,8% en 2022 (contre 4,7% en 2021)², notamment des denrées alimentaires (céréales, oléagineux), des intrants agricoles (engrais en premier lieu) et des hydrocarbures, ont exacerbé une situation déjà alarmante et désastreuse pour les pays cumulant les crises.

Dans les pays d'intervention de LuxDev où l'insécurité alimentaire ne constituait pas un sujet prioritaire jusqu'à alors, il l'est devenu en 2022.

L'inflation a en effet touché indistinctement ces pays, affectant le revenu des ménages et, par conséquent, leur accès à des aliments et à une alimentation variée. Ainsi, au Cabo Verde, archipel où 80% des produits alimentaires consommés sont importés, la perturbation de la chaîne d'approvisionnement causée par la pandémie puis l'augmentation des prix de l'énergie, du transport et des denrées alimentaires ont plongé 52 900 personnes dans une crise alimentaire et nutritionnelle grave en 2022, soit 9% de la population du pays, contre 2% en 2021³. Au Sénégal, ce sont un peu plus de 876 000 personnes qui ont eu besoin d'une assistance alimentaire d'urgence en 2022, soit près de 5% de la population, contre moins de 3% en 2021.

Autre conséquence de la guerre en Ukraine au Burkina Faso et au Mali: la pénurie d'engrais au moment de la période de semis. Seuls 12% et 24% des besoins en engrais, dont les prix ont doublé, ont respectivement été satisfaits, ce qui a entraîné une baisse de la production agricole en 2022.

Cette diminution aura une incidence négative sur les revenus des agriculteurs et, par effet domino, sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages en 2023. Les conflits socio-politiques tendant à persister et à s'intensifier au Sahel, tout porte à croire que, dans ces deux pays, la période de soudure 2023 pourrait être plus sombre que celle de 2022.■

LUXDEV CONTRIBUE À LA RÉPONSE D'URGENCE ALIMENTAIRE

Pour mitiger les effets de l'inflation, les États ont pris diverses mesures : fixation de prix plafonds pour les produits alimentaires de première nécessité, réduction des taxes sur les importations de céréales, interdiction de l'exportation de céréales de base pour l'alimentation, maintien des subventions des hydrocarbures et des engrais. Ces mesures n'ont toutefois pas été suffisantes pour amoindrir la crise alimentaire et nutritionnelle dans les pays aux taux de pauvreté élevés et aux capacités de réaction aux crises limitées. Ainsi, dès l'alerte du PAM sur la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale, les partenaires techniques et financiers se sont mobilisés pour appuyer les pays les plus affectés.

Le soutien rapide aux populations en situation de crise ne constitue pas le cœur de métier de LuxDev, en tant qu'agence de coopération au développement. Pour continuer à opérer dans ses pays partenaires, y compris

en période critique, l'Agence adapte toutefois ses interventions. Ainsi, LuxDev contribue à la riposte globale face à la crise alimentaire dans six de ses pays d'intervention, à travers la mise en place d'actions concrètes et rapides axées, d'une part, sur l'assistance alimentaire aux populations les plus vulnérables au Burkina Faso, au Cabo Verde, au Niger et au Mali et, d'autre part, sur la résilience aux chocs au Laos et au Sénégal.

Ces actions sont financées par un fonds de 20 millions EUR mis à disposition de l'Agence par le MAEE. Mis en œuvre durant 24 mois, de août 2022 à juillet 2024, ce projet vise à apporter une aide d'urgence aux populations vulnérables et à accroître leur résilience face aux crises multiples en renforçant leurs moyens d'existence, et ce afin de leur assurer un accès immédiat, sûr et adéquat à la nourriture.

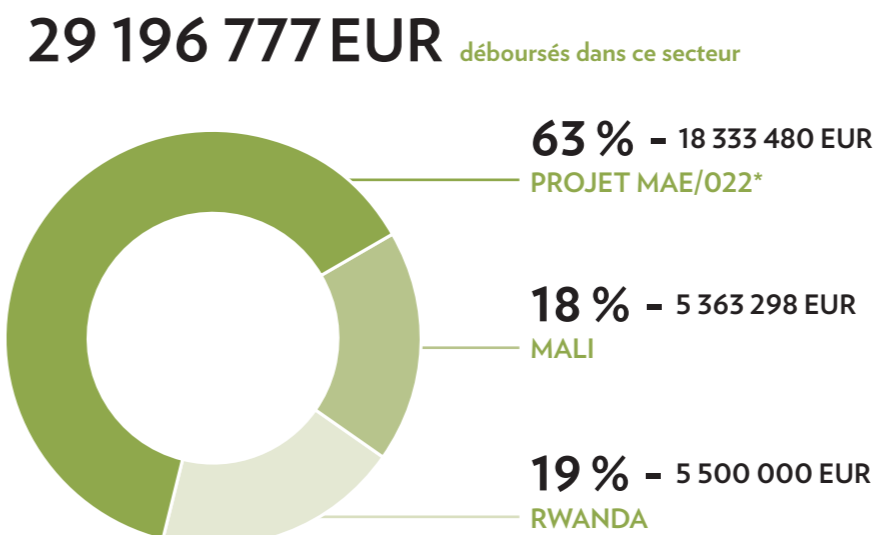
Pour le projet, l'année 2022 a été marquée par l'analyse des besoins en termes de sécurité alimentaire dans les pays d'intervention et par l'identification des partenaires de confiance pouvant répondre à ces besoins. Durant ce processus, toutes les parties prenantes ont été incluses : les autorités locales, les bureaux pays et régionaux de LuxDev ainsi que les ambassades du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour continuer à opérer dans ses pays partenaires, y compris en période critique, LuxDev adapte ses interventions

Dans un souci d'efficacité, LuxDev s'est appuyée sur des acteurs humanitaires, des ONG internationales et des agences onusiennes, pour identifier et mettre en œuvre les interventions nécessaires. L'Agence a aussi directement contribué aux dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises alimentaires existants, comme

c'est le cas au Niger, à travers le nouveau programme d'appui au Fonds commun des donateurs du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires.

Concrètement, l'appui proposé consiste en une variété d'activités, définies en fonction des besoins et du contexte spécifique de chaque pays. Il inclut des activités « classiques » telles que la distribution de denrées alimentaires et le transfert monétaire afin d'améliorer la nutrition auprès des populations vulnérables et leur permettre d'obtenir les produits directement auprès des marchés et prestataires locaux. Au Burkina Faso, l'alimentation dans les écoles est également appuyée, ayant un impact important sur l'accès à la scolarisation des enfants et permettant, en outre, d'apporter une réponse à la crise alimentaire à laquelle les populations de la région Centre-Nord du pays, tout particulièrement, sont confrontées. Dans certains pays, comme au Sénégal par exemple, un appui plus « indirect » et sur le long terme est proposé, à travers le renforcement des capacités d'acteurs de certaines chaînes de valeur agricoles.■



5 projets/programmes mis en œuvre

- Au Mali**
 - Développement rural et sécurité alimentaire
 - Renforcer la résilience des communautés rurales du Cercle de Kita et leur accès au système de marché - Phase III
- Au Rwanda**
 - Transformation vers des systèmes alimentaires durables - Kwihaza

- Pays non spécifiés**
- Appui au Fonds commun des donateurs du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires au Niger
 - Riposte globale / Sécurité alimentaire

* Riposte globale / Sécurité alimentaire

² Source : Fonds monétaire international
³ Source : FAO, PAM



UN ENGAGEMENT POUR UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DURABLE

Au-delà de l'urgence, LuxDev s'engage pour une sécurité alimentaire durable dans ses pays partenaires. Depuis plus de 20 ans, l'Agence met en œuvre des projets et programmes de développement local, de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles dans les pays d'intervention très exposés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle cyclique, notamment en raison des phénomènes climatiques extrêmes tels que les sécheresses, les inondations et le déficit pluviométrique.

Mobilisée pour concourir à atteindre l'ODD n°2, « Faim zéro », dans le monde en 2030, LuxDev appuie, à travers ses interventions, la promotion de systèmes de production agropastoraux résilients aux changements climatiques et durables, sources de revenus décents et donnant accès à une alimentation variée.

Au Mali, les programmes de développement rural et sécurité alimentaire ainsi que d'appui aux filières agropastorales actuellement mis en œuvre par LuxDev contribuent à l'augmentation et à la diversification des revenus des exploitations familiales agropastorales, des organisations paysannes et des micro, petites et moyennes entreprises. Les programmes mettent l'accent sur l'insertion économique des jeunes dans les métiers liés aux filières agropastorales (riz, fonio, sésame, lait, pomme de terre, maraîchage, anacarde, embouche, etc.). Une attention particulière est portée au développement des pratiques agroécologiques et à l'accompagnement des producteurs dans la transition vers ces pratiques, l'agroécologie constituant une solution durable pour produire sans dégrader l'environnement et renforcer la résilience des agriculteurs aux chocs climatiques.

Au Niger aussi, le programme d'appui au développement agricole durable dans la région de Dosso, qui s'est clôturé en 2022, visait à mettre la population nigérienne à l'abri des famines récurrentes, à lui garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à améliorer son revenu, et ce en augmentant les opportunités économiques pour les jeunes de la région dans les métiers liés aux filières agricoles. Désormais, l'appui se poursuit notamment à travers le nouveau programme d'emploi et employabilité. Il a pour objec-

tif de contribuer à améliorer les conditions de vie des jeunes et des femmes des régions de Dosso, Niamey et Zinder en priorité, ainsi que leur pleine participation au développement socio-économique du pays, par la création d'emplois au profit des jeunes de 15-35 ans et des femmes de tout âge de ces régions, notamment dans les chaînes de valeur de l'agrosylvopastoral halieutique.

Au Burkina Faso, le secteur de l'élevage, et plus particulièrement le pastoralisme, contribuent d'une manière significative à l'économie nationale et au bien-être de la population en termes de moyens d'existence et de nutrition familiale. Dans ce contexte, le nouveau projet de recherche et innovation pour des systèmes agropastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest s'attaque aux défis de la disponibilité du fourrage, de la gestion des ressources pastorales, de la production et de la distribution de l'aliment bétail et de la sécurité sanitaire des sous-produits de l'élevage, en l'occurrence le lait. LuxDev est notamment en charge de l'amélioration de la disponibilité et de l'accès aux ressources pastorales à travers des pratiques de gestion durable adaptées au changement climatique. Parallèlement, le projet de récupération des terres dégradées en milieu pastoral vise à réduire la vulnérabilité des acteurs de l'élevage aux chocs climatiques ainsi qu'à la réduction et à la fragmentation des espaces de pâturage, à travers la restauration des ressources pastorales.

Enfin, au Laos, le programme de développement local, qui cible quatre provinces du pays, a contribué à renforcer la sécurité alimentaire des populations ciblées, à travers des investissements communautaires dans des activités économiques, sociales et environnementales.

À l'avenir, LuxDev intervenant dans des contextes de crises multidimensionnelles, où les inégalités s'accroissent, la pauvreté et l'extrême pauvreté s'accroissent, les violences s'intensifient et où les déplacements de population engendrés par ces crises créent une concurrence pour les ressources naturelles et les opportunités de marchés disponibles, attisant les tensions déjà fortes, l'Agence devra davantage intégrer l'action humanitaire dans les projets et programmes de développement qu'elle met en œuvre, dans un effort global coordonné. ■

DÉVELOPPER LES FILIÈRES AGRICOLES PORTEUSES, UNE DES CLÉS POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Au Mali, le programme de développement rural et sécurité alimentaire vise à diversifier les sources de revenus agricoles des ménages ruraux et renforcer leur sécurité alimentaire, notamment en développant les filières agricoles porteuses ainsi que l'insertion économique des jeunes et des femmes dans ces métiers.

L'agriculture et le monde rural sont au cœur de la structure socio-économique du Mali. 30 % du produit intérieur brut du pays est en effet généré par le secteur agricole, tandis que 60 % de la population tire ses revenus principaux des activités agricoles¹. Paradoxalement, la très large majorité des ménages en situation d'insécurité alimentaire au Mali sont ruraux et vivent essentiellement de l'agriculture. Ces ménages font face à divers défis : un accès insuffisant aux intrants, aux infrastructures et aux services afin de faciliter la production et la commercialisation de leurs produits, une faible prise en compte de leur point de vue dans le cadre des processus politiques ainsi que des conditions environnementales et climatiques menacées.

Par ailleurs, les perspectives d'emploi pour les jeunes ruraux en âge d'entrer sur le marché du travail sont limitées, notamment à cause du niveau d'éducation généralement bas et de la faiblesse des tissus économiques. Ainsi, en 2021, le taux de chômage des jeunes de 15-35 ans était estimé à 10,8 %². Cette jeunesse est fortement rurale, avec une propension à venir vivre en milieu urbain, l'agriculture étant perçue comme une activité dévalorisée pratiquée par défaut ou évitée grâce à l'exode.

L'amélioration de la performance agricole, l'insertion des jeunes dans les filières d'opportunités agricoles constituent donc une nécessité absolue pour les exploitants agricoles ainsi que pour le gouvernement et la population malienne en général, afin de garantir une sécurité alimentaire durable au niveau national.

SOUTENIR L'EMPLOI DES JEUNES DANS LES FILIÈRES AGRICOLES PORTEUSES

Malgré un contexte de mise en œuvre toujours plus dégradé, le programme de développement rural et sécurité alimentaire, qui a été étendu en juillet 2021 pour quatre ans supplémentaires afin de consolider les acquis obtenus au cours des cinq années précédentes, poursuit le renforcement durable et la diversification des sources de revenus agricoles et de la sécurité alimentaire, tout en développant l'insertion économique des jeunes et des femmes dans les métiers liés aux filières agricoles présentant des opportunités de revenu et d'emploi.

Dans ce contexte, quelque 3 400 exploitations agricoles familiales, qui comprennent des jeunes femmes, des jeunes hommes et des femmes plus âgées, ainsi que 500 micro, petites et moyennes entreprises initiées ou employant des jeunes sont visées pour être appuyées dans les filières d'opportunités dans les régions de Ségou et Sikasso. 2 148 jeunes membres de ces exploitations agricoles familiales – 1 821 jeunes hommes et 327 jeunes femmes – ont été identifiés pour bénéficier d'un parcours d'accompagnement pour leur formation et leur insertion professionnelle. De plus, dans le cercle de Yanfolila, 20 organisations paysannes, représentant 2 000 femmes vulnérables, sont accompagnées.

APPUYER LES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES

Pour permettre aux exploitations agricoles familiales de développer des opportunités d'emploi adaptées aux aspirations des jeunes dans des systèmes de production résilients, durables et multi-filières, un dispositif d'appui-conseil de proximité à ces exploitations a été mis en place et piloté par l'Association des organisations professionnelles paysannes dans les régions de Ségou et de Sikasso, à travers un accord de partenariat opérationnel.

Dans les différents bassins de production, les 71 agents techniques de l'association fournissent un appui-conseil de proximité aux exploitations agricoles familiales. L'équipe accompagne également les jeunes dans le développement de leurs initiatives afin de faciliter leur insertion dans les métiers liés aux filières d'opportunités. Par ailleurs, l'association renforce les capacités de plusieurs acteurs : celles des réseaux de producteurs semenciers en vue de leur certification et de leur autonomie de gestion, celles des jeunes issus des exploitations agricoles familiales grâce à l'installation de « champs écoles paysans » au sein des filières d'opportunités, et celles du réseau de relais paysans dans une logique de transfert de compétences et de durabilité. Grâce à cet appui-conseil et aux 40 « champs écoles paysans », les pratiques de production agricole des exploitations familiales ont pu être nettement améliorées.

¹ Source : Fonds international de développement agricole (FIDA), *L'avenir de l'agriculture au Mali : 2030-2063. Étude de cas : défis et opportunités pour les projets financés par le FIDA*, 2020

² Source : Observatoire national de l'emploi et la formation

**ACCOMPAGNER LES INITIATIVES DANS LES MÉTIERS LIÉS AUX FILIÈRES D'OPPORTUNITÉS**

En 2022, le programme a aussi mis en place des centres de services pour l'intermédiation financière et l'accompagnement des initiatives privées, individuelles et collectives, dans les métiers liés aux filières d'opportunités agricoles pour les jeunes. Composé de 14 coachs agri-business, deux superviseurs et un chargé de projet, le dispositif a été mis en place et conduit par l'ONG AMASSA Afrique verte Mali (Association malienne pour la sécurité et la souveraineté alimentaires).

Dans ce cadre, AMASSA met à disposition des informations sur les systèmes de marché et les jeux d'acteurs, des analyses prospectives et concurrentielles, des outils quantitatifs d'aide à la décision et des outils de gestion nécessaires au fonctionnement de l'initiative. L'ONG apporte aussi des conseils en entrepreneuriat, avec un focus sur les spécificités de l'entrepreneuriat jeune et féminin, et fournit un accompagnement à l'élaboration de plans d'affaires. Dans une optique de réseautage, elle met en relation les acteurs avec des services financiers et d'autres

acteurs de l'économie des filières, et soutient la construction de clusters et de partenariats d'affaires.

RENFORCER LES CAPACITÉS DE LA CHAMBRE RÉGIONALE D'AGRICULTURE

Enfin, pour renforcer les capacités des acteurs au niveau régional dans l'accomplissement de leur mandat pour des partenariats publics privés plus efficaces et basés sur une redevabilité mutuelle, le programme a doté la Chambre régionale d'agriculture de Ségou d'un serveur et de tablettes en vue de digitaliser le processus d'enregistrement et de délivrance de certificat aux exploitations agricoles familiales, aux entreprises agricoles et aux organisations de producteurs. Il existe ainsi une base de données informatisée, dotée d'un système de géolocalisation fonctionnelle, accessible à tous et fournissant des informations fiables sur les exploitations agricoles. Cet outil facilitera la traçabilité des appuis et subventions au niveau de chaque exploitation et permettra de mieux définir et orienter les actions de renforcement de capacités et d'information et communication des producteurs. ■

976

producteurs, dont 291 femmes et 69 paysans relais, ont été renforcés sur les bonnes pratiques agricoles.

2 148

jeunes employés au sein des exploitations agricoles familiales des régions de Ségou et Sikasso peuvent bénéficier d'un accompagnement pour leur insertion professionnelle.

288

millions de FCFA de volume de crédit ont été octroyés à 120 organisations de producteurs et micro, petites et moyennes entreprises pour la commercialisation de riz, sésame et fonio, au profit de 2 343 hommes et 2 453 femmes membres dans les régions de Ségou et Sikasso.

2 265

exploitations agricoles familiales et entreprises agricoles de la région de Ségou ont été enregistrées et certifiées par la Chambre régionale d'agriculture.

TÉMOIGNAGE

« LA NUTRITION ET LA SÉRÉNITÉ DE MA FAMILLE SONT MAINTENANT AMÉLIORÉES »**Djelikan SIDIBÉ | Bénéficiaire**

Djelikan SIDIBÉ explique comment elle peut désormais subvenir aux besoins de sa famille, grâce à la transformation de produits maraîchers.

« Je m'appelle Djelikan SIDIBÉ. J'ai 30 ans, je suis mariée et mère de cinq enfants. Je suis la secrétaire administrative de la coopérative des jeunes entrepreneurs 'Danaya' de la commune rurale de Gouanan, cercle de Yanfolila, dans la région de Sikasso, au sud du Mali.

Dans mon village, les femmes pratiquent le maraîchage en produisant du gombo, de la tomate, de l'échalote, de l'oignon et du chou pommé sur les parcelles de terres familiales ou sur des terres empruntées aux hommes afin de subvenir à certaines dépenses du ménage.

Auparavant, les femmes n'étaient pas bien organisées : elles n'arrivaient pas à écouler les surplus de production en gombo frais et échalote fraîche sur le marché. Les produits non vendus pourrissaient à cause de la mauvaise conservation. J'ai donc décidé de transformer le gombo frais et l'échalote fraîche en produits séchés, tout en m'associant à d'autres femmes qui souhaitaient elles aussi transformer leur production.

En 2022, j'ai sollicité le projet d'amélioration des revenus des femmes et des jeunes par l'entrepreneuriat et le maraîchage pour nous aider à mettre en place une entreprise forte et crédible de transformation des produits maraîchers. Le projet nous a aidées à nous regrouper en une société coopérative, nous a données des formations sur l'entrepreneuriat et nous a dotées d'un kiosque pour la vente de nos produits maraîchers transformés.

Désormais, je suis entrepreneuse. Avec d'autres femmes, nous achetons le gombo frais et l'échalote fraîche auprès des coopératives de production maraîchère et nous les transformons en produits séchés de longue conservation. Cette activité est notre revenu : elle génère environ 75 000 FCFA par mois (environ 115 EUR).

Dans nos villages, les coûts liés à l'alimentation, la santé et la scolarisation des enfants sont à notre charge, nous, les femmes. Cette activité me permet maintenant d'améliorer la nutrition ainsi que la sérénité de ma famille. » ■

Propos recueillis par Fatoumata KEITA (ONG Le Tonus) et Dramane DIABATÉ (Caritas Suisse), dans le cadre de la convention d'exécution entre LuxDev et Caritas Luxembourg pour le projet d'amélioration des revenus des femmes et des jeunes par l'entrepreneuriat et le maraîchage, pour le programme de développement rural et sécurité alimentaire.

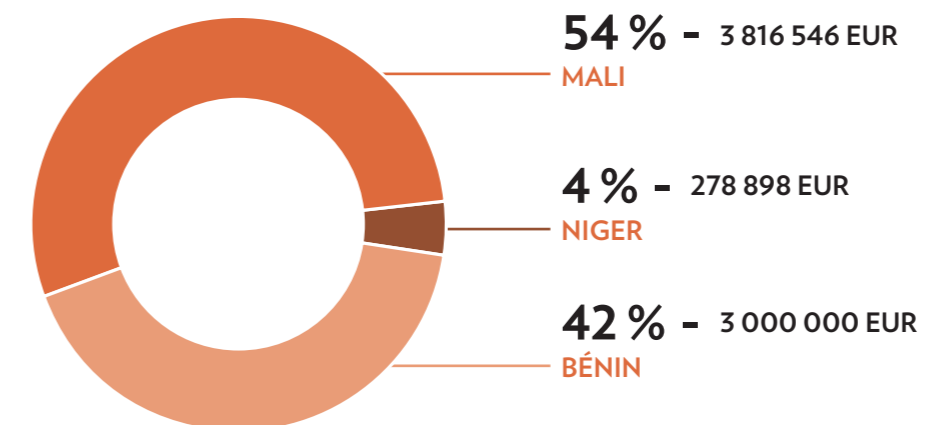


AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE

Sécheresse, manque de précipitations, températures extrêmes, inondations ou grêle : l'agriculture est l'un des secteurs économiques les plus exposés aux aléas climatiques. Pour le continent africain, et notamment les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, le changement climatique représente une menace particulière en l'absence de stratégies adéquates d'adaptation. Dans ces pays, le modèle agricole majoritairement répandu est essentiellement basé sur une agriculture de subsistance, c'est-à-dire sur une activité familiale davantage que commerciale. Par ailleurs, les perspectives de croissance démographique et d'urbanisation, ainsi que les modifications des habitudes de consommation entraînent une demande alimentaire de plus en plus élevée.

Contribuant aux ODD n°1 « Pas de pauvreté » et n°2 « Faim zéro », les projets et programmes mis en œuvre par LuxDev dans le secteur de l'agriculture visent à promouvoir un modèle agricole durable permettant d'associer préservation de l'environnement avec intensification et modernisation de l'agriculture, tout en assurant la sécurité alimentaire des populations et en valorisant les produits locaux. Améliorer les capacités de production agricole contribue également à la création d'emplois et, par là, permet aux producteurs et exploitants agricoles de bénéficier de revenus sécurisés et durables. Réduire le taux de pauvreté parmi ces populations est synonyme d'une économie rurale plus dynamique et, par conséquent, d'une migration moins importante vers les zones urbaines.

7 095 445 EUR déboursés dans ce secteur



4 projets/programmes mis en œuvre dont **2** projets/programmes en phase de clôture

- Au Bénin
 - Appui à la transition agroécologique et à la mise en place de systèmes alimentaires durables dans la réserve de biosphère du Mono
- Au Mali
 - Programme d'appui aux filières agropastorales - Phase II
- Au Burkina Faso
 - Programme d'appui au secteur forestier
- Au Niger
 - Programme d'appui au développement agricole durable dans la région de Dosso - Phase II



L'IMPACT DES APPUIS À L'AGRICULTURE AU MALI

À travers le programme d'appui aux filières agropastorales - Phase II, LuxDev soutient le secteur de l'agriculture et, plus particulièrement, les filières de la pomme de terre et du lait dans la région de Sikasso au Mali.

L'économie malienne repose essentiellement sur les rendements agricoles des producteurs en milieu rural. Le programme d'appui aux filières agropastorales vise à renforcer les revenus des exploitations familiales, des entreprises et des personnes les plus vulnérables dans le sud du Mali, à travers une augmentation durable de la productivité et de l'employabilité dans les filières de la pomme de terre et du lait.

UNE AMÉLIORATION DES FILIÈRES POMME DE TERRE ET LAIT

L'accès aux semences constitue un enjeu crucial pour la durabilité des récoltes et de la chaîne de valeur. Dans le cadre de la production de la pomme de terre, un accès sécurisé aux semences est de plus en plus assuré par le Comité régional de l'interprofession pomme de terre, partenaire du programme, à travers des initiatives de production de semences locales. En 2022, des recherches ont notamment porté sur l'essai de 14 variétés de pomme de terre multipliables, adaptées aux écosystèmes, méthodes et besoins d'exploitation locaux.

La production dans la filière du lait local connaît également un essor remarquable grâce aux techniques d'insémination artificielle. Ces techniques de reproduction permettent d'améliorer les races bovines laitières et leur patrimoine génétique de descendance et, par conséquent, d'augmenter la production laitière. La demande de lait étant de plus en plus élevée, il est en effet essentiel de pouvoir s'appuyer sur des vaches adaptées aux conditions locales et capables d'accroître leur potentiel laitier.

Par ailleurs, afin d'améliorer la collecte, la conservation, la transformation et la commercialisation des deux filières, 10 unités artisanales de transformation de la pomme de terre et 10 unités artisanales de transformation du lait local ont bénéficié d'un lot de matériel de transformation. Un expert en technologie alimentaire fournit un appui technique continu de proximité à ces unités dans le but d'optimiser la qualité des produits transformés.

LES CONFLITS LIÉS AU FONCIER ATTÉNUÉS

Parallèlement, les mécanismes de sécurisation foncière et la gestion pacifique des conflits liés à la terre promus par le Comité régional de concertation des ruraux, partenaire du programme, ont contribué à réduire significativement les conflits liés au foncier. Les commissions foncières locales ont été formées et outillées pour faire face à de telles situations. Les groupes bénéficiaires de ces mécanismes sont les exploitants des terres et producteurs de la région de Sikasso et de ses environs, ainsi que les exploitants des 12 aménagements hydro-agricoles appuyés par le programme.

Ces initiatives en matière de gestion pacifique des conflits ont inspiré d'autres intervenants de la région et ont, par la suite, entraîné l'implication des autorités régionales. Un cadre régional de concertation sur le foncier a ainsi été mis en place.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LES PROFESSIONNELS, LES JEUNES ET LES FEMMES

Dans la perspective de renforcer la gouvernance, l'autonomie financière et l'offre de services aux membres des organisations professionnelles de producteurs des deux filières de la région de Sikasso, un dispositif de conseil en gestion a été mis en place, notamment pour établir un système de comptabilité adapté aux organisations paysannes.

Enfin, afin de professionnaliser la production agroécologique, d'améliorer les pratiques et performances agricoles, des formations continues ont été organisées auprès des professionnels des filières de la pomme de terre et du lait local. Ces appuis-conseils ont notamment concerné l'irrigation des sols, le compostage, le suivi sanitaire des troupeaux, les techniques de production du fourrage ou encore de transformation et de commercialisation de la pomme de terre et du lait local. Aussi, les jeunes et les femmes sont de plus en plus attirés par les métiers liés à la production du lait local et de la pomme de terre et bénéficient des formations par apprentissage, initiales qualifiantes et sur l'entrepreneuriat appuyées par le programme. ■

16 588

producteurs de pomme de terre, dont 6 848 femmes et 6 836 jeunes, ont bénéficié de séances d'animation sur les techniques de production de la pomme de terre.

1 525

producteurs de lait local, dont 233 femmes et 553 jeunes, ont bénéficié de l'appui-conseil des animateurs de la Fédération régionale des sociétés coopératives des producteurs de lait de Sikasso.

65

femmes ont bénéficié de kits d'élevage composés de deux chèvres, une mangeoire, un abreuvoir et d'aliment pour bétail.

140

jeunes ont suivi un programme de formation par apprentissage sur les métiers des filières pomme de terre et lait local.

175

jeunes ont participé à séances de formation sur l'entrepreneuriat pour faciliter leur insertion dans les métiers des deux filières.

12

programmes de formation initiale qualifiante ont été élaborés. Deux cents jeunes, dont 44 % de jeunes femmes, ont été sélectionnés pour suivre des cours sur les métiers suivants : éleveur laitier, producteur de pomme de terre, maintenance des équipements agricoles.



UN NOUVEAU PROJET AU BÉNIN

À Bénin, la Coopération luxembourgeoise contribue depuis 2022 au projet d'appui à la transition agroécologique et à la mise en place de systèmes alimentaires durables dans la réserve de biosphère du Mono mis en œuvre par Enabel, l'agence belge de coopération au développement, en partenariat avec le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche béninois. La contribution de la Coopération luxembourgeoise, qui complète un financement de 6 millions EUR de l'Union européenne, est de 3 millions EUR et est mise à disposition du projet à travers LuxDev qui fait partie du comité de suivi.

Ce projet vise à contribuer au développement territorial inclusif, durable et résilient au changement climatique de la réserve de biosphère du Delta du Mono, située sur l'embouchure du fleuve Mono, à cheval sur la frontière entre le Bénin et le Togo, et de l'aire marine protégée contiguë de Avlékété-Bouche du Roy. Le projet renforcera l'usage de pratiques agroécologiques et la construction de systèmes alimentaires durables auprès des agriculteurs et des pêcheurs au sein de la réserve et de ses périphéries. ■



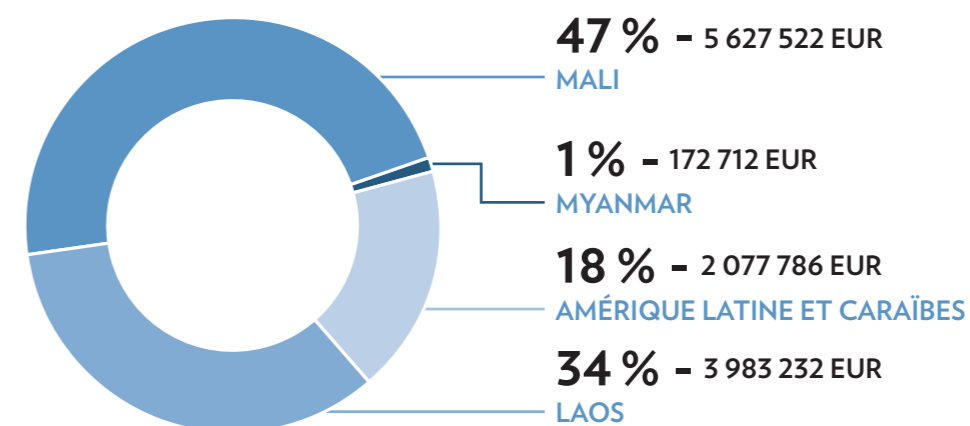
DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

Les projets et programmes mis en œuvre par LuxDev dans le secteur du développement socio-économique s'appuient sur plusieurs leviers de développement, par le biais d'actions dans les domaines de l'eau et l'assainissement, l'agriculture et l'élevage, la gestion des terres et des ressources naturelles, l'éducation et la formation, l'accès au crédit et l'inclusion financière, la construction d'infrastructures, la santé ou encore la gouvernance locale.

En 2022, LuxDev a mis en œuvre six projets et programmes dans le secteur du développement socio-économique. Ces activités ont été menées dans trois pays : le Mali, le Laos et le Myanmar.

Multifactoriels et transversaux, ces projets et programmes contribuent à la plupart des ODD et visent à améliorer les conditions de vie et la résilience des populations ciblées ainsi que le développement social et économique du pays, et ce sans laisser personne de côté.

11 861 252 EUR déboursés dans ce secteur



1 projet en formulation : Croissance durable et inclusive pour le Kosovo

6 projets/programmes mis en œuvre dont **4** projets/programmes en phase de clôture

- En Amérique latine et Caraïbes
 - Programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes - Phase II
- Au Laos
 - Programme de développement local

- Au Laos
 - Développement local et renforcement de la gouvernance
 - Programme de développement local pour les provinces de Bokeo, Bolikhamxay, Khammouane et Vientiane
- Au Mali
 - Appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et de Gao
- Au Myanmar
 - Projet de développement rural et inclusion dans l'État oriental de Shan



DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE RURALE AU LAOS

Le programme de développement local a permis d'améliorer le niveau de vie des communautés les plus défavorisées dans les provinces de Bokeo, Bolikhamxay, Khammouane et Vientiane, tout en renforçant les capacités et systèmes du gouvernement pour une meilleure planification, gestion et coordination des investissements publics et privés, ainsi qu'une plus grande décentralisation et participation citoyenne.

Au cours des 20 dernières années, le Laos a connu une croissance macroéconomique rapide, les taux de pauvreté officiels ont baissé de manière significative et des progrès évidents ont été réalisés dans les zones urbaines et les basses terres. Les avancées ont néanmoins été plus lentes dans les régions montagneuses, au sein desquelles la population se trouve toujours désavantagée, que ce soit en termes de revenus, d'éducation, de santé ou encore de nutrition. Une situation qui s'explique par l'isolement physique de ces villages, leurs difficultés d'accès, un faible potentiel agricole, ainsi que la capacité limitée des institutions gouvernementales à desservir ces zones.

Bien que l'accès aux routes, à l'électricité, à l'éducation et aux services de santé s'améliore, d'autres problèmes de développement demeurent plus complexes, notamment la concurrence des ressources, la dégradation de l'environnement et la gestion des terres. L'inégalité se creuse entre zones urbaines et rurales. Dans les hautes terres, de nombreuses communautés éprouvent des difficultés à s'intégrer dans une économie plus moderne et ont vu leur productivité agricole, leur sécurité alimentaire et leurs revenus diminuer.

L'amélioration du niveau de vie et de l'accès aux services de base dans les zones les plus reculées est essentielle au développement socio-économique national et à la réalisation de l'objectif du gouvernement lao de sortir du statut de pays le moins avancé. Dans ce contexte, les politiques et plans gouvernementaux récents ont souligné la nécessité de lutter efficacement contre la pauvreté et les problèmes connexes dans ces régions rurales.

SOUTENIR LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DU GOUVERNEMENT LAOTIEN

Appuyant la stratégie laotienne de réduction de la pauvreté pour le développement rural des hautes terres, le programme de développement local mis en œuvre de 2017 à 2022 par LuxDev, conjointement avec le ministère laotien du Plan et de l'Investissement, a ciblé les 14 districts les plus pauvres des quatre provinces, et en particulier 229 villages regroupant 152 000 habitants, dont 76 % sont issus de minorités ethniques. Plus particulièrement, le programme a soutenu le développement communautaire, l'accès aux infrastructures ainsi que le renforcement de la gouvernance et des capacités.

Un développement avec et pour la communauté

Tout au long du programme, le développement communautaire a reposé sur des plans et des fonds de développement villageois participatifs, planifiés, gérés et utilisés démocratiquement par la communauté, pour des activités économiques, sociales et environnementales, en fonction des besoins et des opportunités pour réduire la pauvreté. Grâce aux fonds de développement villageois, 717 activités ont été menées. La moitié d'entre elles se sont concentrées sur des actions et des investissements communautaires liés au changement climatique et aux actions environnementales: poêles à haut rendement énergétique, électrification solaire, gestion de l'eau et des sols, etc. Dans 124 villages, les systèmes de crédit et l'accès au financement rural ont été durablement renforcés. Des interventions en matière de nutrition dans deux provinces ont également permis de développer une approche cohérente pour améliorer l'état nutritionnel des communautés.

Enfin, en ce qui concerne l'éducation, le programme a permis d'améliorer les infrastructures disponibles dans 229 écoles primaires et 131 jardins d'enfants des villages ciblés, à travers la construction de 112 établissements scolaires et le développement de l'approche éducative centrée sur l'enfant, en collaboration avec les instituts de formation des enseignants, les départements locaux de l'éducation et les écoles. Les capacités des formateurs et des enseignants ont été renforcées, du matériel pédagogique a été adopté, du matériel de lecture a été distribué et des plateformes sur les réseaux sociaux ont été développées pour relier les écoles, les administrateurs et les établissements de formation.

152 000

personnes bénéficiaires

3 588

activités de développement menées par les communautés

243

projets d'infrastructures terminés

360

écoles maternelles et primaires ayant adopté une approche éducative centrée sur l'enfant

Davantage d'infrastructures essentielles

En 2022, 27 constructions ont été achevées, portant le total des projets d'infrastructures menés au cours des cinq années du programme à 243. La plupart de ces projets concernaient l'éducation et l'approvisionnement en eau, mais aussi des ponts, des routes ou encore des systèmes d'irrigation.

Une gouvernance renforcée

Le renforcement des capacités des partenaires gouvernementaux s'est poursuivi, notamment en ce qui concerne les fonctions essentielles du ministère de la Planification et de l'Investissement. Ces activités ont été planifiées et gérées localement, pour correspondre aux besoins concrets des districts des quatre provinces. À la fin de l'année, toutes les activités prévues ont été achevées dans le cadre d'un plan triennal coordonné par le département de la Planification du ministère.

DES RÉSULTATS TANGIBLES ET DURABLES

Le programme a eu un impact profond sur le niveau de vie des populations des villages. Il a permis d'améliorer l'accès aux infrastructures sociales et éducatives, à l'eau potable, à l'assainissement, à la sécurité alimentaire et aux moyens de générer des revenus. Les communautés ont également bénéficié d'une meilleure participation citoyenne, d'une plus grande autonomie et d'une prise de décision collective grâce aux mécanismes de mise en œuvre du programme s'appuyant sur la collaboration étroite avec les autorités locales ainsi que sur les plans et les fonds pour le développement des villages.

Parallèlement, les capacités des agences gouvernementales, des fonctionnaires, des représentants des communautés et des villageois ont été considérablement renforcées grâce à une mise en œuvre

pratique, combinée à une formation et à une assistance technique ciblées, permettant désormais à chacun de remplir le rôle qui lui est confié.

À plus long terme, l'impact du programme devrait se traduire par une amélioration de la santé, des résultats scolaires, de la gestion des ressources et des moyens de subsistance. Pour consolider ces perspectives, la prochaine phase du programme, qui a débuté en décembre 2022, soutiendra la plupart des villages cibles concernés, bien qu'à un niveau d'investissement inférieur, tout en étendant les interventions à de nouveaux villages dans les quatre provinces. ■



TÉMOIGNAGES

PETITES HISTOIRES DE GRANDS CHANGEMENTS

Des bénéficiaires témoignent de l'impact du programme de développement local mis en œuvre dans leur village au Laos.

« Au cours des cinq dernières années, il n'y avait pas assez d'eau pour l'usage général. Un deuxième réservoir a donc été construit. Les villageois ont maintenant suffisamment d'eau, nous n'avons pas connu de pénurie depuis. »

*Sengchan Thammavong
Chef du village de Namfuang*

« Avant, l'utilisation du puits était difficile car nos enfants devaient porter l'eau, ils attrapaient des maladies car l'eau n'était pas propre. Maintenant que l'eau arrive directement dans notre maison, je suis vraiment content. »

*Bounthong Manokoun
Chef du Comité de développement du village de Navay*

« Désormais, nous n'avons plus besoin d'aller chercher l'eau loin. La seule chose, c'est que nous devons payer un peu pour l'administration et l'entretien du système d'eau. »

*Ouakham
Membre du Comité de développement du village de Navay*

« Maintenant, il est plus pratique de se déplacer grâce au pont, notamment pour les enseignants et les élèves. Et il n'y a pas eu d'inondation depuis. »

*Boukong Saenphomban
Chef du Comité de développement du village de Nathong*

« Avant la construction de cette nouvelle école, l'ancienne école était faite de murs en bambou et d'un toit en tôle, le sol était constitué de terre. Depuis la construction de la nouvelle école, il n'y a plus d'absentéisme. »

*Miboun Chantha
Professeur à l'école secondaire inférieure de Namfuang*

« L'école est à 18 kilomètres de mon village. Quand nous venions à l'école, nous logions dans une petite hutte. Maintenant, nous disposons de bons dortoirs grâce au soutien du programme. Nous pouvons dormir et étudier confortablement. »

*Kien Takrit et Pim Phomachan
Collégiens à Phalak*

« Les élèves acquièrent des compétences grâce au matériel et à l'équipement dont nous disposons désormais. Cela les motive à venir à l'école, à voir leurs amis et à utiliser le matériel. »

*Khamla Sibounheuang
Institutrice maternelle à Phonsavang*

« J'ai appris le métier d'apiculteur à Vientiane pendant deux jours. Je me suis vraiment concentré pour obtenir le certificat et je suis revenu pour pratiquer l'apiculture chez moi. »

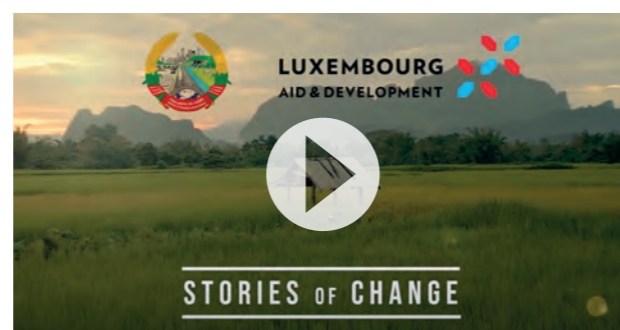
*Wanjai Nuantai
Apiculteur à Phonebeng*

« J'ai participé à une formation sur la culture des champignons. De retour au village, j'ai commencé à cultiver une petite quantité de champignons. À l'avenir, je continuerai à m'étendre et à en cultiver davantage, et je les vendrai dans mon village et dans les villages voisins. Ils se vendent très bien. »

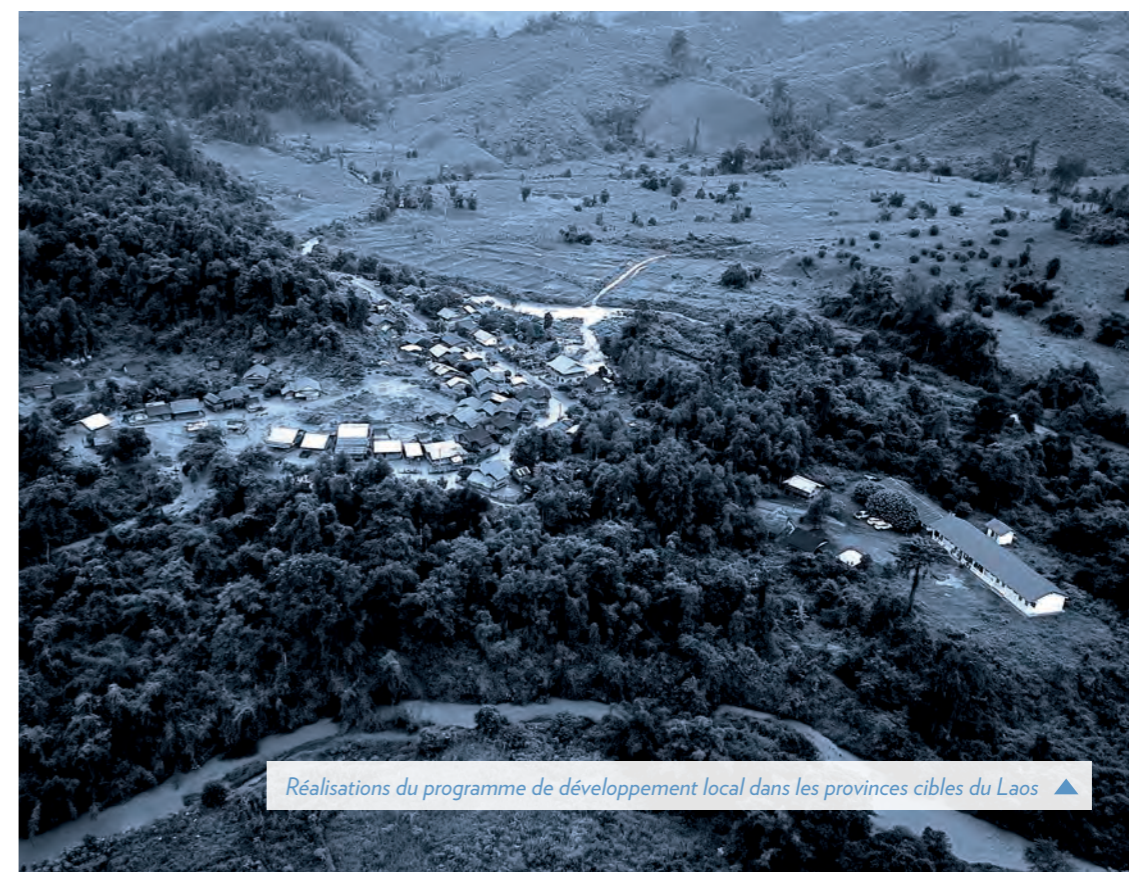
*Laly
Villageoise de Phonsavanh*

« Les comités de développement des villages et les comités de crédit des villages ont été créés et formés à la gestion. Dans le cadre du programme de crédit villageois, les villageois ont également été formés. Grâce au crédit, les villageois ont accès à une source de financement qui les aide à améliorer leurs moyens de subsistance. »

*Thavisack Vongsavang
Vice-gouverneur du district de Fuang*



▲ Découvrez en vidéo les réalisations du programme de développement local au Laos et d'autres témoignages de bénéficiaires.



Réalisations du programme de développement local dans les provinces cibles du Laos ▲



STIMULER LE DÉVELOPPEMENT LOCAL POUR PRÉVENIR LES CONFLITS ET LES MIGRATIONS

Dans un contexte sécuritaire instable, le projet d'appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Gao et Tombouctou, au Mali, a contribué à stabiliser ces deux régions, à soutenir la résilience des communautés et des collectivités territoriales des 42 communes d'intervention et à lutter contre les causes profondes de la migration.

Le projet d'appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Gao et Tombouctou a agi sur différentes composantes de décembre 2019 à novembre 2022, en s'inscrivant dans la continuité des projets de relance de l'économie locale et d'appui aux collectivités dans le nord du Mali mis en œuvre par LuxDev depuis plus de 10 ans.

SOUTENIR DES PROJETS SOCIO-ÉCONOMIQUES LOCAUX

Cent-sept projets économiques et socio-économiques portés par des associations et coopératives locales dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'artisanat ont été appuyés afin de relancer et stimuler l'économie locale et contribuer ainsi à la stabilité et au bien-être des populations.

« Nous étions des personnes vulnérables car nous sommes pêcheurs. La crise a entraîné beaucoup de problèmes et nous ne gagnions plus beaucoup à cause de la diminution des ressources de pêche. C'est pourquoi nous nous sommes tournés vers l'agriculture. Pour nous permettre de commencer notre exploitation, nous avons bénéficié de semences de riz et d'oignons, de gasoil, d'huile et d'engrais. Nous tirons de cette activité toute notre ressource alimentaire de l'année et nous parvenons à assurer à toutes nos familles l'autosuffisance alimentaire. »

Soumaila CHABATA - Président de la Coopérative Sambalagnon-Diré

FORMER ET INSÉRER LES JEUNES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Pour augmenter le taux d'insertion économique dans la région de Tombouctou, et ainsi permettre aux jeunes d'accéder à nouveau à des moyens de subsistance qui avaient été fortement réduits par la crise et le contexte sécuritaire local, 2 589 jeunes âgés de 15 à 40 ans ont été formés

dans 19 métiers différents, tels que l'installation de systèmes solaires ou la transformation de céréales et de fruits. Grâce à la mise en place d'un dispositif durable d'orientation, de formation et d'insertion professionnelles, 2 128 jeunes ont trouvé un travail salarié ou un auto-emploi. Dans ce cadre, des études sur les filières porteuses, une campagne de communication sur les parcours d'insertion professionnelle ainsi qu'un accompagnement et un suivi de proximité des jeunes ont été réalisés. Le projet a également travaillé sur le renforcement des autorités régionales et des institutions qui interviennent au niveau de l'insertion professionnelle afin d'assurer la durabilité du dispositif.

« Les femmes ont suivi des formations sur les techniques de tannage moderne et en gestion. Elles continuent de bénéficier de l'appui et de l'accompagnement de l'ONG partenaire du projet, Apromos. »

Mohamed A. MAÏGA - Expert de l'ONG Apromos à propos de l'unité de tannerie qui a été construite et équipée pour les femmes dans la commune de Temera

RENFORCER LES SERVICES SOCIAUX

Les services sociaux de base et services socio-collectifs ont été renforcés, en qualité et en quantité, dans les 42 communes appuyées par le projet. Quelque 260 infrastructures ont été construites ou réhabilitées: points d'eau, centres de santé, écoles, jardins d'enfants, mairies, maisons des jeunes, etc. Les capacités des comités de gestion des services sociaux ont également été renforcées à travers des formations, notamment pour entretenir et réparer ces équipements.

« Avant, nous n'avions qu'une pompe manuelle pour nous alimenter en eau, et cette pompe tombait souvent en panne. À cause de ces nombreuses pannes, les gens buvaient l'eau du fleuve. Maintenant, nous disposons d'un château d'eau, nous avons des

robinets et tout le monde boit de l'eau potable à volonté. Aussi, l'école n'avait pas de tables-bancs, ni de cahiers. Grâce au projet, notre école est équipée et fonctionnelle. »

Karab AL OUMOURADIS - Adjoint au maire de Tingueriguift

« Avant la réalisation de l'adduction d'eau sommaire, les populations parcouraient une vingtaine de kilomètres afin de rallier le village d'Ersane et transporter, à dos d'âne ou à moto, quelques litres d'eau pour leur consommation. Il arrivait très souvent que des conflits éclatent entre les usagers à cause de la rareté de l'eau, combinée au besoin croissant des populations. Grâce à la réalisation de l'adduction d'eau sommaire à Tamadak, une renaissance du village est amorcée, entraînant la sédentarisation de la communauté. En effet, certaines activités génératrices de revenus, comme de petits jardins appartenant aux femmes, ont pu être initiées, un poste avancé de santé a été créé et une salle de classe a été construite. Toutes ces infrastructures socio-économiques naissantes, qui contribuent au développement de la zone et à la stabilisation des populations, sont rendues possibles grâce à l'existence de ce point d'eau vital. 'Amane lmane' ».

Oulamine Ag TOHAYA - Chef de site de l'adduction d'eau sommaire de Tamadak, où la population est essentiellement pastorale et pratique le nomadisme, à la recherche de pâturages et surtout d'eau, denrée essentielle pour les hommes et les animaux.

970 000

personnes bénéficiaires du projet, dont 570 000 dans la région de Gao et 400 000 dans la région de Tombouctou

AMÉLIORER LA GOUVERNANCE LOCALE ET LA COHÉSION SOCIALE

Les collectivités territoriales ont été renforcées dans l'exercice de leur mandat et de leurs fonctions. Les élus locaux et les agents des communes bénéficiaires ont notamment été formés sur plusieurs thématiques administratives, de gestion et de bonne gouvernance, locale, inclusive et sensible aux conflits. Par ailleurs, les activités soutenues par le projet et mises en œuvre par les Coordinations des

associations et organisations non gouvernementales féminines au Mali et les Conseils régionaux de la jeunesse ont permis de renforcer les capacités de presque 800 jeunes en matière de prévention et de gestion des conflits, de sensibilisation et de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation, dans des zones difficiles d'accès et dans un contexte sécuritaire instable.

« C'est un nouveau visage de la décentralisation qui est donné à travers la réalisation d'infrastructures de gouvernance locale pour les

collectivités qui améliorent les services rendus aux populations. Ces appuis participent à la prévention des conflits internes et intra-communautaires. Elles préviennent aussi l'exode rural des jeunes et des bras valides et fait en sorte que la main-d'œuvre locale puisse rester disponible sur le terrain, tout en évitant aux jeunes de tomber dans la criminalité ou le terrorisme. »

Boubacar Mahamane MAÏGA - Conseiller autorité intérimaire de Tombouctou. ■



Démonstration pratique du repiquage en ligne sur le périmètre irrigué villageois de M'baldé, région de Gao, au Mali ▲

1 En Tamashek, « L'eau, c'est la vie »



VIVE LES FEMMES ENTREPRENEURES D'AMÉRIQUE CENTRALE!

Le programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes contribue à créer un contexte propice à la participation équitable des femmes au tissu économique de la région, dans un environnement institutionnel qui favorise leur autonomie économique. En 2022, trois grandes activités ont été menées dans ce sens.

Dans les pays d'Amérique centrale, près de 53% des petites entreprises sont gérées par des femmes selon CENPROMYPE (Centre régional pour la promotion des micro, petites et moyennes entreprises), l'agence d'exécution partenaire de LuxDev du programme pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes. Malgré tout, des obstacles subsistent pour assurer la participation égale des femmes au développement économique. Plus particulièrement, l'accès des femmes aux ressources et aux services pour la croissance de leurs entreprises ainsi que pour leur autonomisation personnelle et collective demeure limité, et ce pour diverses raisons : les espaces de dialogue avec les décideurs politiques sont rares, les services de développement des entreprises ne tiennent pas compte des besoins spécifiques des femmes entrepreneures selon leur profil et de celui de leur entreprise, le financement pour que les entreprises dirigées par des femmes se développent et soient durables reste déficitaire.



© CENPROMYPE

UN INSTRUMENT DE PLAIDOYER POUR LES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Pour contribuer à son objectif, en 2022, le programme régional a participé à l'élaboration, de manière participative, d'un instrument de plaidoyer et de politique des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), appelé « Agenda femmes et MPME ». Dans ce processus, 30 dirigeants issus de 16 réseaux nationaux, deux réseaux binationaux et un réseau régional de femmes chefs d'entreprise ont été impliqués. Grâce à cet instrument, des conditions existent désormais pour établir des espaces de dialogue entre les femmes entrepreneures de la région et les instances de l'écosystème des MPME.

UN FONDS POUR L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ

Parallèlement, le programme a contribué à la conception d'un fonds pour l'entrepreneuriat féminin en tant que nouveau mécanisme financier de couverture régionale. Ce fonds a pour ambition de réduire le déficit de financement auquel sont confrontées les femmes dans l'écosystème des MPME. La conception de ce fonds jette ainsi les bases d'un investissement axé sur l'égalité des sexes et d'un financement plus proche des femmes entrepreneures de la région.

CENPROMYPE RENFORCÉ

Enfin, le projet a participé au renforcement des capacités organisationnelles de CENPROMYPE. Un système ERP (*entreprise resource planning*) a été mis en place afin de moderniser les processus administratifs tandis qu'un système de suivi et d'évaluation a été intégré au système d'information institutionnel, comprenant des indicateurs pour mesurer l'approche genre. Cet outil permettra de générer des données et des rapports qui rendent visibles les progrès non seulement du programme, mais également de l'entrepreneuriat féminin dans la région. ■

TÉMOIGNAGE

« ÉLABORER L'AGENDA FUT UNE EXPÉRIENCE INCROYABLE »



Alejandra ROMERA | Cofondatrice de Beesy, une entreprise fondée en 2004 qui fournit des systèmes informatiques et des conseils technologiques aux PME au Costa Rica et au Nicaragua

Alejandra ROMERA a participé à l'élaboration de l'Agenda femmes et MPME.

« Durant l'élaboration de l'Agenda femmes et MPME, j'ai eu la possibilité d'établir des connexions avec d'autres femmes de la région, pour comprendre ce qui nous caractérise en tant que femmes d'affaires, pour discuter des difficultés que nous rencontrons, identifier comment des scénarios, dans différents pays d'Amérique centrale, sont reproduits et, surtout, comment nous faisons face et résolvons ces situations pour rendre nos entreprises pérennes. La construction de cet Agenda, la solidarité entre les femmes, ont vraiment été d'une grande richesse.

Nous disposons maintenant d'un instrument pour nous aider à surmonter les contraintes auxquelles nous sommes confrontées, pour faire de nos entreprises des structures solides, stables, durables, pour augmenter l'accès au financement pour nos entreprises, pour nous étendre sur d'autres marchés, et ainsi faire prospérer la région et être le fer de lance de notre société. » ■



Élaboration de l'Agenda femmes et MPME en Amérique centrale - © CENPROMYPE ▲

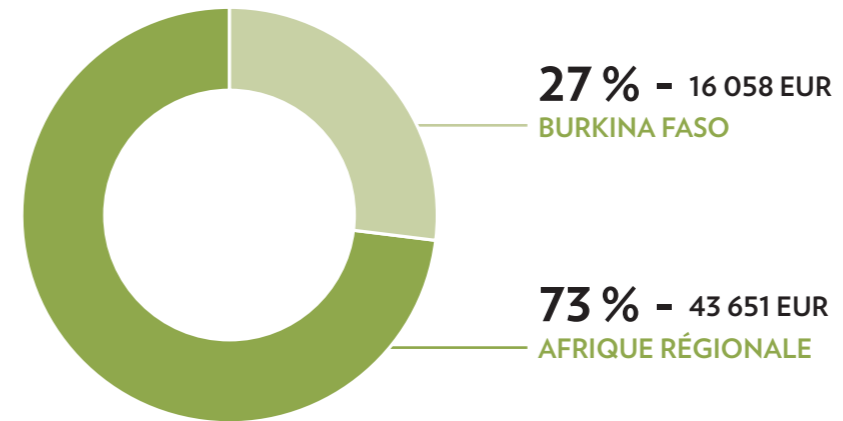


DIGITALISATION ET TIC

La révolution digitale transforme profondément le fonctionnement des systèmes sociaux et économiques. Offrant de réelles opportunités en matière de développement, la digitalisation peut contribuer à une croissance durable, à la création d'emploi, à l'inclusion sociale ainsi qu'à l'amélioration de la gouvernance.

Dans ce contexte, le *Digital for Development* (D4D) apparaît comme une approche visant à intégrer les technologies et les données numériques dans les politiques de développement. Ainsi, la Commission européenne souhaite faire du D4D une priorité des partenariats internationaux pour les années à venir, tandis que la Coopération luxembourgeoise considère elle aussi le D4D comme une thématique transversale prioritaire. Les nouveaux Programmes indicatifs de coopération au Cabo Verde, au Laos et au Niger mettent l'accent à des degrés divers sur le D4D et intègrent notamment la digitalisation dans le domaine de la formation. De même, la cybersécurité constitue l'un des axes d'intervention prioritaires des programmes en formulation au Kosovo. De plus en plus, la digitalisation et les technologies de l'information et de la communication sont prises en compte par LuxDev, que ce soit à travers des projets et programmes mis en œuvre dans ce secteur ou en tant que levier permettant d'appuyer la mise en œuvre de projets et programmes dans d'autres secteurs.

59 709 EUR déboursés dans ce secteur



2 projets mis en œuvre
En Afrique régionale
• D4D Hub Union africaine - Union européenne

dont

1 projet en phase de clôture
Au Burkina Faso
• Appui au développement des technologies de l'information et de la communication

1

projet en formulation : « Projet d'appui à l'Union africaine pour la mise en place et le déploiement d'équipes de réponse aux incidents de sécurité informatique » en Afrique régionale

1

étude réalisée : « Identification d'un projet de cybersécurité en Afrique avec l'Union africaine » en Afrique régionale

ACCOMPAGNER LA DIGITALISATION EN AFRIQUE

À travers le projet *Digital for Development Hub* Union africaine - Union européenne (D4D Hub UA-UE), LuxDev permet d'accompagner la transformation digitale dans certains pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, tout en renforçant sa position dans l'approche *Team Europe*.

Lancé en décembre 2020, le projet D4D Hub UA-UE est mis en œuvre conjointement par l'AFD, Expertise France, Enabel, la GIZ, le ministère des Affaires étrangères d'Estonie et LuxDev.

Ce projet vise à accompagner une transformation digitale inclusive sur le continent africain, par le biais de l'assistance technique, le partage des connaissances et la facilitation des partenariats dans le secteur du numérique, accélérateurs de l'atteinte des ODD et créateurs de meilleures opportunités, notamment pour les jeunes et les femmes.

Ces dernières années, l'Afrique et l'Europe ont en effet pris l'engagement d'approfondir leur coopération en matière de digitalisation et de façonner un avenir digital commun. Le projet D4D Hub UA-UE est conçu comme un catalyseur de cette vision commune. Véritable point d'entrée pour accéder à l'expertise technique sur la transformation digitale centrée sur l'humain, il est devenu un facilitateur dynamique de la collaboration entre les acteurs européens et africains.

DES ACTIVITÉS POUR UNE SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE DURABLE ET INCLUSIVE

Parmi les principales étapes franchies par le projet en 2022 figure la coordination du premier forum multipartite D4D Hub UA-UE qui s'est tenu en ligne le 18 mars 2022 et a rassemblé plus de 1 600 participants. Ce forum visait à donner aux acteurs du numérique – qu'ils soient issus du secteur privé, public ou de la société civile – la possibilité de contribuer aux efforts conjoints de l'Union africaine et de l'Union européenne pour construire une économie et une société numériques qui ne laissent personne de côté. Par ailleurs, le projet a lancé une plateforme de partage de connaissances, [D4D Access](#), afin de faciliter les échanges d'expériences et de ressources entre les parties prenantes du numérique africaines et européennes pour les accompagner sur la voie d'une transformation numérique inclusive et durable.

Enfin, l'assistance technique axée sur la demande a été déployée, dans le but de renforcer les capacités des institutions pour élaborer et opérationnaliser des plans de transformation numérique.

En 2022, LuxDev s'est particulièrement engagée dans une assistance technique en appui au gouvernement du Niger. Cette assistance a porté sur l'analyse des besoins en matière de cybersécurité, la promotion de la stratégie nationale de cybersécurité et l'élaboration d'une feuille de route pluriannuelle à même de renforcer la résilience du pays dans le cyberspace. Cette activité a été identifiée par l'évaluation à mi-parcours du projet comme une bonne pratique, de par son ancrage dans des réflexions plus structurantes concernant un potentiel futur projet bilatéral entre le Luxembourg et le Niger et une possible action régionale de la Commission européenne sur la cybersécurité en Afrique. L'année 2022 a également connu la préparation d'autres activités se rapportant au *digital learning*, à l'entrepreneuriat digital ou encore d'un séminaire sur l'innovation digitale au service de la finance inclusive et durable. ■

Plus d'informations sur le projet D4D Hub UA-UE ▼



LES TECHNOLOGIES GÉOSPATIALES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Depuis quelques années, LuxDev utilise les systèmes d'information géographique (SIG) dans le cadre de la mise en œuvre de certains projets et programmes qui lui sont confiés. En 2022, ces outils ont plus particulièrement été utilisés au Mali, au Burkina Faso et au Laos pour des analyses d'imagerie satellitaire, du suivi d'activités ou encore de la cartographie participative.



Alexandre MEIGNE-SAKR | Géomaticien au sein de LuxDev, explique comment et pourquoi les SIG sont intégrés.

En quoi l'intégration des SIG dans la mise en œuvre de projets et programmes de développement est-elle intéressante ?

Le recours aux SIG présente plusieurs avantages. Tout d'abord, ces outils fournissent une représentation concrète des activités menées dans le cadre d'un projet ou d'un programme, favorisant ainsi la mémoire institutionnelle de l'Agence. En outre, au quotidien, le suivi des activités via des outils de collecte de données mobiles facilite l'analyse de ces données et soutient les équipes chargées du suivi et de l'évaluation. Ensuite, en disposant de données normalisées sur plusieurs années, nous avons la possibilité d'analyser nos réalisations et de mettre en évidence certaines relations, qui peuvent alors aider à la prise de décision. Enfin, le recours à l'imagerie satellitaire permet de suivre les activités menées à distance, ce qui peut être particulièrement pertinent dans les zones plus sensibles. Actuellement, LuxDev n'a pas encore développé une approche systématisée des SIG dans les projets et programmes qu'elle met en œuvre. C'est cependant en faisant fonctionner en synergie ces trois aspects que notre Agence envisage de tirer le maximum des technologies géospaciales, en constante évolution.

Concrètement, comment les SIG ont-ils été utilisés pour mettre en œuvre le projet d'appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et de Gao, au Mali ?

Dans ce contexte, les SIG ont servi au suivi et à l'évaluation du projet, financé par l'Union européenne. Des formulaires de collecte de données ont été développés sur base du manuel de monitoring conçu pour ce projet. Les données collectées étaient ensuite envoyées vers la plateforme interactive de suivi des activités, qui a été mise en place expressément dans ce cadre et conçue via un hub du logiciel d'information géographique « ArcGIS ». Après plusieurs sessions de formation aux outils et à la collecte de données mobiles, les assistants techniques suivi-évaluation et l'assistant technique passation de marchés ont pu collecter les données via des tablettes, mettre à jour la plateforme et la gérer. Sur cette plateforme se trouvent des tableaux de bord interactifs ainsi qu'un hub des indicateurs du projet.

Quels ont été les résultats de l'intégration des SIG dans ce projet ?

Désormais, le projet dispose d'une plateforme concentrant toutes les informations relatives aux 13 indicateurs objectivement vérifiables digitalisés et, surtout, ces données peuvent être visualisées pour chacune des 42 communes d'intervention du projet. De plus, la présence d'un tel outil a apporté plus de transparence et facilité le suivi des activités. À présent, l'objectif est de poursuivre sur ces bases pour aller encore plus loin avec les équipes de LuxDev au Mali et identifier la manière la plus adéquate de continuer à intégrer les SIG dans nos activités afin d'en tirer pleinement parti. ■



LES SIG, DE QUOI S'AGIT-IL ?

Les SIG sont des logiciels et outils utilisés pour créer ou capturer, stocker, gérer, analyser et cartographier des données ayant un attribut spatial (80 % des données mondiales en disposent). Les SIG aident les utilisateurs à voir, analyser et comprendre les modèles et les relations dans un contexte géographique. Ainsi, ces systèmes permettent de mieux communiquer, d'effectuer des analyses, de partager des informations ou encore de résoudre des problèmes complexes dans le monde entier, en ce qui concerne par exemple la planification urbaine ou le changement climatique. Par ailleurs, les SIG peuvent accélérer les nombreuses procédures quotidiennes de tout type d'organisation et, grâce à la fourniture rapide de données actualisées, soutenir la prise de décision sur de nombreux sujets, tout en garantissant une qualité élevée de données. ■

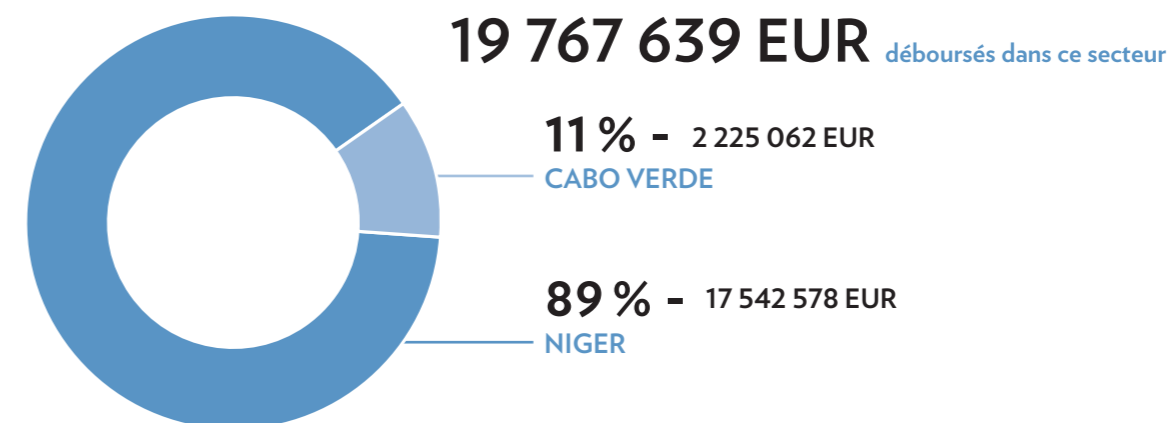


EAU ET ASSAINISSEMENT

L'accès à l'eau et à l'assainissement représente un enjeu de taille à l'échelle du globe, qui se voit encore accentué par la raréfaction de cette ressource, notamment auprès des populations les plus vulnérables, sous l'effet du changement climatique. Or, l'accès à l'eau et à l'assainissement joue un rôle direct sur la santé, en réduisant les risques de maladies, sur l'éducation, en multipliant les chances de scolarisation des enfants, sur la croissance économique, en créant des emplois et sur le développement de l'agriculture et des énergies renouvelables.

En 2022, LuxDev a mis en œuvre sept programmes dans le secteur de l'eau et l'assainissement. Ces activités se sont concentrées dans deux pays particulièrement exposés au manque et aux difficultés d'accès à l'eau, le Cabo Verde et le Niger.

S'inscrivant dans le cadre de l'ODD n°6, « Eau propre et assainissement », mais également des interventions précédentes de la Coopération luxembourgeoise dans ce secteur, ces programmes sont alignés aux politiques nationales des pays partenaires. Ils visent à assurer un accès universel et équitable à une eau potable sûre et abordable, en quantité suffisante, ainsi qu'à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et équitables pour tous, tout en contribuant à gérer cette ressource précieuse de manière plus durable, à préserver la cohésion sociale et à renforcer l'ensemble des acteurs. Une attention particulière est portée aux populations les plus vulnérables, ainsi qu'aux femmes et aux filles.



7 projets/programmes mis en œuvre dont **4** projets/programmes en phase de clôture

Au Cabo Verde

- Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement

- Unité de dessalement 100 % solaire, Brava

Au Niger

- Eau et assainissement

Au Cabo Verde

- Eau et assainissement

Au Niger

- Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement - Phase III

- Soutien au programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité du G5 Sahel, composante « hydraulique et assainissement » (pilier 1), pour les zones Nord Tillabéry et Ouest Tahoua

- Soutien au programme sectoriel eau, hygiène et assainissement

AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT AU NIGER

LuxDev est fortement active dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au Niger. En effet, le pays est confronté à de multiples enjeux en la matière, liés à une forte croissance démographique, des ressources inégalement réparties sur le territoire, temporairement non disponibles selon la saison et difficilement accessibles, l'insécurité, ou encore de fortes vulnérabilités économiques, sociales et climatiques impactant le cycle de l'eau, tant au point de vue de la qualité que du renouvellement des ressources.

Le gouvernement nigérien a fait de l'accès équitable de la population à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement un des objectifs de développement du pays. À cet effet, il s'est doté d'un outil opérationnel : le programme sectoriel eau, hygiène et assainissement (PASEHA), pour la période 2016-2030.

En 2022, en s'alignant sur les procédures et programmes de l'État nigérien, LuxDev a appuyé le secteur de l'eau et de l'assainissement et le PASEHA à travers quatre programmes :

- le programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement, mis en œuvre d'octobre 2016 à décembre 2022 ;
- le programme d'eau et assainissement mis en œuvre de juillet 2022 à juillet 2027 ;
- le programme de soutien au programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité du G5 Sahel, composante « hydraulique et assainissement » (pilier 1), pour les zones Nord Tillabéry et Ouest Tahoua, mis en œuvre de janvier 2020 à juin 2022 ;
- le programme de soutien au PASEHA, mis en œuvre de novembre 2019 à décembre 2022.

Par le biais du mécanisme commun de financement, un fonds multi-bailleurs dont la Coopération luxembourgeoise a fortement contribué à la mise en place à partir de 2016, ces programmes participent à :

- financer l'ensemble du secteur en renforçant les capacités du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement ;

- promouvoir l'approche Nexus humanitaire - développement dans un contexte sécuritaire ;
- soutenir la mise en œuvre des réformes connexes importantes pour le développement du pays concernant les finances publiques et la décentralisation.

Parmi les activités déployées à travers le mécanisme commun de financement durant l'année 2022, on peut citer la construction de latrines en vue d'améliorer l'assainissement ainsi que la construction et/ou la réhabilitation d'infrastructures d'eau potable dotées de système solaire, favorisant l'accès en eau potable, en veillant à réduire les disparités, y compris dans les zones vulnérables.

Les programmes ont également permis de mettre en œuvre « l'assainissement total piloté par la communauté » qui vise à amener la communauté à analyser ses conditions de vie et à prendre collectivement conscience des effets néfastes de la défécation à l'air libre sur la santé, la dignité, la sécurité, l'économie, l'environnement, et à décider de sa gestion à travers l'instauration de normes sociales, la construction et l'utilisation de latrines hygiéniques.

Enfin, des outils et une méthode ont été développés pour réaliser, pour la première fois, une planification ascendante des ouvrages d'eau – y compris pastorale – et d'assainissement par les collectivités territoriales en vue d'assumer leur rôle de maître d'ouvrage. ■

Ancien moyen d'approvisionnement en eau potable au Niger - © Artisan Prod



276 750

personnes sont nouvellement desservies en eau potable, grâce à la construction de 56 systèmes d'alimentation en eau potable, contribuant ainsi à améliorer l'accès au service de l'eau potable.

311

latrines institutionnelles sont mises en place dans les écoles, centres de santé et lieux publics en vue d'améliorer l'hygiène et l'assainissement.

40 000

unités de bétail tropical sont desservies en eau potable, grâce à la réalisation de 11 puits cimentés pastoraux et de 5 stations de pompage pastorales. Ces réalisations ont été accompagnées d'intermédiation sociale débouchant sur la signature de 29 accords sociaux permettant de réduire les conflits autour des points d'eau en promouvant l'accès équitable des usagers.

40

villages sont certifiés d'un statut de fin à la défécation à l'air libre suite au lancement d'animations d'intermédiation sociales dans 4 359 localités visant à améliorer les conditions de vie des communautés.



Découvrez les résultats du programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité du G5 Sahel, composante « hydraulique et assainissement »

TÉMOIGNAGE

LES CONDITIONS DE VIE, DE TRAVAIL ET DE SOINS AMÉLIORÉES DANS LE NORD TILLABÉRY

Cofinancé par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique, mis en œuvre par le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement du Niger, avec le soutien de LuxDev, le programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité dans les zones transfrontalières fragiles, composante « hydraulique et assainissement » (pilier 1), est notamment intervenu au Niger, dans la zone du Nord Tillabéry. Dans cette région, l'élevage pastoral représente la première activité économique et l'accès à l'eau pour le bétail constitue une préoccupation quotidienne. La fragilité des accords sociaux et la crise sécuritaire exacerbent les conflits autour de l'accès à l'eau.

Dans ce contexte, les actions menées dans le cadre du programme ont agi sur les besoins urgents d'alimentation en eau potable, à travers la réalisation d'infrastructures pastorales. Elles ont également appuyé les communautés et institutions locales dans le règlement des conflits et le dialogue communautaire.



Daouda ABASS | Pasteur à Filingué

Daouda ABASS témoigne des réalisations du programme, et plus particulièrement de l'installation d'une station de pompage pastorale.

« La vie que nous menions avant d'avoir ce château d'eau était très pénible, parce que nous manquions d'eau. Pour abreuver notre bétail, nous étions obligés de faire la file au puits de 3h du matin jusqu'à l'aube car l'eau ne coulait pas en abondance. Nous devions attendre que l'eau remonte pour puiser. Par le passé, nous avons connu des situations conflictuelles avec les transhumants, chacun voulant se servir en premier auprès du seul puits dont disposait le village.

Maintenant, nous avons accès à l'eau en quantité suffisante. Grâce à ce programme qui a permis d'installer une station de pompage pastorale dans notre localité, nous sommes heureux et nous exprimons toute notre gratitude aux initiateurs du programme.

Aujourd'hui, nous vivons en harmonie, nous avons accès à l'eau à n'importe quelle heure de la journée. L'abreuvement du bétail sur ce site est bien organisé, le service se fait par ordre d'arrivée et rapidement. »

À Sargane, le château d'eau réhabilité par le programme a aussi permis d'améliorer les conditions de travail et de soins au sein du centre de santé. Par ailleurs, l'hygiène constitue la première ligne de défense contre les maladies infectieuses. ■

CABO VERDE, UN ARCHIPEL QUI A SOIF



Archipel isolé dans l'océan Atlantique, le Cabo Verde a toujours dû faire face à des ressources hydriques très limitées. Dépourvu de toute eau de surface, le pays voit également ses ressources souterraines diminuer faute de pluie suffisante. Ce phénomène est aggravé par le changement climatique et le Cabo Verde doit sans cesse accroître sa production d'eau potable via la désalinisation de l'eau de mer. Sur cette base, les défis sont grands :

- raréfaction de la ressource ;
- manque de couverture et d'accès aux services d'eau et d'assainissement ;
- qualité d'eau non garantie ;
- continuité d'approvisionnement irrégulière ;
- prix élevés.

La réforme engendrée depuis une dizaine d'année a permis l'émergence d'opérateurs intermunicipaux plus efficaces ainsi qu'une meilleure régulation du secteur. Cette réforme demeure malheureusement incomplète, avec deux îles, Santo Antão et São Nicolau, sur lesquelles la gestion de l'eau est toujours assurée par des services municipaux.

En outre, le recours massif à la désalinisation de l'eau de mer augmente la consommation d'énergie, et ce dans un contexte tarifaire défavorable et instable. Inévitablement, cette évolution déstabilise l'équilibre financier des opérateurs publics, qui est déjà précaire, par manque d'efficacité de gestion et de performance. Le prix de l'eau déjà très élevé ne pouvant servir de variable d'ajustement, la viabilité des opérateurs, et donc du service, est clairement mise en question.

UN NOUVEAU PROGRAMME EN CONTINUITÉ

En 2022, la Coopération luxembourgeoise a renouvelé son soutien au secteur de l'eau et de l'assainissement au Cabo Verde, avec le lancement d'un nouveau programme faisant suite à celui mené dans le même secteur lors du Programme indicatif de coopération précédent. En soutenant notamment les opérateurs dans la construction d'infrastructures innovantes, le programme cherche à accroître la durabilité des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement des eaux usées. Ainsi, par exemple, l'île de Brava se verra bientôt dotée de la première unité de désalinisation d'eau de mer 100 % solaire du pays capable de produire 300 m³ d'eau potable chaque jour, sans consommer d'énergie fossile.

L'année 2022 a été marquée par le travail de mise en route du programme, à travers l'opérationnalisation de la cellule de gestion et la révision du document technique et financier. Plusieurs activités ont également été menées auprès des opérateurs et régulateurs, parmi lesquelles :

- la préparation et le lancement des appels d'offres pour les travaux d'optimisation du réseau d'eau potable de Maio, le programme précédent ayant travaillé sur l'optimisation des infrastructures ;
- le suivi des travaux de construction de la route d'accès à la future unité de désalinisation sur l'île de Brava ;
- la redynamisation du processus de création des entreprises intermunicipales sur São Nicolau et Santo Antão ;
- le redémarrage du processus de suivi des indicateurs phares du secteur, qui avait été suspendu durant la pandémie.

ÉVOLUTIONS ATTENDUES

Les activités initiées en 2022 permettent d'identifier les changements et les impacts en cours et attendus du programme. ■

La construction de la nouvelle unité de désalinisation sur Brava doublera les capacités de production d'eau potable sur l'île, sécurisant, à long terme, l'accès au service. L'utilisation d'énergie renouvelable à 100 % dans le processus de désalinisation aura un impact direct sur le coût de production de l'eau.

L'optimisation du réseau sur l'île de Maio aura un impact direct sur la réduction des pertes, le contrôle de la pression et la continuité du service d'approvisionnement. Indirectement, cela aura un impact positif sur la qualité du service offert à la population et sur la viabilité de l'opérateur.

La reprise du processus de création des entreprises intermunicipales sur Santo Antão et São Nicolau participe à la clôture des réformes sectorielles engagées il y a 10 ans. À terme, la création de ces entreprises permettra une mise en commun des ressources et infrastructures ainsi qu'une économie d'échelle et assurera la viabilité du service à un coût abordable.

La reprise du système de suivi sectoriel permet de mesurer de façon précise et détaillée les performances des opérateurs et d'identifier les défaillances. Il permet également, sur base des données publiées, une meilleure coordination des acteurs et une meilleure gestion stratégique sectorielle.

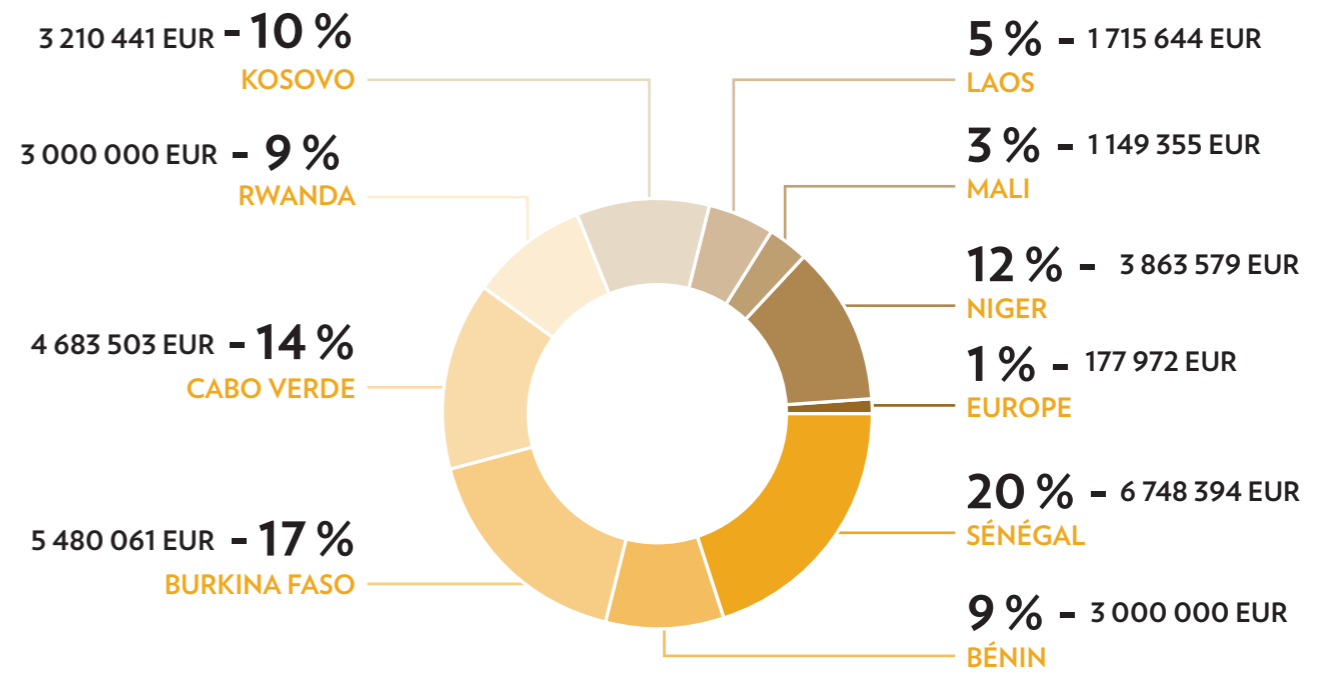


ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOI

Favorisant l'autonomie économique des individus ainsi que le développement socio-économique d'un pays, l'éducation, la formation et l'employabilité sont des vecteurs essentiels pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des communautés. Les conflits dans certaines régions du Sahel, l'inflation, l'insécurité alimentaire ou encore la pandémie ont toutefois particulièrement mis à mal ce secteur au cours de ces dernières années.

Contribuant aux ODD n°4, « Éducation de qualité » et n°8 « Travail décent et croissance économique », les projets et programmes mis en œuvre par LuxDev dans ce secteur accompagnent les gouvernements partenaires dans le déploiement de leurs politiques en la matière, à travers le renforcement des systèmes, la mise à disposition de structures et d'équipements adéquats, la formation des enseignants, le développement d'une offre de formation mieux adaptée aux demandes du marché du travail ou encore des dispositifs facilitant l'insertion professionnelle. Ainsi, toute la chaîne se voit renforcée.

33 028 970 EUR déboursés dans ce secteur



23 projets/programmes mis en œuvre dont 9 projets/programmes en phase de clôture

Au Bénin

- Programme d'appui à la formation agricole et rurale

Au Burkina Faso

- Appui à la Politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels
- Appui au Plan sectoriel de l'éducation et de la formation

Au Cabo Verde

- Aide budgétaire sectorielle de l'emploi et employabilité
- Programme d'appui à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'employabilité

Au Kosovo

- Appui à la réforme de la formation technique et professionnelle au Kosovo
- Appui de l'Union européenne à l'enseignement et à la formation professionnels, à la re-qualification professionnelle et à la profession

Au Laos

- Compétences pour le tourisme, l'agriculture et la sylviculture

Au Mali

- Formation et insertion professionnelle

Au Niger

- Appui au Fonds commun sectoriel éducation
- Programme d'appui au développement de l'emploi et l'employabilité des jeunes et des femmes dans les régions de Dosso, Niamey et Zinder

Au Rwanda

- Projet d'appui à la formation technique et à l'employabilité

Au Sénégal

- Formation professionnelle et technique et employabilité

Europe

- VET Toolbox II

Au Burkina Faso

- Programme d'appui à la Politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels

Au Cabo Verde

- Appui au partenariat entre le Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle et le Centre de compétences génie technique du bâtiment

- Emploi et employabilité

Au Laos

- Compétences pour le tourisme – Développement des ressources humaines dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie

Au Myanmar

- Développement des ressources humaines dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme et renforcement des capacités du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme

Au Niger

- Appui à l'opérationnalisation du Programme sectoriel de l'éducation et de la formation
- Appui au Programme national de formation et d'insertion professionnelle - Phase II

Au Sénégal

- Développer l'emploi au Sénégal

Europe

- VET Toolbox

2 projets/programmes en formulation

Au Kosovo

- Compétences pour des emplois durables au Kosovo

Au Sénégal

- Jeux olympiques de la jeunesse 2026 au Sénégal

L'ACCÈS À L'ÉDUCATION DE BASE AMÉLIORÉ

Au Niger et au Burkina Faso, deux pays qui font face à une situation sécuritaire préoccupante, LuxDev met en œuvre des programmes visant à assurer l'accès de tous à une éducation de base de qualité, en alignement avec les politiques et stratégies nationales.

Avec une population composée de plus de 50 % d'individus de moins de 15 ans, la pression sur le système éducatif nigérien est forte. Le secteur se voit confronté à de nombreux enjeux pour soutenir les réformes relatives à l'éducation, que ce soit en matière de réduction des inégalités, d'amélioration de la qualité des enseignements et apprentissages, de décentralisation ou encore de meilleure gestion des finances publiques. À cela s'ajoutent les défis liés à la forte croissance de la population, entravant la couverture de l'éducation primaire universelle et l'achèvement du primaire, ainsi qu'à l'accès des populations vulnérables aux services sociaux de base, en matière de santé et d'éducation en particulier, dont les structures sont déjà fragilisées par la chronicité des divers chocs (conflits, catastrophes naturelles, insécurité alimentaire, etc.).

Au Burkina Faso, en dépit des efforts fournis par l'État et les partenaires du développement, l'accès et le maintien de l'enfant à l'école restent marqués par divers obstacles, notamment le décrochage scolaire, la faible capacité d'accueil, l'inadaptation de l'offre éducative ou encore la persistance des disparités géographiques et de genre. La situation se dégrade davantage avec le contexte sécuritaire. Le secteur se trouve fortement impacté avec, entre autres, la fermeture de nombreux établissements scolaires, le déplacement de populations, la déscolarisation et la non-scolarisation. À la fin de l'année 2022, 6 383 établissements étaient ainsi fermés, affectant 1 086 321 élèves et 32 174 enseignants¹. ■

¹ Source : Rapport statistique mensuel de données de l'éducation en situation d'urgence

CONTRIBUER AU FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Le programme d'appui au Fonds commun sectoriel éducation contribue à mettre œuvre la politique éducative du Niger, en finançant le secteur à travers le Fonds commun du secteur de l'éducation. Cette contribution permet de financer l'ensemble du secteur de l'éducation et de la formation en soutenant la mise en œuvre des planifications annuelles des ministères, d'acheminer les fonds au plus près des bénéficiaires, là où se produisent les résultats éducatifs, et de soutenir le déploiement des réformes connexes importantes pour le développement du pays liées aux finances publiques et à la décentralisation.

Le programme ayant démarré en 2022, il a pour l'heure contribué au financement du Plan de transition du secteur de l'éducation et de la formation à travers le Fonds commun du secteur de l'éducation à hauteur de 2 millions EUR.

Diverses activités ont été menées, telles que la construction et/ou la réhabilitation de 199 classes, dont 162 pour l'enseignement primaire, permettant d'accueillir 7 164 enfants, la livraison de 13 512 tables-bancs pour 27 000 enfants ou encore l'acquisition de manuels didactiques pour 4 480 élèves du primaire. Parallèlement, les capacités de 1 170 enseignants ainsi que de 106 encadreurs pédagogiques et cadres ont été renforcées en vue d'assurer une éducation de qualité, conformément aux standards minimums nationaux et internationaux, mais également afin de promouvoir l'inclusion des filles et des enfants handicapés, en formant les enseignants en braille et langage des signes, en mettant à disposition des kits scolaires pour les élèves en situation de handicap et en proposant des prix d'excellence à 50 filles ayant obtenu les meilleurs résultats scolaires. ■

ASSURER L'ÉDUCATION EN SITUATION D'URGENCE

De son côté, le programme d'appui pour la mise en œuvre du Plan sectoriel de l'éducation et de la formation au Burkina Faso apporte un soutien direct à l'éducation en situation d'urgence, du fait des restrictions à l'appui budgétaire sectoriel survenues suite aux changements dans la gouvernance du pays. Toutes les activités menées répondent à des besoins exprimés dans les planifications du secteur, et sont conduites avec les acteurs étatiques de l'éducation.

En 2022, le programme a orienté son appui autour de l'amélioration de l'accès à l'éducation. Ainsi, 190 salles de classes amovibles innovantes ont été rapidement construites. Des kits scolaires ont été mis à disposition de 84 200 enfants avec l'assistance de la Croix-Rouge luxembourgeoise, 50 latrines ont été construites et les salles de classes ont été équipées de 4 000 tables-

bancs écologiques fabriqués à base de matières plastiques recyclées et de 3 000 tables-bancs en bois. Le programme a également pu mobiliser des ONG internationales expérimentées dans l'appui aux cantines scolaires pour mettre en œuvre le financement alloué au Burkina Faso dans le cadre du projet de Riposte globale / Sécurité alimentaire (voir notre dossier spécial sur la sécurité alimentaire en page 18).

Par ailleurs, le programme a continué à accompagner le projet innovant d'identification unique des élèves. Dans ce cadre, une plateforme digitale a été mise en place, du matériel informatique a été acquis pour le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales, tandis que les agents centraux ont été formés. ■



Réception de tables-bancs au Burkina Faso ▲

LA FORMATION, LEVIER POUR L'EMPLOI

Au-delà de programmes liés à l'éducation de base, LuxDev met en œuvre des activités dans le domaine de la formation professionnelle continue, notamment auprès des jeunes et des femmes, dans plusieurs de ses pays d'intervention.

FORMER LES GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES

Au Burkina Faso, la formation professionnelle est confrontée à de nombreux défis qui concernent aussi bien sa qualité, son accès, sa certification, son pilotage que son financement. Pour répondre à ces enjeux, le programme d'appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels a réalisé plusieurs activités en 2022.

Des projets de formation ont été financés, au profit de 11 358 jeunes : appel à projets, formation modulaire qualifiante de très courte durée, formation de jeunes issus de milieux défavorisés et filles en difficulté ou encore formation par apprentissage *dual* (études et travail). Ces formations contribuent à accroître l'offre de formation professionnelle dans les secteurs économiques prioritaires. De même, avec le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage, partenaire du programme, 5 300 jeunes, dont 1 500 issus de milieux défavorisés, 2 500 personnes déplacées internes et 1 300 jeunes déscolarisés ou en situation de décrochage scolaire, issus du milieu rural, ont été formés dans des métiers tels que la boulangerie, la maçonnerie, la plomberie, l'électricité, le maraîchage ou encore la transformation de céréales.

En réponse à la problématique de la crise sécuritaire que connaît le pays, et sur demande des autorités du ministère en charge de la formation professionnelle, une étude a été lancée fin 2022 pour identifier les besoins et contraintes de formation des personnes déplacées internes, et ce dans le but de mieux orienter les interventions et de renforcer l'offre de formation en leur faveur.

De son côté, l'accord signé avec l'Agence nationale de la formation professionnelle a permis de renforcer les compétences techniques de plus de 100 formateurs dans différents domaines (fabrication de modules solaires photovoltaïques, appropriation des bancs didactiques, maintenance informatique à l'administration des réseaux, exploitation des référentiels de formation élaborés selon l'approche par compétences, etc.) afin d'améliorer la qualité du dispositif de formation. Cet accord a également permis d'amorcer la construction, avec 25 chefs de centres, de leurs référentiels de métiers et de compétences.

Enfin, une expertise a été réalisée pour appuyer la mise en place d'un cadre national de l'apprentissage *dual* avec, d'une part, un état des lieux de la situation et, d'autre part, la proposition d'un cahier des charges pour une reconnaissance qualitative de ce type d'apprentissage. Un diagnostic initial du système de certification et une feuille de route pour établir un cadre national des certifications ont été élaborés. Ce travail se poursuit par une expérimentation pilote dans le secteur du BTP. ■

270 JEUNES FORMÉS EN BOULANGERIE-PÂTISSERIE

Ce 23 décembre 2022, c'est un moment de partage et de joie à Ouagadougou. La salle de réception est bondée et beaucoup de sourires se dessinent sur les visages. Plus de 270 jeunes, des femmes très majoritairement, sont conviés pour recevoir leur attestation de fin de formation en boulangerie-pâtisserie.

La formation de trois mois a été assurée par l'Espérance Center of Management, spécialisé dans la formation professionnelle. Les frais de formation ont été intégralement pris en charge par la Coopération luxembourgeoise, grâce à un accord de partenariat opérationnel signé en août 2022 avec le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage.

Ces jeunes femmes viennent des 13 régions du Burkina Faso. Certaines d'entre elles, jugées les plus méritantes, seront équipées de matériel de production afin de démarrer immédiatement leur activité d'auto-entrepreneuse.

Elles s'appellent Justine, Jeanine, Rakiéta et elles témoignent spontanément des conditions, du déroulement de leur formation et de leur projet professionnel déjà bien ficelé. Elles montrent leurs réalisations du jour, pour la réception des officiels et des lauréats, leur futur four à pain et pâtisserie. Elles parlent de leur activité à Bobo, Banfora, Koudougou où elles œuvrent déjà très tôt le matin, dans une grande boulangerie industrielle pour l'une, un petite artisanale pour l'autre, et dans son propre local pour la dernière. Elles s'enorgueillissent de pouvoir s'autonomiser et subvenir aux charges d'une famille de sept à huit personnes.



Jeunes diplômés et diplômées en boulangerie-pâtisserie au Burkina Faso ▲

KOSOVO : ACCOMPAGNER LA RÉFORME DU SYSTÈME DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELS

Le système de l'enseignement et de formation professionnels (EFP) au Kosovo, et plus particulièrement les programmes de formation ainsi que les matériels d'enseignement et d'apprentissage, ne sont pas en phase avec les exigences actuelles du marché du travail. Le ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation (MESTI) ne dispose pas de données sur l'employabilité des diplômés des écoles d'EFP et aucun système de reconnaissance des acquis n'a été mis en place. Parallèlement, le cadre juridique n'est pas entièrement harmonisé avec la stratégie et les plans à long terme du MESTI et du gouvernement. En outre, l'absence d'une définition plus claire des rôles et responsabilités entre les trois organismes publics qui gèrent ce secteur – le département de l'EFP du MESTI, l'Agence pour l'enseignement et la formation professionnels et l'éducation des adultes (AVETAE), et la direction municipale de l'Éducation – entraîne un chevauchement dans la gestion du système d'EFP. Enfin, le manque d'équipement pour la pratique professionnelle dans les établissements reste un défi.

Il est donc impératif de modifier la législation ainsi que la gouvernance du système et d'identifier les ressources financières permettant au Kosovo de rendre la réforme du secteur durable. Le système nécessite des interventions cohérentes pour accroître la pertinence, la qualité et l'accessibilité de l'offre dans les établissements publics.

DEUX PROJETS POUR SOUTENIR LA RÉFORME

Deux projets sont mis en œuvre par LuxDev dans ce contexte. D'une part, le projet d'appui à la réforme de la formation technique et professionnelle de la Coopération luxembourgeoise soutient la réorganisation et le renforcement de la structure de gouvernance de ce système. Le projet intervient au niveau de l'enseignement et de la formation professionnels et des établissements de formation. Il appuie également le MESTI pour définir la stratégie à long terme du financement du secteur et renforcer l'efficacité de la gestion financière dans les établissements concernés.

D'autre part, le projet d'appui de l'Union européenne à l'enseignement et à la formation professionnels, à la requalification professionnelle et à la profession contribue lui aussi au développement d'un système d'enseignement et de formation professionnels de qualité, inclusif et responsable. Plus précisément, son objectif est d'améliorer la qualité et la pertinence sur le marché du travail des programmes d'éducation et de formation afin de faciliter le passage de l'école à l'emploi et d'améliorer l'employabilité des diplômés de la formation professionnelle.

Les deux projets interviennent à différents niveaux pour atteindre ces objectifs : ils contribuent au développement d'un cadre juridique adéquat, identifient des pro-

grammes de formation adaptés au marché du travail, fournissent du matériel et des équipements aux établissements, renforcent des institutions et établissements d'EFP, encouragent le développement de liens avec le secteur privé, etc.

DIVERSES ACTIVITÉS EN 2022

Pour aider les institutions nationales à identifier les écarts entre l'offre de formation et la demande du marché du travail, en 2022, les projets ont soutenu l'identification de nouveaux profils de formations et de qualifications prioritaires à développer ou revoir.

En ce qui concerne le cadre juridique, le projet de la Coopération luxembourgeoise a accompagné l'élaboration de quatre instructions administratives. Il a aussi fourni une assistance technique et une expertise pour l'élaboration du Plan stratégique pour l'éducation au Kosovo 2022-2026, qui a été approuvé par le MESTI en octobre 2022. En outre, le projet a apporté une assistance technique et une expertise pour le développement du cadre des programmes d'enseignement pour l'EFP et des procédures opérationnelles standard pour le fonctionnement du département de l'EFP du MESTI. Le projet de l'Union européenne a quant à lui finalisé le développement d'un cadre juridique pour des études de référence, une méthodologie et des instruments complets.

Considérant l'importance d'augmenter les activités de renforcement des capacités pour s'adapter aux réformes à mettre en œuvre et aux nouveaux programmes d'études, les projets ont organisé des sessions de formations pour le personnel des institutions nationales et des établissements d'EFP. Les écoles soutenues ont également reçu des équipements pour assurer une meilleure formation pratique aux élèves. En outre, les activités de construction du futur Centre de compétences en technologies de l'information et de la communication à Pristina, qui aura pour objectif d'offrir à ses étudiants une formation de qualité axée sur le marché du travail, ont commencé en 2022.

Par ailleurs, le projet de la Coopération luxembourgeoise a veillé à ce que les protocoles d'accord déjà signés entre les établissements d'EFP et le secteur privé soient actifs et que la coopération reste opérationnelle. À cet égard, en collaboration avec le MESTI, les écoles soutenues et les représentants du secteur privé, le projet a organisé un atelier en décembre afin d'évaluer le niveau de coopération entre le secteur privé et les établissements, d'analyser les défis potentiels et d'explorer d'autres opportunités de collaboration.

Enfin, le projet de l'Union européenne a finalisé le développement d'outils pour mettre en place un système de reconnaissance des acquis au niveau national. ■

INTERVIEW



« J'AI TROUVÉ UN EMPLOI IMMÉDIATEMENT APRÈS AVOIR OBTENU MON DIPLÔME »

Arlinda KRASNIQI travaille comme enseignante pour les enfants et les étudiants ayant des besoins éducatifs spécifiques. Elle a obtenu un diplôme dans ce domaine, dans le cadre d'une formation développée par le projet mis en œuvre par LuxDev.

Qu'est-ce qui vous a poussée à vous tourner vers cette formation pour les élèves et enfants ayant des besoins éducatifs particuliers ?

Psychologue de l'éducation et du conseil, j'ai vu dans ce diplôme l'occasion d'en apprendre davantage sur le travail avec les enfants ayant des besoins particuliers et c'est pourquoi j'ai posé ma candidature. En effet, en tant que psychologue scolaire, nous nous occupons d'enfants qui rencontrent différents types de difficultés à l'école. Par chance, j'étais deuxième sur la liste des candidats acceptés par l'Agence pour la formation professionnelle et l'éducation des adultes et j'ai été engagée comme assistante.

Comment avez-vous vécu cette formation ? Qu'est-ce qu'elle vous a apporté ?

Au début, j'ai trouvé la formation très difficile car il s'agit d'un programme ardu de 1 200 heures, converties en 120 crédits. Ces heures sont divisées en 600 heures pratiques et 600 heures théoriques. Le programme est donc très compact. La partie théorique est très intensive, tandis que la partie pratique couvre tous les niveaux d'enseignement. La particularité de ce programme est que personne ne peut être certifié s'il n'est pas passé par tous les niveaux d'enseignement : écoles maternelles, écoles primaires, écoles secondaires et centres de soutien. De plus, lorsqu'une personne est certifiée, cela signifie qu'elle dispose des connaissances sur tous les diagnostics qu'elle peut rencontrer à l'école.

Bien que je dispose déjà d'une licence et d'une maîtrise avant de suivre cette formation, ce cursus ne m'a pas permis d'acquérir toutes les connaissances que nous avons pu engendrer dans le cadre de ce programme. À la faculté, tout est expliqué de manière théorique et les travaux pratiques n'étaient pas aussi fluides et ciblés que dans le programme.

Pouvez-vous décrire un cas spécifique où les compétences acquises grâce au programme vous ont aidée dans votre travail ?

En tant que psychologues, nous sommes confrontés à différents cas de difficultés rencontrées par les élèves au niveau mental ou psychologique, mais nous n'avons qu'une connaissance minimale en ce qui concerne les capacités physiques limitées de certains étudiants, comme l'accompagnement d'un élève en fauteuil roulant. Grâce au programme, l'assistant est préparé à tous les obstacles ou diagnostics qui peuvent survenir chez un élève.

En quoi ce diplôme vous a-t-il aidée à trouver un emploi dans ce domaine ?

Il est impossible d'être embauché comme assistant pour enfants/étudiants à besoins spécifiques sans avoir suivi ce programme qui, selon les directives administratives pour l'engagement de nouveaux enseignants, fait partie des qualifications requises pour être embauché en tant qu'assistant dans ce domaine. Les psychologues ou les candidats possédant d'autres qualifications ne sont en effet pris en considération que si la procédure de sélection a été déjà ouverte plusieurs fois et qu'il n'y a eu pas de candidat qualifié. Cette formation m'a donc beaucoup aidée : j'ai trouvé un emploi immédiatement après avoir obtenu mon diplôme. ■

6 000 JEUNES APPUYÉS AU CABO VERDE

Le programme d'appui au secteur de l'emploi et de l'employabilité accompagne le gouvernement capverdien dans ses efforts pour offrir des perspectives aux jeunes qui se trouvent sans éducation, emploi ou formation.

Entre 2015 à 2019, le nombre de jeunes sans éducation, emploi ou formation (*not in employment, education or training* – NEET) au Cabo Verde avait pu être réduit de 68 120 à 57 605 grâce à l'ensemble des travaux axés sur le renforcement du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle. Cependant, la pandémie de la COVID-19 et ses impacts ont à nouveau fait grimper ce chiffre, portant le nombre de NEET à plus de 77 480 en 2020, soit 35,4 % des jeunes entre 16 et 35 ans. En parallèle, on constate une certaine stagnation de l'offre de formation liée à l'inclusion des nouvelles technologies, une faible mise en œuvre des modules d'enseignement à distance ainsi qu'un développement encore incomplet des réseaux de centres pour l'emploi et la formation professionnelle.

Afin de remettre les jeunes du pays sur la voie du développement et des opportunités, une nouvelle Stratégie nationale de promotion du travail décent a été élaborée en 2022. Elle renforcera l'investissement dans la qualification et l'employabilité des jeunes dans les années à venir, l'objectif principal étant de réduire le nombre de NEET à 20 000 d'ici 2026 et de réduire de moitié le taux de chômage parmi ce groupe. En outre, elle encouragera les politiques publiques visant à massifier l'insertion professionnelle au sein des secteurs porteurs de l'économie et continuera à investir dans l'entrepreneuriat des jeunes.

Dans ce contexte, le programme d'appui au secteur de l'emploi et de l'employabilité a démarré, en 2022, un soutien technique et financier au Fonds pour la promotion de l'emploi et de la formation. Cet appui vise à renforcer les capacités de ce fonds et doit, à terme, bénéficier à plus de 6 000 jeunes, principalement des NEET, afin qu'ils puissent accéder à une formation professionnelle. En 2022, 1 859 jeunes ont déjà commencé leurs formations développées par des centres publics et privés. Les actions ciblent les filières porteuses du Cabo Verde afin de contribuer au développement économique du pays et avec l'objectif qu'au moins 65 % des jeunes formés trouvent directement un emploi salarié. À travers l'institut public Pró Empresa, un programme d'entrepreneuriat a également été développé en faveur des jeunes formés pour faciliter la création des micros et petites entreprises. ■

Afin de contribuer à la réduction des émissions carbone du pays, une étude de faisabilité pour introduire des systèmes de micro-production d'énergies renouvelables au sein de l'ensemble des centres de formation et des écoles techniques a été réalisée. Les résultats de cette étude guideront l'installation de panneaux photovoltaïques sur les 19 centres de formation professionnelle et écoles d'enseignement technique en 2023. Ces installations permettront de réduire de 65 % la consommation d'électricité provenant du réseau et d'injecter l'énergie produite en surplus, non seulement pour augmenter la part d'énergie renouvelable dans le réseau (actuellement à 30 %), mais aussi pour profiter d'une déduction sur la facture d'électricité.

TÉMOIGNAGE



« UNE FORMATION POUR ACCOMPAGNER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE »

Roberto SANTOS, habitant de Porto Novo sur l'île de Santo Antão, bénéficie d'une bourse de la part du Fonds de promotion de l'emploi et de la formation pour suivre une formation de technicien en installation et maintenance de systèmes photovoltaïques au Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle (CERMI).

« À travers cette formation, le CERMI offre une bonne opportunité aux jeunes, et principalement aux jeunes de Santo Antão, de se former. Surtout, dans le contexte actuel de la crise énergétique que nous connaissons à travers le monde, cette formation contribue à sa manière à accompagner la transition vers les énergies renouvelables. Tout en appuyant les jeunes dans leur

formation et leur employabilité, le cursus permet de mettre sur le marché du travail davantage de professionnels et, ainsi, de soutenir la transition énergétique du pays. J'ai postulé pour cette bourse et j'ai été sélectionné. J'espère repartir pleinement qualifié pour apporter ma contribution à notre pays et, surtout, à mon île Santo Antão. » ■

DES COMPÉTENCES RENFORCÉES POUR LE TOURISME AU LAOS

Au Laos, LuxDev a appuyé un projet qui a permis de développer les ressources humaines dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, et ce malgré un contexte difficile lié la pandémie de la COVID-19.

Après plus de deux ans de fermeture des frontières pour cause de COVID-19, le tourisme international a repris au Laos en 2022, avec une réouverture totale du pays à partir du mois de juin. L'optimisme dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie a toutefois été atténué d'une part, par le manque de main-d'œuvre qualifiée et, d'autre part, par une crise économique croissante qui, au cours du second semestre de l'année, s'est traduite par des pénuries de carburant, une inflation galopante, une dévaluation rapide de la monnaie locale par rapport au dollar américain et des questions persistantes sur le remboursement et la restructuration de la dette du gouvernement.

Suite à la fermeture à grande échelle des entreprises de tourisme et d'hôtellerie au cours des deux dernières années, trouver les ressources humaines nécessaires à la réouverture et à l'intensification des activités s'est en effet avéré être un défi majeur. Durant la crise de la COVID-19, de nombreux employés du secteur ont cherché un emploi rémunéré dans un autre domaine, ou sont retournés dans leur maison familiale rurale pour se concentrer sur les activités agricoles. De plus, exacerbant cette pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les problèmes macroéconomiques croissants et la crise du coût de la vie obligent les familles à établir des priorités et à réduire leurs dépenses en matière d'éducation, les activités génératrices de revenus à court terme ayant la priorité sur l'investissement dans l'éducation et les considérations relatives à la carrière.

Le projet mené dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie entrant dans sa phase de clôture à partir de septembre 2022, la mise en œuvre des activités s'est concentrée sur le premier semestre de l'année et donc, en grande partie, avant l'évolution des conditions macroéconomiques susmentionnées.

GARANTIR LES NORMES SANITAIRES DANS LE SECTEUR

Le programme LaoSafe été lancé à la fin de l'année 2021, sa mise en œuvre a donc été la principale priorité de l'année 2022.

En partenariat avec le ministère de l'Information, de la Culture et du Tourisme, le ministère de la Santé ainsi que la Chambre nationale de commerce et d'industrie du Laos, ce programme a permis d'établir des normes d'hygiène de niveau international pour les fournisseurs d'hébergements, de nourriture et de boissons, les guides touristiques et les chauffeurs. L'objectif visé était d'élever le niveau de référence en matière d'hygiène dans l'ensemble du secteur du tourisme et de l'hôtellerie et de renforcer la confiance des voyageurs vis-à-vis du Laos en tant que destination touristique sûre.

À ce jour, LaoSafe a formé et certifié plus de 270 entreprises touristiques ainsi que 1 100 guides touristiques et chauffeurs. Grâce aux mesures de sécurité rigoureuses mises en place, à la qualité de la formation et de l'évaluation, ainsi qu'au déploiement de cette formation dans les entreprises du pays, LaoSafe a joué un rôle clé dans la réouverture des frontières aux touristes et a contribué à faire du Laos l'un des pays d'Asie du Sud-Est les plus ouverts aux voyageurs internationaux à l'époque.

PLUS DE 12 300 PERSONNES FORMÉES EN TOURISME ET HÔTELLERIE

À la fin du projet, plus de 12 300 personnes, dont 70 % de femmes, s'étaient inscrites à des formations dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie soutenues par le projet.

Plus de 5 200 personnes étaient de nouveaux étudiants souhaitant entrer dans ce secteur. Ainsi, près de 3 600 étudiants ont suivi des programmes de deux à trois ans et plus de 1 600 étudiants ont suivi des cours de courte durée de trois à six mois. Par ailleurs, 4 700 personnes étaient des employés travaillant déjà dans ce secteur et ont suivi des cours de perfectionnement de courte durée. Dans l'ensemble, les taux de réussite ont été élevés : environ 93 % pour les diplômés des cours de courte durée et 79 % pour les diplômés des programmes de deux ans menant à un diplôme.

Pendant toute la durée du projet, 57 % des diplômés ont trouvé un emploi ou poursuivi des études dans les trois mois suivant l'obtention de leur diplôme. Toutefois, pour les années précédant la pandémie et la fermeture massive d'entreprises dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, les taux d'emploi dépassaient les 85 %.

Le projet a dépassé ses objectifs en ce qui concerne l'inclusion de personnes issues de milieux défavorisés, tant en nombre relatif qu'absolu. Dans l'ensemble, 83 % des participants étaient issus de milieux défavorisés, alors que l'objectif était de 50 %. Plus de 10 000 personnes issues de milieux défavorisés ont donc participé à des formations soutenues par le projet. ■

UN APPRENTISSAGE EN RÉEL POUR LES JEUNES

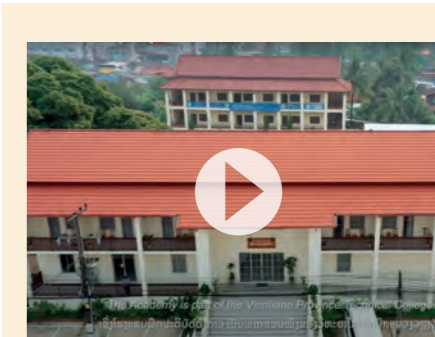
Une deuxième activité clé du projet a concerné l'étendue des activités de l'hôtel et du restaurant de formation, *The Academy*, situé à Vang Vieng. Initialement ouvert en novembre 2020, cet établissement de formation pratique pour les étudiants de l'enseignement et de la formation professionnels en tourisme et en hôtellerie a dû faire face à de multiples fermetures au cours de l'année 2021 en raison de la COVID-19.

Avec la levée de ces restrictions et l'ouverture des frontières en 2022, *The Academy* a pu augmenter ses heures et jours d'ouverture, atteignant des taux d'occupation supérieurs à 95 % à partir de juillet 2022. L'académie a également pu élargir ses services, incluant l'accueil de réunions externes et l'ajout d'une nouvelle ligne de production en

boulangerie fournissant de délicieux produits aux hôtels locaux, tout en élargissant la gamme de formation pratique et d'expériences disponibles pour les étudiants.

AMÉLIORER L'INSERTION SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Enfin, s'appuyant sur les expériences antérieures du projet, deux établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels ont été appuyés pour améliorer leur capacité à aider les étudiants titulaires d'un diplôme à transiter vers l'emploi, notamment en établissant des partenariats avec le secteur privé et en renforçant les capacités de la direction et des enseignants de l'établissement. Les leçons et les expériences tirées de cette activité seront exploitées et développées dans le cadre du nouveau projet Compétences pour le tourisme, l'agriculture et la sylviculture à partir de 2023. ■



Découvrez en vidéo *The Academy*, établissement fondé pour renforcer les compétences professionnelles des étudiants en tourisme et en hôtellerie et pour les préparer à une future carrière dans ce secteur grâce à une expérience d'apprentissage en situation réelle.



QUAND LA FORMATION VIENT AUX JEUNES SÉNÉGALAIS

Au Sénégal, l'accès à la formation professionnelle des personnes vivant dans des zones rurales ou enclavées n'est pas toujours garanti. Pour répondre aux besoins de qualification professionnelle des jeunes et des professionnels en activité, des unités mobiles de formation ont été mises en place dans les 14 régions du pays, contribuant à rendre l'accès à la formation professionnelle plus équitable.

Les unités mobiles de formation sont constituées de véhicules aménagés transportant l'ensemble du matériel pédagogique et de l'outillage nécessaires pour dispenser des formations qualifiantes de courte durée. Les véhicules sont de trois types : des bus pour les formations en technologie de l'information et de la communication, des fourgonnettes pour les formations en transformation agroalimentaire et dans les domaines industriel et artisanal. Afin de pouvoir offrir des classes en plein air et dispenser des formations en toute autonomie, les fourgonnettes sont également dotées d'une tente, de chaises, de tables et d'un système solaire photovoltaïque. Les bus quant à eux disposent d'un espace suffisamment grand pour organiser les formations à l'intérieur.

Chaque unité est ancrée à une structure de formation professionnelle sénégalaise, lycée technique ou centre de formation professionnelle, qui en assure la responsabilité. Les groupes ciblés par les formations sont les jeunes en demande de formation professionnelle initiale, les travailleurs du secteur privé et public dans le cadre de formations continues ainsi que les groupements et organisations pour des actions de sensibilisation ou de formations collectives.

Quinze unités ont été acquises avec l'appui du Grand-Duché de Luxembourg et de l'Union européenne dans le cadre des programmes Formation professionnelle et employabilité et Développer l'emploi au Sénégal. Grâce à ce dispositif, 3 257 bénéficiaires ont pu être formés en 2022, dont 52 % de femmes. ■

FAVORISER L'INSERTION SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Certains projets et programmes mis en œuvre par LuxDev, notamment au Mali et au Sénégal, se concentrent davantage sur le renforcement de l'insertion des jeunes formés, dans des filières porteuses, afin de leur assurer un travail et un revenu décents.

ENCOURAGER L'INSERTION DANS LA FILIÈRE AGRICOLE AU MALI

Au Mali, le taux d'analphabétisme des jeunes adultes âgés de 15 à 24 ans reste extrêmement élevé (69,2 %). Malgré les efforts consentis en matière d'éducation de base, le faible capital culturel entrave l'accès à un emploi décent et bien rémunéré¹. Cette situation est beaucoup plus accentuée chez les femmes et chez les jeunes de moins de 25 ans, qui sont respectivement confrontés à un taux de chômage de 11,2 % et 13,5 %².

Alors que les tissus économiques des secteurs secondaires et tertiaires sont peu développés, la jeunesse peu instruite, peu autonome et fortement rurale pratique l'agriculture par défaut ou l'évite par l'exode vers d'autres activités et d'autres lieux. Ainsi, la formation professionnelle constitue l'une des voies incontournables pour les jeunes afin d'acquérir les compétences nécessaires pour faciliter leur transition vers le marché du travail.

Le programme de formation et insertion professionnelle mis en œuvre par LuxDev encourage l'insertion économique des jeunes et des femmes des régions de Ségou et Sikasso dans les métiers liés aux filières agricoles, en soutenant la création d'emploi et les activités génératrices de revenus. La stratégie d'intervention du programme vise à permettre au jeune d'acquérir l'ensemble des ressources (compétences et/ou ressources financières) nécessaires à la réalisation de son projet professionnel, qu'il s'agisse de trouver un emploi de type « salarié », de développer des activités génératrices de revenus ou de s'orienter vers l'auto-emploi.

PLUS DE 2500 JEUNES ACCOMPAGNÉS VERS L'EMPLOI

Afin d'améliorer les parcours d'insertion professionnelle des jeunes, le programme a signé, en 2022, des conventions avec l'Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes (APEJ) et l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE).

Des actions de communication sur l'insertion professionnelle des jeunes dans les filières agricoles d'opportunités ont été menées par ces deux agences afin de faire connaître le programme et le dispositif mis en place pour permettre aux jeunes de développer des perspectives d'insertion économique durable et décente.

À la suite de ces actions, 2 554 jeunes des régions de Ségou et Sikasso, dont 1 014 jeunes femmes et 1 540 jeunes hommes, ont bénéficié d'une orientation professionnelle à travers un bilan de compétences. À partir de leurs potentiels et de leurs aspirations, ces bilans leur ont permis de faire le point sur leurs compétences et d'identifier un projet professionnel réaliste vers l'auto-emploi ou l'emploi salarié.

Parmi ces jeunes, certains vont bénéficier de formations qualifiantes et d'autres d'une formation en entrepreneuriat intégrant des modules sur les compétences de vie. Parmi les jeunes auto-entrepreneurs qui n'ont pas eu besoin du renforcement de leurs compétences techniques, 100 ont déjà bénéficié d'une formation en entrepreneuriat et leur plan d'affaires est en cours de réalisation. L'APEJ a signé des contrats avec deux prestataires pour accompagner les jeunes dans la finalisation de leur plan d'affaires, leur recherche de financement et l'installation de leurs entreprises.

1 Source : Enquête modulaire et permanente auprès des ménages, Institut national de statistique, 2020
2 Source : Observatoire national de l'emploi et de la formation, 2021



Dans la mobilisation des jeunes et leur orientation vers les filières d'opportunités, l'accent a été mis sur la parité hommes-femmes et sur l'importance pour les jeunes femmes d'embrasser des métiers culturellement considérés comme réservés aux hommes.

De leur côté, les 42 conseillers d'orientation et points focaux de l'ANPE et de l'APEJ ont bénéficié de formations pour réaliser des bilans de compétences de qualité, renforçant ainsi les qualités de l'intervention de leurs organisations en matière d'accompagnement des jeunes. ■

DÉVELOPPER L'EMPLOI AU SÉNÉGAL

En matière de formation et d'employabilité, le Sénégal est confronté à un problème majeur : l'insertion des jeunes. Alors qu'environ 200 000 nouveaux demandeurs d'emplois arrivent chaque année sur le marché du travail, l'offre n'est estimée qu'à 30 000 postes et le taux de chômage à 14,3 %. L'inadéquation entre offre de formation et besoins économiques d'une part, ainsi que la limite des dispositifs d'accompagnement vers l'insertion des jeunes d'autre part, accentuent ce déficit. Dans ce contexte, mieux articuler formation et accès à l'emploi est essentiel pour lutter contre l'exclusion, la déscolarisation et l'émigration des jeunes des milieux défavorisés.

DEUX PROJETS POUR FAVORISER L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE

En adéquation avec les objectifs du gouvernement sénégalais d'accroître la qualification professionnelle de la population et d'orienter la formation vers les besoins du marché du travail, le programme de formation professionnelle et technique et employabilité, mis en œuvre depuis 2018, vise à renforcer le système afin de développer une offre adaptée aux besoins de l'économie et des entreprises, et de déployer des dispositifs d'insertion, tant étatiques que privés, pour améliorer l'employabilité des jeunes. Le programme cherche ainsi à rapprocher l'offre de la demande en favorisant une intégration plus forte des entreprises et des organisations professionnelles dans le système de formation. Le programme accorde aussi une attention particulière au genre, en renforçant l'accès aux filières de formation innovantes et porteuses pour les filles et les femmes. L'appui aux dispositifs d'insertion des jeunes, au développement de l'accès à la formation et à l'adéquation des offres de formations s'est traduit à travers plusieurs activités menées en 2022. Ainsi, un appui a été apporté aux départements d'expérimentation du programme dans l'élaboration de stratégies de développement économique orientées vers l'insertion et dans l'identification des filières porteuses d'emplois et moteurs de croissance dans les régions ciblées,

telles que l'agriélevage, l'informatique et le numérique, le tourisme et les énergies renouvelables. Parallèlement, des formations ont été coconstruites de manière intégrée avec le secteur privé et la société civile. Dans le nord du pays, l'accent a été mis sur l'agriélevage au sens large, avec un grand nombre de projets d'investissement et de formation à court terme soutenus ainsi que le développement d'un brevet technique supérieur monté en partenariat avec le privé. Dans le centre, outre l'agriélevage qui est également considéré comme filière prioritaire, les efforts se sont concentrés sur le tourisme, le déploiement de formations mobiles (lire page 62) ainsi que le développement d'une action de formation et d'insertion de jeunes filles par le numérique (lire page 65).

Mieux articuler formation et accès à l'emploi est essentiel

Par ailleurs, le projet Développer l'emploi au Sénégal, qui s'est clôturé en 2022, s'est inscrit dans la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière par le renforcement des dispositifs d'appui à l'insertion, la création d'emplois décents et un accès équitable à la formation professionnelle. Le projet a aussi poursuivi cet objectif en contribuant au développement d'une formation professionnelle et technique de qualité, répondant aux besoins du développement socio-économique, susceptible de garantir une insertion socio-professionnelle réussie. Ainsi, le projet a accompagné l'insertion de jeunes apprenants sortis des établissements de formation professionnelle et technique, à travers le renforcement de la quantité de l'offre de formation dans les régions du sud et du sud-est du Sénégal. La qualité de formation a elle aussi été améliorée et adaptée aux besoins de la zone d'intervention. Finalement, les dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle et à la formation continue ont été renforcés.

PROMOUVOIR L'INSERTION DES JEUNES FEMMES DÉSCOLARISÉES

Une convention a été établie entre le ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion sénégalais, la Grow Academy et la Coopération luxembourgeoise pour accompagner dans leur parcours de formation et d'insertion 1 000 jeunes filles de la périphérie de Dakar, et plus particulièrement du département de Pikine au sein duquel sur une population de 1,17 million d'habitants, 100 000 jeunes filles se trouvent en décrochage scolaire.

La Grow Academy est une start-up sociale et technologique formant et insérant des jeunes femmes déscolarisées, en s'appuyant sur les technologies de l'information et de la communication. Les jeunes filles sont ainsi formées pour devenir, par exemple, développeuses web, infographistes ou encore monteuses audiovisuelles.

Afin de combattre le décrochage des jeunes filles et de s'adapter à ce public vulnérable, la Grow Academy s'appuie sur des formations en langue locale, au lieu du français souvent utilisé dans ce contexte ; la formation en alternance, obligeant les jeunes filles à venir sur place une fois par semaine et leur donnant la possibilité de poursuivre les formations à distance à travers une application en ligne ; un dispositif comprenant un hub et sept satellites dans les départements alentour, ce qui réduit le coût du dernier kilomètre pour les jeunes apprenantes ; une pédagogie par la transmission (la cohorte précédente transmet ses connaissances à la cohorte suivante) et le mentorat (les apprenantes en cycle d'insertion mentorent les apprenantes en cycle de formation).

Parallèlement, la Grow Academy accompagne les jeunes femmes dans la construction de leur propre entreprise, en les formant, d'une part, à l'utilisation d'outils de business innovants et, d'autre part, en *soft skills* pour développer leur confiance entrepreneuriale.

UN CENTRE NOVATEUR POUR LES MÉTIERS DE LA FORESTIERIE

Construit dans le cadre du projet Développer l'emploi au Sénégal, le Centre de formation sectoriel en foresterie de Bounkiling, aujourd'hui à la pointe de méthodes de formation innovantes dans le pays, propose une formation en alternance école-entreprise.

Ce centre a été mis en place pour répondre à la volonté de l'État de créer des centres sectoriels de formation qui impliquent les professionnels et les entreprises dans la gouvernance, la mise en œuvre des formations, l'insertion et l'emploi des apprenants. Cependant, les organisations des professionnels de la foresterie n'étaient pas structurées pour participer efficacement à la gouvernance du centre. Ainsi, un comité d'initiative, appuyé par le projet et l'ONG Eclasio, a accompagné la constitution d'une Fédération des associations de professionnels de la foresterie, représentative, compétente et impliquée dans la gouvernance et la mise en œuvre de l'offre de formation du centre. La fédération est née le 25 août 2022 et a depuis élaboré un plan d'action triennal pour participer pleinement au développement du secteur de la foresterie.

Le centre a également initié une nouvelle formation aux techniques de coupe et carbonisation. La première session a eu lieu en août 2022 et a regroupé deux groupes de jeunes : 25 apprenants en gestionnaire forestier du Centre sectoriel de formation professionnelle en foresterie de Bounkiling et 10 jeunes du programme « Xëy ndaw Yi », un programme porté par le ministère de l'Environnement et du Développement durable sénégalais. La formation a été menée par des professionnels du secteur et vise à augmenter la production en charbon, mais aussi à garantir une exploitation durable des ressources naturelles. La première cohorte d'apprenants a maintenant commencé à produire son propre charbon et, par la suite, ces jeunes pourront être employés par la fédération tout juste créée. Pour assurer la pérennité de ces formations, un formateur du centre continue à démultiplier cette formation et à former d'autres jeunes dans la filière.

DES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVÉS POUR UNE MEILLEURE INTÉGRATION

Pour renforcer l'insertion des jeunes formés au Sénégal, le programme de formation professionnelle et technique et employabilité appuie la mise en place de conventions de partenariat public-privé entre des établissements de formation professionnelle et des acteurs économiques (industries, fermes et exploitations coopératives). Les centres de formation professionnelle publics dispensent la majeure partie de la formation théorique des jeunes, tandis que le secteur privé, à travers l'alternance de stages et de sessions pratiques, assurent la majeure partie des formations techniques et pratiques.

Un tel partenariat existe par exemple entre la ferme-école de Guelakh, le lycée technique André Peytavin de Saint-Louis et le centre de formation professionnelle de Podor. Cette collaboration permet de renforcer les capacités des jeunes avec une formation à 70 % pratique et 30 % théorique. En outre, la collaboration avec les communes renforce l'insertion des jeunes, grâce à un accès facilité aux terres. D'autres partenariats de ce type sont en place avec la Laiterie du Berger et la Compagnie sucrière sénégalaise, qui font partie des plus grandes entreprises du Sénégal.

CINQ PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES

Une des problématiques majeures spécifiques aux chaînes de valeur agricoles dans les territoires ruraux est le faible intérêt accordé aux fonctions de production primaire. Bien que porteuses d'opportunités économiques importantes pour les régions concernées, elles sont en effet perçues comme archaïques, pénibles et non rémunératrices. De ce fait, ces fonctions attirent peu les jeunes formés, ce qui freine le renouvellement des générations et la modernisation des chaînes de valeur. En outre, malgré les avancées notoires dans le domaine de la formation professionnelle et technique, le contexte actuel des enseignements et apprentissages fait que les apprenants manquent de pratiques techniques en rapport avec les opportunités économiques de leurs territoires.

Pour répondre à cette problématique, des pépinières d'entreprises ont été créées dans le cadre du projet Développement de l'emploi par la formation et insertion, faisant partie du projet Développer l'emploi au Sénégal.

Ces pépinières s'appuient sur des entreprises locales pour l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des jeunes sortis des établissements de formation professionnelle et technique et des migrants de retour, porteurs d'idées de projets ou de projets entrepreneuriaux. Les cinq pépinières d'entreprises développées définissent et offrent une plateforme intégrée d'activités et de services spécialisés à ces jeunes porteurs de projets agricoles et/ou d'élevage. Les incubés sont renforcés en capacités techniques, entrepreneuriales et managériales, ce qui introduit de nouveaux producteurs mieux formés et porteurs d'une vision de l'agriculture comme activité entrepreneuriale. Au terme du processus, la création des microentreprises par les incubés participe à l'émergence et à la densification d'un tissu économique local, phase incontournable du changement structurel de l'économie.

Cette expérience a engendré des changements significatifs favorables au développement de l'entrepreneuriat, tels que la valorisation de la filière agriélevage à travers une plus grande notoriété, la reconnaissance du potentiel de savoir-faire des incubés, l'affirmation des jeunes incubés dans le parcours entrepreneurial grâce aux compétences acquises et l'accès à un réseau relationnel, ainsi que le renforcement de la performance des entreprises locales partenaires à travers une augmentation de leur chiffre d'affaires, une plus grande capacité de création d'emplois et un élargissement de leur tissu relationnel.

L'expérience a permis aux incubés de déterminer leur vraie vocation et de mieux se projeter sur la création et le développement de leur entreprise, ce qui a contribué à changer positivement la vision entrepreneuriale des jeunes et leur problème d'insertion, en renforçant leurs capacités techniques et en leur facilitant l'accès au financement. ■

2 200

jeunes bénéficiaires de formations de courte durée de 3 à 6 mois

1 400

jeunes accompagnés à travers des parcours d'insertion, dont 48 % de filles

6 000

Plus de 6 000 jeunes, dont 300 migrants de retour, accompagnés vers l'emploi et/ou l'entrepreneuriat

1 800

apprentis certifiés

800

membres du personnel des établissements de formation et 400 maîtres d'apprentissage formés



TÉMOIGNAGE

« À LA SUITE DE CES FORMATIONS, NOUS AVONS DÉMARRÉ NOTRE PROPRE ACTIVITÉ DE RESTAURATION »

Le programme de formation professionnelle et technique et employabilité a pour finalité d'améliorer l'employabilité des jeunes sénégalais de 15 à 25 ans. Le consortium composé par les ONG Gret et Eclasio, en partenariat avec ENDA GRAF Sahel, intervient pour le programme à travers la mise en place de services visant à dynamiser les dispositifs d'insertion professionnelle et de développement de l'emploi des jeunes. À cet effet, le programme expérimente une action innovante consistant à appuyer et renforcer la contribution des organisations de la société civile en faveur de l'insertion socio-économique des jeunes dans les zones d'intervention. Mame Binta SALL est bénéficiaire de cet appui par le biais de Senegal Academy, un centre de compétence qui promeut les études scientifiques et techniques, l'écriture, la formation, la lecture et le maintien des filles en général à l'école. Avec sa partenaire Aminata, elles ont été accompagnées par l'organisation durant leur formation en restauration dans un centre de formation privé et dans le développement de leur activité.

Avec une amie avec laquelle je souhaitais m'associer, nous avons suivi les formations dispensées par Senegal Academy en informatique de base, en entrepreneuriat et en développement personnel.

À la suite de ces formations, nous avons démarré notre propre activité de restauration dans le centre Yonou Dioub, grâce à Senegal Academy. L'association nous a donné un kit de démarrage d'une valeur de 350 000 FCFA (environ 530 EUR) constitué d'une marmite, d'un fourneau, de vaisselle, d'un mixeur, de plats à pizza et d'une bouteille de gaz.

Récemment, nous avons remporté un marché de restauration de 8 millions FCFA avec la GIZ, l'agence allemande de coopération internationale. Avec cet argent, nous sommes en train de rechercher des locaux pour nous installer en dehors du centre de formation, en ville, afin d'augmenter notre visibilité et de pouvoir ainsi accroître notre chiffre d'affaires. De nouveaux locaux nous permettraient aussi d'être plus indépendantes. Pour l'instant, nous devons en effet nous plier aux horaires d'ouverture du centre de formation.

Après l'obtention du marché de 8 millions FCFA, Senegal Academy nous a donné une formation en comptabilité, nous permettant de mieux gérer nos ressources, et c'est eux qui nous ont accompagnés dans l'ouverture d'un compte bancaire que nous gérons nous-mêmes. Le travail que nous sommes en train de faire, c'est notre passion et il nous permet d'avoir des revenus stables. »



Mame Binta SALL | Restauratrice à Saint-Louis

« Je m'appelle Mame Binta Sall, je suis mariée et mère de deux enfants. Alors que je suivais une formation en restauration au sein du centre de formation privé Yonou Dioub, j'ai entendu parler de l'accompagnement proposé par l'association Senegal Academy, active dans ma ville auprès des jeunes.



La conduite du changement par le renforcement des capacités en formation professionnelle et technique

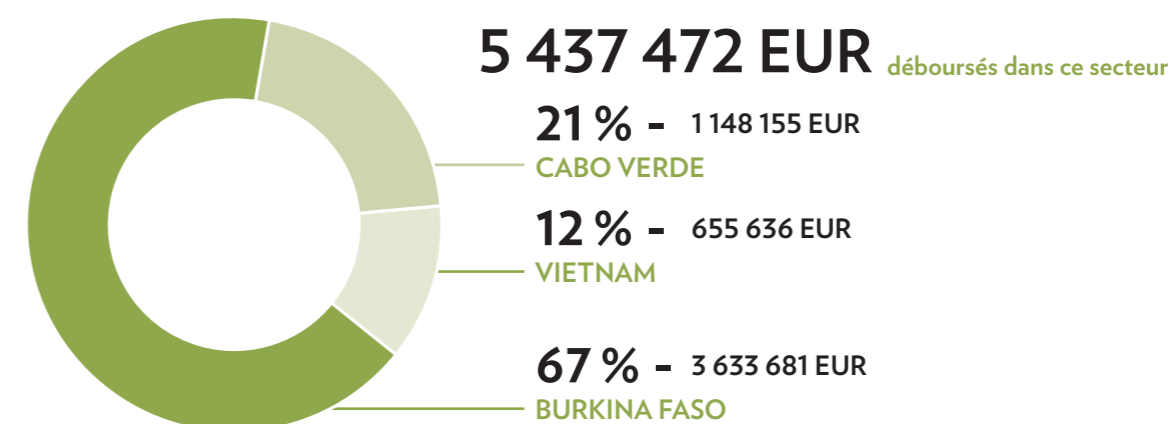


ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

La plupart des pays d'intervention de LuxDev, économiquement dépendants des ressources naturelles et caractérisés par des systèmes socio-politiques fragiles, sont vulnérables aux effets du changement climatique. Ces impacts créent des risques pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations et, dans certains cas, pour les vies humaines et animales.

En 2022, huit projets et programmes – émanant du ministère des Affaires étrangères et européennes, du ministère de l'Environnement, du climat et du développement durable ainsi que du Fonds vert pour le climat auquel l'Agence est accréditée – ont été mis en œuvre dans le secteur de l'environnement.

Par ailleurs, avec la volonté de s'aligner sur les orientations nationales du Luxembourg, mais également sur les engagements européens et internationaux en la matière, et dans l'optique de contribuer aux ODD liés, LuxDev a renforcé l'intégration des enjeux environnementaux et climatiques dans ses activités. La Vision 2030 de l'Agence définit en effet le principe de durabilité environnementale comme l'une de ses priorités transversales.



2 études réalisées

- Au Cabo Verde
 - Étude sur une possible production d'envergure d'hydrogène vert
- Au Sénégal
 - Étude de faisabilité dans le domaine de la gestion des déchets plastiques

2 projets en formulation

- Au Kosovo
 - Transition énergétique et atténuation du changement climatique
- Au Nicaragua
 - Prévention et gestion des risques

8 projets/programmes mis en œuvre dont 3 projets/programmes en phase de clôture

- Au Burkina Faso
 - Appui à la gestion durable des ressources forestières
 - Projet de recherche et innovation pour des systèmes agropastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest
 - Projet de récupération des terres dégradées en milieu pastoral
- Au Cabo Verde
 - Programme d'appui à la transition énergétique
 - Programme d'appui au renforcement de la gouvernance et de l'action climatique

- Au Cabo Verde
 - Programme d'appui au secteur des énergies renouvelables
- Au Vietnam
 - Projet d'adaptation au climat et résilience dans la province de Thua Thien Hué
 - Projet pilote d'éclairage économe en énergie

LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE RENFORCÉE AU VIETNAM

Les deux projets mis en œuvre au Vietnam, premiers projets internationaux de financement climatique du Luxembourg, ont permis de renforcer la résilience des populations face aux effets du changement climatique dans la province de Thua Thien Hué, particulièrement vulnérable.

Compte tenu de sa situation géographique, de son relief et de son vaste littoral, le Vietnam est considéré comme l'un des 10 pays du monde les plus vulnérables aux impacts du réchauffement planétaire et du changement climatique, tels que l'élévation du niveau de la mer, des tempêtes tropicales plus fréquentes et plus violentes, des inondations plus importantes, des périodes de sécheresse persistantes, la salinisation des sols et des eaux de surface, ou encore la modification des écosystèmes.

Dans le même temps, le Vietnam, qui connaît une croissance et une industrialisation rapides, contribue au réchauffement planétaire. Alors que le pays a signé très tôt tous les grands accords internationaux sur le climat et que l'objectif actuel du gouvernement est d'atteindre le statut « Zéro émission nette » d'ici 2050, la majeure partie de l'électricité du pays, qui alimente les quelque 100 millions d'habitants, provient de la combustion de charbon et de gaz, contribuant ainsi de manière significative aux émissions mondiales de CO₂.

La population vietnamienne est donc de plus en plus exposée aux risques liés au changement climatique, qu'il s'agisse de risques personnels ou de perte de moyens de subsistance. En outre, la dégradation croissante de l'environnement est considérée comme une menace sérieuse pour le développement socio-économique du Vietnam.

DES HABITANTS MIEUX SENSIBILISÉS ET PROTÉGÉS

Un projet d'adaptation au climat et résilience dans la province de Thua Thien Hué a été mis en œuvre de juillet 2018 à décembre 2022. Son objectif était de soutenir cette province du centre du pays, en collaborant avec le gouvernement local et les communautés pour s'adapter aux évolutions dues au changement climatique et renforcer la résilience des populations.

Ciblant 55 000 ménages dans 29 communes considérées comme les plus sensibles aux effets du changement climatique, le projet a travaillé dans trois domaines d'intervention. Premièrement, il a contribué, d'une part, à sensibiliser les dirigeants communaux, les communautés, les pêcheurs et les agriculteurs, les enseignants et les étudiants aux causes et aux conséquences du changement climatique et, d'autre part, à renforcer leurs capacités pour répondre aux risques croissants pour leur vie et leurs moyens de subsistance.

Deuxièmement, le projet a soutenu la planification et la construction d'infrastructures de protection du climat. Troisièmement, il a collaboré avec le gouvernement et la société civile sur la protection et la restauration des écosystèmes critiques, afin de préserver et soutenir les moyens de subsistance ainsi que les revenus de la population.

Plus de 200 activités ont été mises en œuvre au cours des quatre années du projet, principalement par le biais d'accords de délégation avec des agences partenaires, et avec la participation active et/ou la supervision des bénéficiaires.

Les enquêtes réalisées ont démontré que les dirigeants locaux, les communautés, les pêcheurs et les agriculteurs, les enseignants et les étudiants disposent désormais d'une bien meilleure compréhension du changement climatique. Ils possèdent aussi les compétences et capacités pour se préparer et répondre plus efficacement aux risques et aux impacts du changement climatique. De même, le département provincial du Changement climatique dispose des compétences, systèmes et outils nécessaires pour mieux surveiller les événements climatiques et leurs impacts d'une part, et pour mesurer les résultats des diverses interventions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique d'autre part.

De plus, les 14 infrastructures climatiques qui ont été construites offrent une meilleure protection à 5 466 ménages ainsi qu'à leurs moyens de subsistance, en préservant 875 hectares de terres productives.

Enfin, des écosystèmes plus résistants aident les populations à s'adapter aux impacts du changement climatique. L'accent a été mis sur le développement d'un marché pour l'agriculture biologique. Divers produits biologiques sont en vente sur le marché, une association provinciale de l'agriculture biologique a été créée, et une unité de soutien à l'agriculture biologique ainsi qu'un système de certification ont été mis en place. De la même manière, le projet a travaillé sur la conservation et la restauration des 220 kilomètres de la lagune de Thua Thien Hué, ressource naturelle majeure pour la région.

Les diverses interventions ont ainsi renforcé la résilience et l'adaptation locales au changement climatique de manière durable, équitable et efficace.

UNE PLUS GRANDE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE À HUÉ

Parallèlement, un projet pilote d'éclairage économe en énergie, qui s'est lui aussi clôturé en 2022 après quatre ans d'exécution, a permis de remplacer l'éclairage conventionnel et ancien, très énergivore, par un éclairage LED à faible consommation d'énergie dans certains lieux publics de la ville de Hué. L'objectif était de démontrer la faisabilité, l'intérêt et l'impact d'une telle intervention en matière d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, tout en sensibilisant au changement climatique et au rôle joué par l'énergie dans le réchauffement climatique.

Les écoles et les rues ont été identifiées comme étant les lieux publics les plus appropriés pour ce remplacement. Près de 19 000 LED ont été installées dans 54 écoles et quelque 1 550 LED ont été placées sur 26 routes de la ville. En quelques années seulement, ce matériel a permis d'économiser 1 569 MWh, de réduire le coût de l'électricité de 54,3% et de diminuer les émissions de gaz à effet de serre de 1 401,60 tCO₂, tout en offrant une meilleure qualité d'éclairage.

Afin d'améliorer la compréhension des causes et conséquences du changement climatique et de sensibiliser les communautés à l'efficacité énergétique, des campagnes d'information et d'éducation ont été lancées dans toutes les écoles bénéficiaires, sensibilisant 40 000 élèves.

En outre, 126 enseignants ont été formés pour devenir des formateurs en efficacité énergétique, permettant à 1 886 enseignants de recevoir à leur tour la formation. De la même façon, le personnel et les techniciens des agences gouvernementales concernées ont été formés à la réalisation d'audits énergétiques afin d'identifier les options permettant de réduire la consommation globale d'énergie. Les enquêtes réalisées avant et après les interventions du projet ont démontré que les connaissances, les attitudes et les pratiques concernant l'efficacité énergétique dans les écoles cibles et parmi le personnel du gouvernement ont augmenté de manière substantielle.

Enfin, le projet a joué un rôle de pionnier en établissant, pour la première fois, un système de mesure, rapportage et vérification afin de donner aux autorités provinciales les outils pour mesurer, rapporter et vérifier l'impact du projet pilote et d'autres interventions d'atténuation sur les émissions de gaz à effet de serre. Le projet a mis en place tous les éléments nécessaires pour mesurer l'impact de l'intervention sur la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre conformément aux exigences internationales, il a fait vérifier de manière indépendante les méthodologies et les mesures utilisées, et il a fait enregistrer officiellement le résultat auprès du gouvernement vietnamien, une première pour le pays.■

48,9 %

Le nombre de ménages ayant subi des dommages et pertes importants dus aux effets du climat a été réduit de 48,9%, malgré quelques événements climatiques majeurs survenus durant le projet.

72 %

des 18 sites d'échantillonnage de la lagune de Thua Thien Hué, où l'eau a été régulièrement analysée, sont désormais conformes aux normes gouvernementales de qualité de l'eau.

85 %

des coopératives d'agriculture biologique créées dans le cadre du projet ont reçu leur certification officielle et peuvent donc vendre leurs produits avec le label « 100% biologique » du gouvernement. Ces coopératives ont évité d'utiliser 37 tonnes d'engrais chimiques et 118 litres de pesticides et d'herbicides.

10 441 MWh

Les économies d'énergie réalisées grâce aux LED installées à Hué devraient atteindre 10 441 MWh d'ici 2030, soit une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 9 328 tCO₂¹.

Découvrez en vidéo les impacts de ces deux projets au Vietnam ▼



¹ Chiffres basés sur les mesures réelles effectuées pendant le projet pilote

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, ENJEU CLÉ POUR LE CABO VERDE

Le climat du Cabo Verde étant aride, le changement climatique, associé à l'urbanisation informelle et à la surexploitation des ressources naturelles, constitue un risque réel pour le pays. Les événements extrêmes, tels que les sécheresses prolongées et les pluies torrentielles, ont des répercussions négatives sur les moyens de subsistance ainsi que la productivité de l'agriculture et de la pêche. Ils causent également des dommages aux infrastructures vitales, aux réseaux de communication et aux ménages.

Par ailleurs, malgré de significatifs progrès pour atteindre ses objectifs en matière d'accès à l'énergie, le Cabo Verde reste confronté à des défis majeurs dans le secteur énergétique, liés notamment à son insularité. Dépendant des importations de combustibles fossiles, le Cabo Verde fait face à la volatilité des prix internationaux du pétrole et à des frais d'importation élevés. En outre, le réseau subit d'importantes pertes. Ces problèmes, à la fois structurels et conjoncturels, contribuent à faire flamber le prix final de l'électricité, rendant les consommateurs plus vulnérables.

Pour répondre à ces multiples défis, deux programmes sont mis en œuvre au Cabo Verde dans le cadre du nouveau Programme indicatif de coopération 2021-2025 défini autour des piliers « Développement – Climat – Énergie ». Le programme d'appui au renforcement de la gouvernance et de l'action climatique et le programme d'appui à la transition énergétique assurent une certaine continuité avec le programme d'appui au secteur des énergies renouvelables désormais clôturé.

LES PRÉMICES D'UNE GOUVERNANCE CLIMATIQUE

Avec le soutien de la Coopération luxembourgeoise, le Cabo Verde a défini une politique climatique globale visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et les vulnérabilités climatiques, ainsi qu'à augmenter la

Seule une gouvernance solide permettra de déboursier de manière plus efficace les fonds destinés à l'action climatique

résilience du pays. L'objectif global du programme d'appui au renforcement de la gouvernance et de l'action climatique mis en œuvre par LuxDev consiste donc à soutenir le Cabo Verde dans l'implémentation, d'ici 2025, de sa nouvelle politique climatique telle que mentionnée dans la Contribution déterminée au niveau national et dans le Plan national d'adaptation. Plus concrètement, le programme accompagne le Cabo Verde dans la mise en place d'une gouvernance climatique globale – condition sine qua non d'une action climatique plus efficace et efficiente – basée sur une meilleure coordination, des connaissances scientifiques, une diplomatie internationale, la mobilisation de financements, la sensibilisation, la responsabilité et l'action.

Au cours de sa phase de lancement en 2022, le programme s'est engagé dans un dialogue ouvert avec ses multiples parties prenantes, issues de divers secteurs. L'attention accrue portée à la gouvernance climatique durant cette phase de lancement a contribué à inclure un pilier climatique dans le nouveau plan stratégique pour le développement durable 2022-2026 du Cabo Verde. Les activités menées ont également permis de renforcer les structures publiques, privées et de la société civile dans le secteur du climat, d'améliorer la diplomatie climatique nationale, la géopolitique et les connaissances linguistiques et de soutenir les compétences pour un meilleur accès au financement des actions climatiques décentralisées. Il s'agit de résultats préliminaires, mais qui constituent le socle nécessaire à une action climatique renforcée qui permettra au développement du Cabo Verde d'être résilient au changement climatique.

Lors de la COP27, qui s'est déroulée du 6 au 18 novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte, le programme a appuyé l'organisation d'un événement conjoint entre le Cabo Verde et le Luxembourg

EN ROUTE VERS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le programme d'appui à la transition énergétique, de son côté, accompagne le gouvernement du Cabo Verde dans l'amélioration de l'accès à l'énergie et l'augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables, tout en favorisant la cohésion et l'inclusion sociales ainsi que la compétitivité économique du pays. Parmi les chantiers clés du programme, on retrouve la réforme de la structure du marché du secteur de l'électricité, le renforcement de la gouvernance institutionnelle, des ressources humaines et des capacités techniques, l'articulation et la coordination de l'ensemble des acteurs du secteur ainsi que la création d'instruments de financement dans ce domaine.

Catalyseur des résultats obtenus par le programme antérieur, ce nouveau programme bénéficie d'une plus grande visibilité et d'un intérêt plus élevé de la contrepartie envers l'assistance technique mobilisée.

De solides bases posées

2022 étant l'année de lancement du programme, les principales activités ont contribué à créer un cadre favorable pour promouvoir des systèmes de micro-production d'énergies renouvelables, appuyer la création d'un mécanisme de financement pour l'acquisition de tels systèmes par les familles et les micro/petites entreprises, encourager la production centralisée par les producteurs indépendants d'électricité à partir de sources renouvelables ou encore appuyer la mise en place de diplômés et règlements juridiques favorisant l'efficacité énergétique et la création d'entreprises de services énergétiques. Ces activités ont été développées avec les différents partenaires nationaux, en faisant appel à des outils et méthodologies de cocréation.

Pour promouvoir le marché de la microproduction, un protocole a été signé le 28 novembre à Praia entre le gouvernement et les banques commerciales afin de subventionner les taux d'intérêt pour l'accès au crédit. Afin de rendre opérationnels les diplômés et les réglementations juridiques, des équipes de travail ont été mises en place et des activités de renforcement des capacités ont été réalisées. Par ailleurs, des actions de communication ont permis d'accroître l'engagement des décideurs. Enfin, une station météorologique a été installée sur l'île de Brava afin d'obtenir des données sur la puissance du vent et le taux d'ensoleillement. Ces données aideront à calculer le potentiel d'énergie renouvelable qui pourra être générée dans les zones spécifiquement désignées à cette fin.■

INTERVIEW

« IL S'AGIT DE CONSTRUIRE DES SYSTÈMES DE SANTÉ RÉILIENTS ET DURABLES »

Le programme d'appui au renforcement de la gouvernance et de l'action climatique rassemble plusieurs partenaires. L'Institut national de santé publique (INSP) est l'interlocuteur du programme pour la mise en œuvre et le suivi du Plan national d'adaptation et de la Contribution nationale déterminée pour la minimisation des risques sanitaires liés au climat.



Dr Julio RODRIGUES | Point focal du ministère de la Santé pour le changement climatique et administrateur exécutif à l'INSP

Le Dr Julio RODRIGUES évoque les actions du programme d'action climatique dans le domaine de la santé.

Quel a été le soutien du programme pour l'INSP ?

Le ministère de la Santé s'est fermement engagé à considérer les effets du changement climatique sur le secteur de la santé. Dans ce contexte, l'INSP est l'une des institutions mandatées pour contribuer à la réponse aux effets du changement climatique dans le secteur de la santé, qu'il s'agisse de la surveillance environnementale, de la mise en œuvre du plan de gestion des déchets hospitaliers, ou encore de l'élaboration de nouveaux instruments tels que le Plan national d'adaptation de la santé à l'action climatique. Toutes ces actions nécessitent cependant un financement ainsi que des personnes qui soient préparées pour suivre et contrôler ces activités.

Le programme d'action pour le climat nous a permis, grâce à une formation aux négociations sur le changement climatique, d'être mieux à même de suivre ces activités, mais aussi, grâce à un coaching sur la communication et le leadership climatiques, de nous apprendre et nous aider à gérer un processus de gestion ou de négociation et de nous préparer à suivre la conférence des Nations unies sur le changement climatique lors de la COP27. Le programme a ainsi contribué de manière très importante à la performance de l'institution et de ses employés.

Quel est le lien entre la santé, le développement et l'action climatique ?

De nombreux secteurs d'activité contribuent au développement du pays. Parmi ceux-ci, la contribution des secteurs de la santé et de l'éducation est indéniable. Le changement climatique a toutefois des effets sur la santé et, par conséquent, sur les perspectives de développement.

Il s'agit donc de construire des systèmes de santé résilients et écologiquement durables, c'est-à-dire de développer des services de santé dans des zones moins risquées, des installations qui ont une bonne gestion de leurs déchets solides et liquides, qui sont sécurisées mais aussi de fournir un accès équitable à ces installations à tous ceux qui ont besoin. Ainsi, nous parlons de développement.

Dans ce cadre, nous travaillons actuellement à un plan d'action sur le changement climatique et ses effets sur le secteur de la santé. Cette feuille de route intégrera ce que nous voulons aujourd'hui, à moyen et à long termes, et ce que nous devons mettre en place pour développer des systèmes et des services de santé résilients, durables et à faible émission de carbone.■

LE DÉFI DES RESSOURCES FORESTIÈRES ET PASTORALES

Au Burkina Faso, l'économie du pays dépend fortement des ressources naturelles, que ce soit pour l'agriculture, l'élevage ou encore la valorisation des espaces forestiers. Dans ce contexte, LuxDev met en œuvre des projets et programmes qui permettent de rendre les communautés burkinabés plus résilientes face à la dégradation de ces ressources et aux effets du changement climatique.

LE BOIS, UNE FILIÈRE PRÉCIEUSE

Les forêts du Burkina Faso couvrent 24 % du territoire. Le secteur forestier contribue à 7,8 % du PIB et plus de 80 % de la population¹ utilise cette ressource comme principal combustible. En outre, les filières bois-énergie et produits forestiers non ligneux constituent des sources importantes d'emploi et de revenus pour les populations rurales. Mais ces ressources forestières subissent une dégradation continue qui menace la biodiversité. La perte annuelle de forêts est de 50 000 hectares, due à la pression de l'agriculture, l'élevage, la coupe abusive du bois et l'orpaillage, aggravée par les effets du réchauffement climatique.

L'enjeu actuel consiste donc à agir pour inverser la tendance de la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles, afin de favoriser la résilience climatique et la réduction des émissions des gaz à effet de serre dans le pays.

LuxDev, qui intervient depuis 20 ans au Burkina Faso dans le secteur forestier, y met en œuvre le programme d'appui à la gestion durable des ressources forestières. Ce dernier propose une approche sectorielle qui traite à la fois les causes structurelles en renforçant les capacités de l'administration et les effets conjoncturels liés au déplacement interne de populations à la périphérie des grandes villes.

Sécuriser les forêts

En 2022, le programme a continué à accompagner le ministère de l'Environnement burkinabè dans la mise en œuvre de sa politique sectorielle, notamment dans le domaine de la gestion durable des forêts. Plus particulièrement, le programme a fortement contribué à aménager et sécuriser les forêts de l'État. Ces forêts sont désormais dotées d'un plan de gestion approuvé, un outil qui permettra de mieux suivre la mise en valeur de l'exploitation du bois. Le programme a aussi lancé le processus d'immatriculation au cadastre, qui a abouti en 2022, garantissant ainsi la sécurisation des forêts.

Encourager la filière bois

Par ailleurs, le programme a soutenu 48 microprojets de plantations, de bois énergie et de produits forestiers non ligneux, dont 11 projets d'infrastructures de transformation de ces produits, qui ont créé de l'emploi. Ces unités artisanales modernisées vont proposer des produits tels que du beurre de karité d'une meilleure qualité et pourront ainsi accéder au marché de l'exportation.

La formation pour booster l'économie verte

Enfin, 862 organisations professionnelles ont été formées à la mise en conformité avec la réglementation OHADA, dans le but de modifier leur statut et d'exercer leurs activités en toute légalité. Depuis 2019, 1 580 organisations professionnelles intervenant dans les activités du domaine rural, et principalement dans la valorisation des produits forestiers non ligneux, ont été encadrées. De la même manière, le programme a renforcé les capacités des structures associatives et communautaires afin de développer une économie locale, verte et inclusive.

25

En 4 ans, le programme a soutenu l'aménagement de 25 forêts couvrant 363 000 hectares, soit 1,4 fois le Grand-Duché de Luxembourg.

260 000

plants ont été mis en terre, soutenant la reforestation de 260 hectares.

PRÉSERVER LES ESPACES PASTORAUX

Le secteur de l'élevage, et plus particulièrement le pastoralisme, contribuent eux aussi de manière significative à l'économie nationale et à la sécurité alimentaire. Cependant, les difficultés d'accès aux pâturages, la dégradation des ressources pastorales, le manque d'intérêt croissant pour le pastoralisme traditionnel, l'insécurité foncière et la faible gouvernance des terres, couplés au changement climatique et à l'insécurité grandissante, constituent autant de défis auxquels le Burkina Faso est confronté.

Le couvert végétal s'est régénéré sur les espaces pastoraux nus

Le projet de récupération des terres dégradées en milieu pastoral vise à (re)créer les espaces pastoraux pour les rendre fonctionnels, sécuriser les activités pastorales et réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs, tout en améliorant la couverture des besoins alimentaires du bétail, ainsi que les revenus des femmes et des personnes vulnérables.

12 087 hectares récupérés

En 2022, la récupération et la restauration des espaces pastoraux dégradés ont concerné 3 310 hectares à l'est et au centre-sud du pays, portant le total des espaces à vocation pastorale restaurés par le projet à 12 087 hectares sur 11 000 ciblés.

Ce processus repose tout d'abord sur le renforcement des capacités des acteurs locaux, en particulier les communautés, qui parviennent à convenir des espaces à restaurer. Ces espaces sont par la suite labourés mécaniquement, puis semencés par les communautés avec des espèces locales, arbustives et herbacées qu'elles ont préalablement identifiées.

Former aux chaînes de valeur agrosylvopastorales

Une attention particulière a été portée aux communautés concernées par la restauration de ces espaces pastoraux. Les actions en matière d'activités génératrices de revenus se sont focalisées sur la prise en compte et le développement des compétences des jeunes et des femmes dans les chaînes de valeur agrosylvopastorales : fourrage et aliment bétail, lait, petits ruminants, miel, etc. L'accent a été mis sur la promotion des métiers verts et la formation professionnelle afin de permettre, en particulier aux jeunes entrepreneurs, de mieux s'adapter aux défis de l'évolution du contexte rural dus aux impacts du changement climatique. La professionnalisation du secteur a été initiée avec des ONG engagées dans la formation et l'insertion professionnelle des jeunes.

775 jeunes et femmes se sont professionnalisés dans les chaînes de valeur agrosylvopastorales

Sécuriser l'accès aux ressources pastorales

Également engagé dans la sécurisation des ressources et des espaces pastoraux, le projet a contribué à établir des chartes foncières locales et à matérialiser des couloirs de transhumance et des pistes d'accès aux ressources pastorales, à savoir les pâturages et l'eau. Cette matérialisation se fait à l'aide de balises écologiques et de la réalisation de points d'eau pastoraux.

L'insécurité importante dans le nord du pays n'a pas permis de sécuriser les espaces pastoraux initialement envisagés. Néanmoins, grâce à l'engagement des partenaires locaux, 60 kilomètres de pistes d'accès au bétail ont pu être balisés ainsi qu'une zone pastorale. Cette action permet de réduire les conflits entre éleveurs et agriculteurs, d'améliorer la conduite de l'élevage pastoral et, ainsi, de faciliter la mobilité du bétail à la recherche d'eau et de pâturages. ■



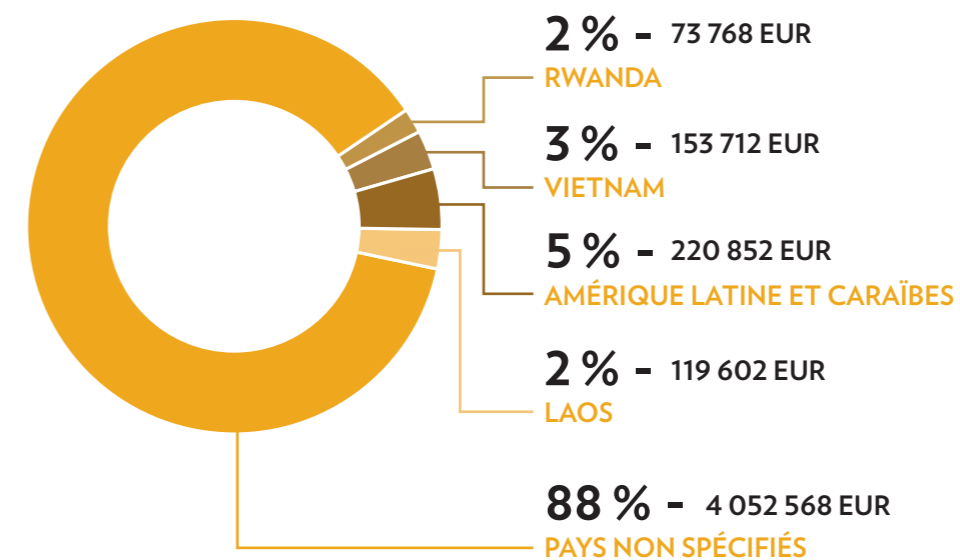
¹ Rapport sur l'état de l'environnement au Burkina Faso, mai 2017



FINANCE INCLUSIVE ET INNOVANTE

Depuis plusieurs années, LuxDev est active dans le domaine de la finance inclusive, dans le cadre de ses actions de coopération bilatérale, et en tant que membre fondateur de InFiNe, le réseau de finance inclusive du Luxembourg. Dernièrement, la finance durable et innovante s'est en outre imposée comme un secteur prioritaire pour l'Agence, notamment avec la création d'un poste d'expert dans ce secteur au siège.

4 620 503 EUR déboursés dans ce secteur



1 étude réalisée :
Identification d'un projet de coopération bilatérale avec le Rwanda dans le domaine de la finance

1 programme en formulation :
Soutien à la gestion durable des forêts en Amérique latine et Caraïbes

6 projets/programmes mis en œuvre

- Au Laos
 - Soutien à la Coopération triangulaire dans le secteur financier entre le Vietnam, le Laos et le Luxembourg
- Pays non spécifiés
 - Contribution au fonds Bloc Smart Africa
 - Programme d'appui au développement de l'inclusion financière au Niger
 - Smallholder Safety Net Up-Scaling Programme

dont **2** projets en phase de clôture

- En Amérique latine et Caraïbes
 - Assistance technique au *Forestry and Climate Change Fund*
- Au Vietnam
 - Appui à la consolidation du marché des valeurs mobilières du Vietnam et renforcement des capacités de formation



LES INSTRUMENTS FINANCIERS COMME LEVIER

Au sein de l'Agence, la finance durable est vue au sens large, englobant la finance verte, climat, sociale, à impact et inclusive, ainsi qu'un large spectre d'interventions et d'acteurs, allant des bourses de valeur agricoles, places financières et fonds d'investissements d'impact aux banques et institutions de microfinance, fonds de financement nationaux ou encore FinTech. Pour LuxDev, la finance durable a aussi l'ambition d'être innovante dans ses approches et ses instruments pour l'Agence, ses partenaires et le secteur dans sa globalité, en s'appuyant notamment sur l'expertise de l'écosystème luxembourgeois.

La finance durable ne fait de sens que si elle s'insère à part entière dans les dynamiques de développement économique d'un pays. Pour cette raison, les interventions de LuxDev dans le domaine utilisent les instruments financiers comme levier pour renforcer le

tissu entrepreneurial dans ses pays partenaires, source d'emploi et de bien-être pour les populations locales mais aussi d'innovation.

Au Mali et au Niger par exemple, dans le cadre des projets et programmes de développement rural, LuxDev soutient le renforcement des acteurs des chaînes de valeur agricoles. Dans ce contexte, des mécanismes de financement pour les jeunes agriculteurs et les organisations paysannes ont été mis en place. En Amérique centrale, CENPROMYPE, avec l'appui de LuxDev, met en œuvre le programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin (lire page 38) qui non seulement fournit un accompagnement technique, mais ambitionne aussi de mettre en place un mécanisme de financement pour pallier le manque de financement des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes. ■

CONTRIBUTION AU FONDS BLOC SMART AFRICA

Le fonds d'investissement à impact Bloc Smart Africa est le résultat d'un partenariat entre Bamboo Capital Partners, société de droit luxembourgeoise et Smart Africa, un réseau de 30 États africains visant la création d'un marché numérique unique sur le continent africain.

À travers ce projet, LuxDev gère la contribution luxembourgeoise, de 5 millions EUR, à ce fonds devant servir de catalyseur pour drainer des investissements privés au profit de l'atteinte des ODD. Ainsi, l'objectif d'investissement du fonds est d'accélérer le recours aux nouvelles technologies et aux solutions innovantes, avec un focus sur le continent africain, dans le but de contribuer à la lutte contre la pauvreté et de répondre aux défis des populations d'Afrique à travers un développement plus durable, une croissance économique inclusive et un impact social à long terme. Dans ce cadre, le fonds se concentre sur l'inclusion

financière, l'agro-industrie, l'accès aux énergies propres, les soins de santé et l'éducation. Il examine les domaines dans lesquels des technologies innovantes peuvent ouvrir la voie à de nouvelles opportunités d'investissement et améliorer l'accessibilité financière et la durabilité des produits et services essentiels pour les communautés à revenus faibles et intermédiaires des marchés en développement.

En 2022, le fonds a investi dans cinq entreprises, pour un total de 2,2 millions EUR. Il a par exemple investi dans l'entreprise sénégalaise AfrikaMart, une entreprise AgriTech qui cherche à transformer la chaîne d'approvisionnement de produits frais en Afrique à travers un centre d'achat digital pour les petits producteurs agricoles et une plateforme de distribution pour revendeurs, hôtels et restaurants. ■

AUGMENTER LA PRODUCTIVITÉ ET LA RÉSILIENCE DES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES

AfrikaMart bénéficie également d'une assistance technique via le programme *Smallholder Safety Net Up-Scaling Programme (SSNUP)*. Ce programme vise à accroître la productivité et la résilience des petits exploitants agricoles en Afrique, en Amérique latine et en Asie, grâce à une meilleure gestion des risques et à la promotion de pratiques agricoles durables et adaptées au climat. Ainsi, le programme entend améliorer non seulement la sécurité alimentaire et le niveau de vie de 15 millions de petits exploitants agricoles, mais également contribuer au développement de chaînes de valeur agricoles durables.

Le programme tire parti des connaissances et de l'expertise de plusieurs structures d'assistance technique de fonds d'investissement d'impact pour atteindre le plus grand nombre de petits exploitants agricoles, avec le moins de bureaucratie possible.

En 2022, deux nouveaux investisseurs ont été intégrés au SSNUP : AgDevCo et Bamboo Capital Partners. Au total, 26 projets ont ainsi été approuvés, avec une contribution du SSNUP de 1,7 million EUR.

Le programme est cofinancé par les Coopérations du Luxembourg, de la Suisse et du Liechtenstein, coordonné par l'ONG ADA.

LuxDev, en représentation du MAEE, siège en tant que membre du comité d'assistance technique, instance qui évalue et statue sur les projets à financer, aux côtés des représentants des Coopérations suisse et liechtensteinoise. ■

Conception d'un nouveau mécanisme financier pour les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes en Amérique centrale - © CENPROMYPE ▼





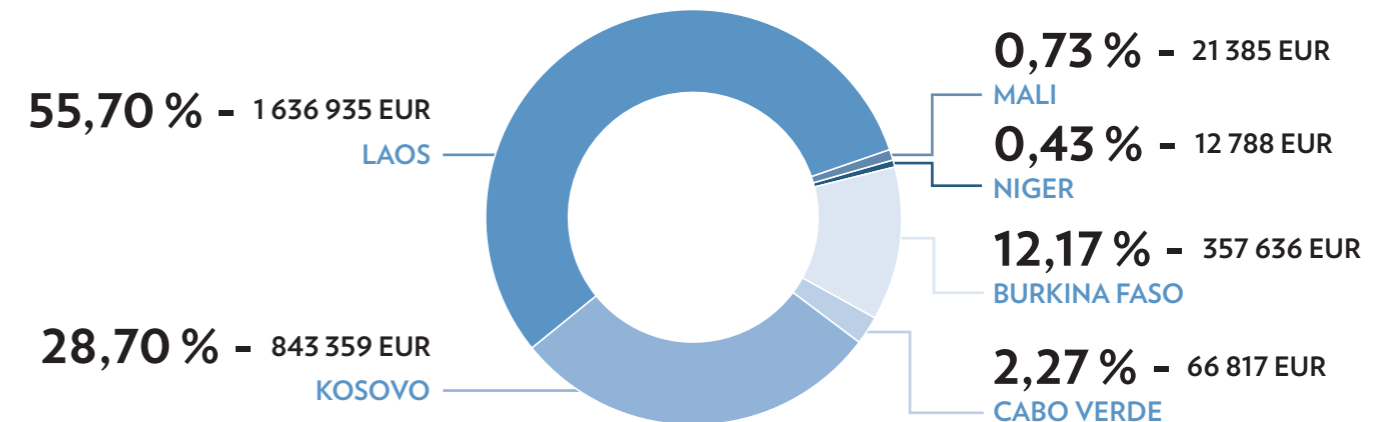
GOUVERNANCE

État de droit, justice et développement sont intimement liés. L'ODD n°16 «Paix, justice et institutions efficaces» vise ainsi à «promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous».

En 2022, LuxDev a mis en œuvre neuf projets et programmes dans le secteur de la gouvernance.

À travers ces projets et programmes, LuxDev accompagne, sans jamais s'y substituer, ses pays partenaires dans la gestion de leurs ressources publiques, dans leurs réformes institutionnelles et dans le développement d'organisations publiques efficaces et transparentes. Ces actions sont menées en incluant la société civile, les collectivités territoriales et les communautés pour une gouvernance locale inclusive et citoyenne, qui renforce l'État de droit, la justice et le respect des droits humains.

2 938 920 EUR déboursés dans ce secteur



1 projet en formulation :
Projet d'appui à l'initiative conjointe Transfo'publique en Afrique de l'Ouest

9 projets/programmes mis en œuvre dont **4** projets/programmes en phase de clôture

- Au Burkina Faso**
 - Appui au cadastre fiscal du Burkina Faso dans les communes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso
- Au Kosovo**
 - Assistance technique dans le contexte de l'intégration européenne
- Au Laos**
 - État de droit, accès à la justice et bonne gouvernance
 - Renforcer l'efficacité de la gestion de l'aide publique au développement
- Au Niger**
 - Appui à la gestion des finances publiques

- Au Cabo Verde**
 - Appui au 5^e recensement général de la population et du logement
- Au Laos**
 - Programme de soutien à la formation et à l'enseignement juridiques ainsi qu'à la promotion du concept de l'État de droit
- Au Mali**
 - Décentralisation et bonne gouvernance
- Au Niger**
 - Projet d'appui au renforcement des capacités de la chaîne des dépenses publiques des régions de Agadez, Diffa, Tahoua et Zinder

UN CADASTRE MODERNE ET POLYVALENT AU BURKINA FASO

Au Burkina Faso, LuxDev met en œuvre un projet dans le secteur de la gouvernance, et plus particulièrement de la gouvernance foncière, au cœur des problématiques de développement du pays. Dans ce contexte, le gouvernement s'est engagé à adapter les politiques agraires et foncières ainsi que leur gestion afin d'assurer l'équité dans l'accès à cette ressource. L'accomplissement de cet engagement passe, entre autres, par la mise en place d'un cadastre complet et opérationnel, instrument clé pour asseoir le développement du pays.

Fournissant une description détaillée de la propriété foncière, le cadastre sert en effet de support pour toute action visant à affronter les défis du développement économique, de la stabilité politique et sociale, de l'urbanisation, de l'expansion démographique ou encore de la protection de l'environnement.

Le projet d'appui au cadastre dans les communes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso mis en œuvre par LuxDev a ainsi pour objectif de contribuer à la mise en place d'un cadastre polyvalent et moderne. Une fois opérationnel, cet outil permettra de réduire le nombre de litiges liés au foncier, d'améliorer le climat des affaires et d'accroître les recettes fiscales liées au foncier.

Plus particulièrement, le projet vise, d'une part, à renforcer les capacités de la Direction générale des impôts

dans ses attributions liées au cadastre, à travers l'élaboration d'une stratégie cadastrale, la formation du personnel des entités dédiées et une réflexion pour la simplification des procédures d'enregistrement cadastral. D'autre part, le projet agit sur la dématérialisation de la gestion des documents cadastraux, et notamment des dossiers de bornage qui reprennent l'ensemble des documents servant à définir les limites d'une parcelle de façon définitive, étape essentielle pour que le propriétaire ou l'acheteur d'un terrain puisse sécuriser ses droits quant à ce même terrain.

À cet effet, une expérience pilote de numérisation, d'indexation et d'archivage de 3 000 dossiers (quelque 80 000 documents) de bornage de Ouagadougou a été réalisée en 2022. Cette activité a permis de définir la méthodologie de numérisation des dossiers de bornage et de définir les équipements informatiques de numérisation et d'archivage nécessaires pour la mise en échelle de l'activité, qui représente 105 000 dossiers à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Grâce à cette phase pilote, le service en charge du cadastre du Centre de Ouagadougou dispose, pour la première fois, d'une collection de dossiers de bornage dématérialisée, indexée et accessible depuis un poste de travail informatique, permettant notamment d'améliorer les services rendus aux usagers. ■



82 Numérisation des dossiers de bornage du cadastre de Ouagadougou au Burkina Faso ▲

INTERVIEW CROISÉE

AMÉLIORER LA GESTION DU CADASTRE POUR SES AGENTS ET USAGERS



Zoumana TRAORÉ | Chef de service



Roukeita PAFADNAM | Ingénieure géomètre

Zoumana TRAORÉ, chef de service, et Roukeita PAFADNAM, ingénieure géomètre du Service du cadastre et des travaux fonciers (SCTF) Centre, nous parlent de l'impact de la digitalisation des dossiers de bornage des parcelles d'habitation de Ouagadougou.

Monsieur Zoumana TRAORÉ, pouvez-vous nous décrire brièvement la mission du SCTF Centre à Ouagadougou dont vous êtes le responsable ?

Z.T. : Les tâches du SCTF sont multiples. Nous sommes notamment en charge d'attribuer les références cadastrales, d'archiver tous les dossiers de lotissements et les dossiers techniques de bornage, de délivrer les extraits cadastraux, d'évaluer les terrains et les investissements ou encore d'exécuter et contrôler les travaux de bornage. Notre mission-phare demeure néanmoins la mise à jour du plan cadastral de la région de Ouagadougou.

Madame Roukeita PAFADNAM, vous êtes ingénieure géomètre au SCTF Centre. Quel est votre rôle au sein de ce service ?

R.P. : Je suis responsable du bureau de contrôle des bornages, de la vérification des réquisitions et des numéros de dossiers techniques. Les tâches principales de mon bureau consistent à contrôler la recevabilité des dossiers techniques de bornage, fournir un suivi technique sur ces dossiers et, au final, en assurer l'archivage.

Le projet d'appui au cadastre dans les communes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso a déjà permis de numériser 3 000 dossiers de bornage et de créer une base des données. Quelle va être la suite de cette activité ?

Z.T. : L'expérience pilote, qui a comporté la numérisation des documents papier, l'indexation et l'archivage de 3 000 dossiers, sera bientôt mise à échelle pour l'ensemble des dossiers techniques de bornage

de la commune de Ouagadougou. Cela concerne environ 87 000 dossiers, pour un total de quelque 1 566 000 pages à traiter. Le projet se prépare donc pour nous accompagner dans la dématérialisation de l'ensemble de ces archives.

Quel en sera l'impact sur votre travail et sur le service rendu aux usagers ?

R.P. : La plupart des bénéficiaires de cette dématérialisation sont les cabinets des géomètres experts. En effet, nous avons recours de façon permanente aux archives pour l'exécution des opérations de bornage. Avec la numérisation des dossiers, la recherche documentaire sera simple et rapide. La base de données facilitera l'exploitation et la consultation des dossiers. Cela permettra d'améliorer nos activités, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, ainsi que de notre rendement.

Z.T. : Aujourd'hui, les archives nous posent d'énormes problèmes, au niveau de la conservation des documents, mais aussi et surtout, pour leur exploitation. Or, l'administration a besoin des références cadastrales pour sécuriser les titres et les droits des citoyens. Les particuliers, aussi, ont bien évidemment besoin de nos services pour les références cadastrales de leur bien, lesquelles sont fondamentales pour pouvoir exécuter tout type d'opération relative au terrain d'une propriété. La dématérialisation va faciliter, d'une part, l'exploitation de ces dossiers pour les agents du cadastre et les géomètres qui interviennent en matière de bornage et, d'autre part, notre service pourra être plus efficace et rapide vis-à-vis des usagers. ■

RENFORCER L'EFFICACITÉ DE LA GESTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT AU LAOS

À mesure que les recettes du Laos continueront de croître, le pays devra s'adapter et, plus que jamais, veiller à déployer les ressources d'aide publique au développement (APD) le plus efficacement possible. Dans ce contexte, et comme le précise le 9^e Plan national de développement socio-économique, le gouvernement s'est engagé à veiller à ce que l'allocation des fonds se fasse aux bons moments et soit alignée sur les besoins globaux du pays en matière de développement.

Cependant, le ministère du Plan et de l'Investissement éprouve encore des difficultés à compiler des rapports de qualité sur l'APD dans les délais impartis. En outre, les ressources de l'APD ne sont pas toujours entièrement reflétées dans les budgets annuels et ne sont donc pas entièrement visibles pour l'Assemblée nationale. Le fait de refléter toutes les interventions financées par l'APD dans les budgets nationaux renforce pourtant la transparence, tout en favorisant l'harmonisation de la planification et du financement. À son tour, garantir le financement du gouvernement national dans les interventions de l'APD est un signe d'engagement et de durabilité.

Le projet de renforcement de capacités mis en œuvre par LuxDev cherche à répondre aux besoins de gestion de l'APD du ministère du Plan et de l'Investissement et, plus particulièrement, du département de la Coopération internationale. Il vise à ce que l'APD appuie efficacement la mise en œuvre du Plan national de développe-

ment socio-économique. Le projet accompagne également le département de l'Inspection du ministère du Plan et de l'Investissement dans la lutte contre la corruption ainsi que le secrétariat des ODD qui est rattaché au ministère des Affaires étrangères.

UN PLAN D'ACTION POUR LA MOBILISATION DE L'APD

En 2022, le projet a développé un plan d'action pour la mobilisation de l'APD, aligné sur la stratégie d'APD 2030. Avec le soutien du projet, le département de la Coopération internationale a élaboré des schémas généraux sur la gestion et l'utilisation des fonds de contrepartie du gouvernement pour la mise en œuvre des projets d'APD. Il a aussi développé des lignes directrices pour les rapports d'APD alignées sur le système d'information de gestion de l'APD pour les ministères de tutelle, les agences équivalentes et les partenaires de développement. En outre, le département de la Coopération internationale s'est efforcé d'harmoniser davantage la planification et le financement, en reflétant de plus en plus l'APD dans le budget et le financement national des interventions d'APD.

En termes de politique et de législation, le projet a soutenu des lignes directrices et des outils pour une gestion efficace de l'APD au niveau national et provincial. Il s'agit notamment d'une plateforme en ligne qui enregistre les données et les informations relatives aux ODD dans le cadre de projets d'APD à l'échelle nationale. ■

45 %

En 2022, 45% des provinces et ministères de tutelle ont soumis des rapports d'APD dans les délais (contre un objectif de 35%).

98 %

Les rapports annuels sur la lutte contre la corruption soumis par les provinces au département de l'Inspection ont augmenté de 98% (contre un objectif de 70%).

75 %

des participants aux formations, impliquant le personnel des ministères de tutelle, des provinces et des partenaires de développement, ont déclaré avoir amélioré leurs connaissances et leur compréhension de sujets tels que le décret sur la gestion et l'utilisation de l'APD, la stratégie d'APD et le fonds de contribution de contrepartie du gouvernement local.

85 %

des participants des provinces et des districts aux ateliers organisés par le département de l'Inspection ont démontré une amélioration de leurs connaissances et de leurs compétences en ce qui concerne les lois et les règlements relatifs à la lutte contre la corruption.

ET PROMOUVOIR L'ÉTAT DE DROIT

Le projet qui a été mis en œuvre par LuxDev de 2017 à 2022 au Laos a permis de renforcer l'enseignement et la formation juridiques et, par là, d'accroître les capacités institutionnelles dans ce domaine ainsi que les conditions propices à l'amélioration de l'accès à la justice et à la promotion de l'État de droit.

Au Laos, dans bien des cas, les praticiens du droit ne disposent pas des connaissances professionnelles suffisantes pour s'attaquer aux problèmes clés qui minent l'État de droit, tels que la corruption, le blanchiment d'argent, le trafic d'êtres humains et de stupéfiants, ou encore les crimes contre la faune et la flore. Garantir l'accès à la justice, en particulier pour les personnes vulnérables de la société, est un défi, non seulement en raison de problèmes logistiques et géographiques, mais aussi en raison du manque général de capacité du système judiciaire à fournir un tel accès de manière efficace. Toutefois, en 2018, le gouvernement du Laos a adopté un décret ouvrant la voie à la création de bureaux d'aide juridique dans toutes les capitales provinciales et dans les districts. Les universités du Laos forment les diplômés en droit pour répondre à ces besoins et veillent à ce que des recherches soient menées pour renforcer le rôle du monde universitaire dans l'État de droit et servir de base à l'élaboration de lois et de politiques fondées sur des faits. Néanmoins, en ce qui concerne la capacité à dispenser un enseignement efficace et à mener des recherches juridiques, il est nécessaire de renforcer davantage les capacités institutionnelles et individuelles.

SOUTENIR LA FORMATION ET L'ENSEIGNEMENT JURIDIQUES

En 2022, le programme de la Coopération luxembourgeoise a plus particulièrement soutenu, en collaboration avec l'Institut de soutien juridique et d'assistance technique (ILSTA), un large éventail de campagnes, d'ateliers et de for-

mations destinés à diverses parties prenantes du secteur de la justice, sur une variété de sujets tels que la gestion et la surveillance des centres de détention, le droit pénal et les enquêtes pénales, le droit administratif et les procédures administratives, la lutte contre la corruption, la prévention de la criminalité liée aux espèces sauvages ou encore la traite des êtres humains. En outre, l'ILSTA a dispensé une formation à l'anglais juridique aux mêmes parties prenantes, ainsi qu'à deux universités.

Le projet a accompagné la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université nationale du Laos dans les dernières étapes de la préparation de l'évaluation du cadre d'assurance qualité de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), qui vise à garantir que la faculté répond effectivement aux normes internationales en ce qui concerne les programmes d'études, le personnel, la capacité administrative et l'infrastructure. Parallèlement, le projet a aidé la faculté de droit et d'administration de l'Université de Champasak à rénover la bibliothèque et le bâtiment administratif dans le cadre du processus visant à rapprocher la faculté des normes internationales et régionales.

En outre, les enseignants et les chercheurs ont participé à plusieurs ateliers et formations sur, par exemple, la méthodologie de recherche et d'enseignement, en collaboration avec le projet interuniversitaire de l'Université du Luxembourg. Une grande partie de ce travail, ainsi que celui de l'ILSTA, a été rendue possible par le passage à des approches numériques. Les leçons tirées de ce tra-

vail pour la période 2020-2022 ont été rassemblées et résumées dans une étude participative complète intitulée « *Going Digital* ».

DÉVELOPPER L'ACCÈS À LA JUSTICE

Par ailleurs, une aide a été apportée au ministère de la Justice pour achever la mise en place de 28 bureaux d'aide juridique au niveau des districts et de quatre bureaux au niveau des provinces, y compris la formation du personnel concerné, contribuant à améliorer l'accès à la justice, en particulier pour les groupes les plus vulnérables des provinces ciblées. Ces bureaux fournissent désormais des services pour aider les communautés à répondre à leurs besoins, à résoudre leurs conflits et à comprendre et revendiquer leurs droits.

Ainsi, des campagnes mobiles ont été menées à partir de ces bureaux pour sensibiliser les communautés villageoises à la question juridique et leur fournir des informations sur la possibilité d'accéder à une consultation juridique gratuite, à des conseils et, le cas échéant, à une assistance juridique. En outre, le projet a soutenu la production d'une courte pièce de théâtre juridique pour les mêmes circonscriptions, en plus d'un soutien plus général au travail de préparation juridique du ministère, notamment en ce qui concerne la législation sur les notaires publics.

Grâce à ces activités, les praticiens du droit ont désormais une meilleure compréhension et une meilleure capacité à traiter les questions et les défis liés à l'État de droit et à la bonne gouvernance au Laos. ■

UNE RÉELLE DIFFÉRENCE POUR LA FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCES POLITIQUES



Viengvilay THIENGCHNAHXAY | Doyen de la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université nationale du Laos et directeur national du programme de soutien à la formation et à l'enseignement juridiques ainsi qu'à la promotion du concept de l'État de droit au Laos

Le professeur Viengvilay THIENGCHNAHXAY témoigne de l'appui reçu par le projet et de ses impacts.

Quel est votre rôle au quotidien en tant que directeur du projet ?

Ma tâche principale consiste à travailler en étroite collaboration avec les experts pour contrôler la mise en œuvre des différentes activités du projet. Mes autres fonctions consistent à m'assurer que le plan de travail périodique est conforme aux documents et aux besoins du projet, à présider ou coprésider les réunions de gestion et de pilotage, à échanger des opinions et à résoudre tout problème spécifique lié aux interventions et aux activités du projet.

Quelle est votre vision de votre travail ? Qu'espérez-vous réaliser à travers votre mission ?

L'éducation et la formation juridiques de qualité, au niveau régional et international, sont aujourd'hui indispensables pour développer l'État de droit. Pour y parvenir, nous avons besoin du soutien de toutes les parties prenantes de la société. L'un des principaux facteurs de réussite est le soutien et l'assistance technique du projet et le soutien financier global de la Coopération luxembourgeoise pour promouvoir l'éducation et la formation juridiques ainsi que l'accès à la justice.

Comment votre engagement au sein du projet vous aide-t-il à faire de cette vision une réalité ? En quoi le projet a-t-il permis de renforcer l'enseignement juridique et les connaissances en matière de recherche de votre institution ?

À travers le projet, la qualité de l'éducation a été continuellement améliorée. Plusieurs objectifs et étapes ont déjà été développés et atteints.

Par exemple, la faculté a atteint le niveau de l'assurance qualité du réseau universitaire de l'ANASE pour deux de ses cinq programmes d'études (sciences politiques et relations internationales). Nous sommes actuellement en train de préparer la soumission des données et des preuves pour poursuivre l'évaluation des trois autres programmes d'études (droit civil, droit pénal et droit des affaires). Nous espérons ainsi que les cinq programmes seront certifiés dans un avenir proche.

Par ailleurs, de nombreux professeurs ont mené des recherches scientifiques et un événement de diffusion de la recherche juridique est organisé chaque année au sein de la faculté. En outre, nombre d'entre eux ont été invités à donner des conférences en tant qu'experts dans des programmes et des établissements d'enseignement tels que l'école de Police et des institutions financières. De même, les étudiants diplômés de la faculté sont bien acceptés par les employeurs et trouvent un emploi dans diverses professions connexes.

Enfin, la faculté dispose désormais de salles de réunion modernes, d'une salle de classe modèle, d'une salle de plaidoirie et d'une bibliothèque électronique et, globalement, d'un environnement favorable à l'enseignement, à l'apprentissage et à la recherche scientifique. ■

ACCOMPAGNER LE KOSOVO DANS SON INTÉGRATION EUROPÉENNE

Au Kosovo, LuxDev accompagne le gouvernement dans ses efforts menés pour adhérer à l'Union européenne. Depuis 2018, un projet d'assistance technique vise ainsi à faire progresser l'administration dans la mise en œuvre de la législation de l'Union européenne dans le pays, en répondant plus particulièrement aux exigences fixées dans l'Accord de stabilisation et d'association (ASA). Cet accord, entré en vigueur en 2016, fournit, pour une période de 10 ans, le principal cadre de référence des progrès du Kosovo vers l'intégration européenne.

La contrepartie nationale du projet, le ministère de l'Intégration européenne, assure le leadership politique et administratif de tous les processus liés à l'intégration européenne. Le ministère dispose de la structure et des pouvoirs juridiques nécessaires, tandis que les ministères sectoriels comprennent des départements dédiés à l'intégration européenne et à la coordination des politiques pour gérer le processus. Cependant, leurs compétences et expertise, ainsi que celles des services juridiques des ministères et des principales unités techniques en charge de l'intégration européenne, doivent être renforcées : le ministère a demandé la création d'un mécanisme de renforcement des capacités en ressources humaines.

Dans ce contexte, les principales interventions du projet concernent la formation, l'assistance technique et le coaching des ministères concernés, des voyages d'étude et des détachements auprès des institutions des États membres partici-

pant à la mise en œuvre de l'acquis communautaire ainsi qu'une analyse approfondie des politiques de l'Union européenne pour soutenir la formulation de politiques nationales.

53 ACTIVITÉS EN 2022

Une cinquantaine d'activités ont été mises en œuvre en 2022, en partenariat avec les ministères de tutelle et les institutions publiques en charge de la mise en œuvre de l'ASA et de la législation européenne au Kosovo.

Parmi ces activités, on peut citer les formations organisées dans la plupart des chapitres de l'ASA.

Les activités du projet ont permis de renforcer les capacités de l'administration

L'une d'entre elles, concernant le chapitre 5 lié aux marchés publics, a permis de former plus de 60 fonctionnaires clés des trois principales institutions chargées des marchés publics. Dans le cadre du chapitre 6 relatif au droit des sociétés, 46 fonctionnaires ont été formés et 40 entreprises ont participé à un atelier organisé au mois de mars sur la mise en œuvre du premier code de gouvernance d'entreprise, qui a été élaboré avec le soutien du projet. Pour le chapitre 7 concernant le droit de la propriété intellectuelle, une formation de formateurs a été dispensée à sept fonctionnaires. En ce qui concerne les activités d'assistance technique et de coaching, elles ont concerné tous les chapitres de l'ASA.

Par ailleurs, six visites d'étude ont été effectuées cette année dont une en Albanie, à laquelle ont participé 11 fonctionnaires du Cabinet du Premier Ministre, pour échanger sur le processus d'élargissement. Une autre visite importante a eu lieu à l'Institut danois des droits de l'homme, dans le but de partager les connaissances et l'expertise sur l'éducation et la promotion des droits de l'homme. L'Agence alimentaire et vétérinaire a également participé à une visite afin de former le personnel chargé de la santé et du bien-être des animaux à la surveillance et à la déclaration des maladies animales infectieuses, à la zoonose, à la traçabilité et au mouvement des animaux en cas d'épidémies. En outre, trois études approfondies ont été réalisées, sur la libéralisation du commerce, le tourisme et les implications de la nouvelle méthodologie de l'élargissement.

Jusqu'à présent, les activités du projet ont permis de renforcer les capacités de l'administration, en particulier en fournissant une expertise sur la mise en œuvre pratique et l'application quotidienne de l'acquis communautaire. En outre, les activités ont permis d'harmoniser les politiques et stratégies nationales avec la réforme de l'Union européenne. Dans ce cadre, les contacts et la coopération avec les experts et les agences des États membres ont été renforcés afin d'élaborer les stratégies de mise en œuvre et les plans d'action nationaux pertinents. Le Kosovo a déposé sa demande d'adhésion à l'Union européenne le 15 décembre 2022. ■

12 974

praticiens du droit et fonctionnaires du secteur de la justice ont bénéficié d'un renforcement des capacités.

131 711

heures de cours d'anglais ont été dispensées par l'ILSTA.

2 296

enseignants ont participé à des formations dans les universités.

32

bureaux d'aide juridique ont été créés dans les provinces de Vientiane, Khammouane, Bolikhamxay, Bokeo et Luang Namtha, et 1 934 consultations ont été menées auprès de membres de la communauté.



SANTÉ



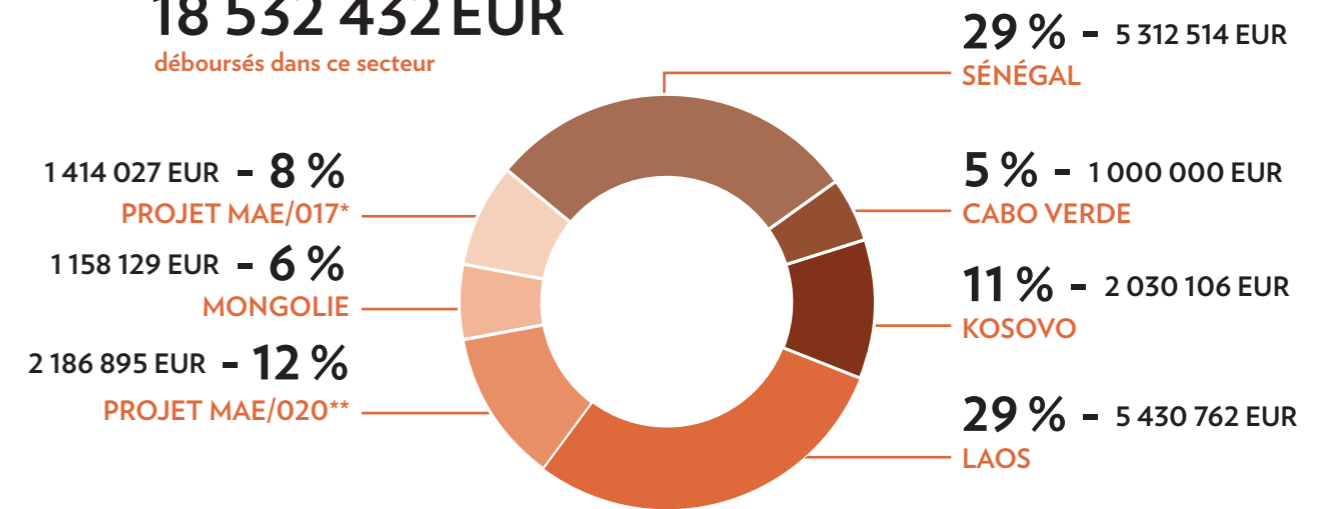
Au cours des dernières décennies, d'importants progrès dans le domaine de la médecine et de l'accès aux soins de santé ont permis d'accroître l'espérance de vie des individus à travers le monde. De nombreux efforts doivent néanmoins encore être déployés pour permettre à chacun de bénéficier de soins de santé de qualité et abordables, et ce afin notamment de réduire la mortalité infantile et maternelle, de diagnostiquer, prendre en charge traiter les maladies transmissibles et non transmissibles, ou encore promouvoir la couverture universelle santé.

Ainsi, l'ODD n°3, « Bonne santé et bien-être », vise à permettre à tous de vivre en bonne santé et à promouvoir le bien-être de tous à tout âge, conditions essentielles au développement durable. À cet égard, en 2022, LuxDev a continué à mettre en œuvre plusieurs projets et programmes dans le secteur de la santé.

LuxDev intervient afin de contribuer à développer des systèmes et des infrastructures de santé efficaces et pérennes, à former et renforcer les capacités des professionnels du secteur, à sensibiliser à certaines maladies, à développer des mutuelles de santé ou encore à faire face aux enjeux liés aux crises sanitaires, et ce afin d'améliorer l'accès des populations à des services de soins de santé de qualité, efficaces et équitables.

18 532 432 EUR

déboursés dans ce secteur



1 projet en formulation : Services de santé innovants et de qualité au Kosovo

9 projets/programmes mis en œuvre

- Au Cabo Verde
 - Appui budgétaire sectoriel dans le secteur de la santé
- Au Kosovo
 - Appui au secteur de la santé du Kosovo - Phase II
- Au Laos
 - Programme Lao-Luxembourg d'appui au secteur de la santé - Phase II
 - Santé et nutrition
- En Mongolie
 - Cardiologie, chirurgie cardiaque et télémédecine
- Au Sénégal
 - Santé et protection sociale
- Pays non spécifiés
 - Appui à l'hôpital et à la Fondation Panzi
 - Interventions du Luxembourg dans la lutte contre la COVID-19

dont **1** projet en phase de clôture en Mongolie : Consolidation des services cardiovasculaires et du centre national de cardiologie

* Appui à l'hôpital et à la fondation Panzi

** Interventions du Luxembourg dans la lutte contre la COVID-19

UN NOUVEAU SERVICE DE PNEUMOLOGIE À L'HÔPITAL DE GJILAN, AU KOSOVO

Au cours de la dernière décennie, le système de soins de santé au Kosovo s'est quelque peu amélioré, mais il reste encore des défis importants à relever. Les dépenses publiques de santé dans le pays sont parmi les plus faibles de la région, représentant 1,6 % du PIB depuis 2019, tandis que les besoins non satisfaits en matière de soins médicaux pour des raisons financières restent élevés parmi les personnes à faibles revenus. En outre, les investissements dans la rénovation et l'achat d'équipements médicaux, en particulier d'équipements à haute valeur technologique améliorant le diagnostic et le traitement, demeurent peu importants.

Pour répondre en partie à ces défis, le projet d'appui au secteur de la santé du Kosovo - Phase II accompagne deux grands hôpitaux, l'hôpital général de Prizren et l'hôpital général de Gjilan, en se concentrant sur la gestion de l'établissement, la formation professionnelle des soignants et l'amélioration de l'infrastructure.

En 2022, le projet a soutenu la rénovation du service de chirurgie de l'hôpital général de Prizren, ainsi que celle du service de pneumologie, d'une partie du ser-

vice de radiologie et du laboratoire de pathologie de l'hôpital général de Gjilan. En mettant à disposition des services de radiologie modernes (scanner, radiographie numérique) et des tests de pathologie, les interventions du projet ont contribué à améliorer le diagnostic et le traitement, tout en rendant les conditions de travail et d'accueil meilleures.

L'hôpital général de Gjilan a également été accompagné dans l'élaboration de son plan directeur, un document qui servira de guide pour la réorganisation, la restructuration et la transformation des services hospitaliers dans la région, afin notamment de les rendre plus abordables pour la population.

Par ailleurs, des activités de renforcement des capacités ont été mises en œuvre et ont permis aux membres du personnel des deux hôpitaux de bénéficier de formations, notamment pour utiliser les équipements à disposition, et d'accroître leurs connaissances et compétences, afin d'améliorer l'étendue des services fournis dans leurs départements respectifs. ■



INTERVIEW

UN ENVIRONNEMENT ACCUEILLANT ET CONFORTABLE POUR LES SOIGNANTS ET LES PATIENTS



Dr Agim KRYEZIU | Pneumologue à Gjilan

Le Dr Agim KRYEZIU témoigne de l'impact de la rénovation de son service.

Quel type de soutien votre service a-t-il reçu de la part du projet d'appui au secteur de la santé du Kosovo - Phase II en 2022 ?

En tant que médecin exerçant dans le service de pneumologie rénové, je suis ravi de la transformation de l'ensemble du service. Tous les aspects, de l'entrée du bâtiment aux détails intérieurs, tels que les portes, l'électricité et l'eau, ont été revus. Les chambres ont été transformées, et disposent maintenant de nouveaux carrelages, toilettes, câblages et accessoires, y compris les lits et l'équipement nécessaire dans un tel service.

Le soutien apporté depuis cinq ans à notre hôpital, non seulement dans le service dans lequel je travaille, mais aussi dans plusieurs autres services qui entrent dans le champ d'application du projet, est inestimable et permet à notre établissement de grandir et de se développer.

Quels ont été les changements apportés par cette rénovation dans le quotidien du personnel de l'hôpital et des patients ?

Cette rénovation a permis de créer un environnement moderne et agréable, qui renforce la motivation du personnel. L'envie de travailler a augmenté, ce qui conduit à une amélioration significative de la qualité des soins. De plus, ces nouvelles conditions d'accueil ont permis de créer un environnement accueillant et confortable pour les patients et de regagner ainsi leur confiance, ce qui s'est traduit par une augmentation du nombre de patients. La rénovation a véritablement marqué un tournant, et nous sommes reconnaissants de l'impact positif qu'elle a eue sur notre département.

Grâce au projet, nos services disposent désormais de l'équipement mais aussi de la formation nécessaires (à travers le renforcement de capacités de notre personnel), pour développer l'infrastructure globale de l'hôpital et offrir de meilleurs services à nos patients. ■



Interprétation de la tomодensitométrie à l'hôpital de Gjilan au Kosovo ▲

LUTTER CONTRE LES MALADIES CARDIOVASCULAIRES EN MONGOLIE

En Mongolie, LuxDev met en œuvre des programmes axés sur les maladies cardiovasculaires depuis 20 ans. Véritable problème de santé publique accentué par les caractéristiques du pays, ces maladies y constituent l'une des principales causes de mortalité et de morbidité.

La Mongolie est un vaste pays en termes de superficie mais présente une très faible densité de population : sur ses 3,3 millions d'habitants, la moitié vit à Oulan-Bator, la capitale, tandis que l'autre est clairsemée à travers ce large territoire. D'importantes distances doivent souvent être parcourues pour accéder aux soins de santé, alors que les infrastructures de communication sont limitées et les conditions climatiques difficiles. Dans ce contexte, le développement de la télémedecine appliquée à la cardiologie est apparu comme une évidence pour répondre aux besoins des personnes les plus éloignées et mettre à leur disposition l'expertise médicale disponible en capitale, par voie numérique, à travers un réseau de médecins répartis sur tout le territoire.

Mis en œuvre de juin 2017 à septembre 2022, le projet de consolidation des services cardiovasculaires et du centre national de cardiologie a permis de réaliser des progrès significatifs dans la prévention, la gestion des maladies cardiovasculaires, la chirurgie cardiovasculaire, la cardiologie interventionnelle, l'électrophysiologie et la télémedecine cardiovasculaire au niveau de l'hôpital central Shastin ainsi que des provinces et districts du pays, à travers la mise à disposition d'équipements indispensables dans ce domaine ainsi que la formation des médecins.

LES MÉDECINS MONGOLS APPUYÉS PAR LES CHIRURGIENS LUXEMBOURGEOIS

En 2022 plus particulièrement, les missions d'appui en chirurgie cardiaque conduites par les équipes professionnelles de l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI) du Luxembourg et du Cha Hospital de Corée du Sud ont repris, après deux ans d'arrêt lié à la pandémie. Deux missions de l'INCCI ont été effectuées auprès de l'équipe de chirurgie cardiaque de l'hôpital Shastin,

l'une en mars l'autre en septembre, tandis que le Cha Hospital en a conduit une en septembre également. Ces appuis ont bénéficié à des patients nécessitant des interventions complexes, permettant aux chirurgiens mongols d'opérer en confiance grâce au soutien de leurs pairs. Les équipes chirurgicales externes ont ainsi joué un rôle clé dans le renforcement des capacités en chirurgie cardiaque et en cardiologie interventionnelle des médecins locaux, permettant d'améliorer graduellement la qualité et l'accès aux services de santé.

L'ACCÈS ET LA QUALITÉ DES SOINS AMÉLIORÉS

La télémedecine s'est imposée comme un outil essentiel pour assurer à la fois un soutien professionnel adéquat dans la prise de décision clinique et la prise en charge des patients des médecins périphériques par les spécialistes de l'hôpital central Shastin. L'accès et la qualité des services cardiologiques ont ainsi été renforcés.

Alors que ce projet devait être la dernière phase de l'appui du Grand-Duché de Luxembourg au secteur de la cardiologie en Mongolie, les résultats obtenus au cours de sa mise en œuvre ont amené le MAEE à reconsidérer sa position. Un mandat de formulation a ainsi été émis début 2022, juste avant la clôture du projet, pour une nouvelle intervention : « Cardiologie, chirurgie cardiaque et télémedecine en Mongolie ».

60 %

Au cours de la période d'exécution du programme (juin 2017-septembre 2022), grâce à la télémedecine, le nombre de transferts médicaux jugés absolument nécessaires est passé de 30,9% à 60%, garantissant une meilleure gestion des soins de santé d'un point de vue médical et financier.



LE SYSTÈME DE SANTÉ PROVINCIAL RENFORCÉ AU LAOS

Au cours des deux dernières années, le Laos a été confronté à des défis importants liés à la récession économique et à l'impact de la pandémie de la COVID-19. Le programme Lao-Luxembourg d'appui au secteur de la santé - Phase II a contribué à renforcer le secteur au niveau local.

Au Laos, la couverture des services de santé reste faible, les soins hospitaliers et ambulatoires n'ayant pas encore retrouvé leurs niveaux d'avant la crise sanitaire. Toutefois, depuis avril 2022, on observe des signes clairs d'une reprise progressive de l'utilisation des services de santé essentiels. Au niveau local, le faible accès aux services de santé essentiels, tels que la vaccination et l'accouchement par une personne qualifiée, ainsi que le manque de ressources consacrées aux soins de santé primaires, restent néanmoins des problèmes récurrents. Ainsi, la mortalité maternelle et infantile, qui avait été considérablement réduite au cours des dernières décennies, demeure l'une des plus élevées de la région. En outre, pendant la pandémie, les décès maternels ont à nouveau progressivement augmenté, tout comme la mortalité des enfants de moins de cinq ans. Avec l'évolution rapide des modes de vie, la morbidité liée aux maladies non transmissibles est elle aussi en croissance.

Pour relever ces défis, le programme Lao-Luxembourg d'appui au secteur de la santé - Phase II travaille dans trois provinces cibles, à savoir Vientiane, Bolikhamxay et Khammouane pour soutenir l'opérationnalisation de la politique sectorielle.

LES ACTEURS, LES SYSTÈMES ET LES INFRASTRUCTURES SOUTENUS

En 2022, le programme a continué à soutenir le ministère de la Santé à travers les activités associées au cadre de la réforme du secteur, et en se concentrant plus particulièrement sur la santé maternelle et infantile. La bonne gouvernance, la gestion et la coordination sont soutenues dans tous les piliers du système de santé afin d'atteindre les objectifs envisagés dans le cadre de la réforme.

Pour la sixième année consécutive, le programme a également mis en œuvre le mécanisme participatif conjoint afin d'encourager l'augmentation des dépenses nationales et la budgétisation des services de santé essentiels.

Conformément à la stratégie de développement des ressources humaines pour la santé, le programme a contribué à renforcer la quantité et la qualité des ressources humaines pour parvenir à des soins de santé universels, en mettant fortement l'accent sur le renforcement des capacités.

Parallèlement, des investissements importants ont été consacrés aux infrastructures de santé et aux dispositifs médicaux afin d'offrir une prestation de services de qualité. Les travaux de rénovation des services d'urgence et de soins intensifs de l'hôpital provincial de Bolikhamxay ont été terminés, tandis que la rénovation et la modernisation de l'hôpital provincial Maria Teresa sont en cours. Les améliorations apportées aux infrastructures soutiennent également la mise en place d'un complexe de formation approprié au niveau provincial dans le cadre de la stratégie de développement des ressources humaines.

En outre, la gouvernance de l'information sanitaire et l'e-santé ont été soutenues par la mise en œuvre d'un système de dossiers médicaux électroniques au niveau provincial. Ce système a commencé à être déployé à l'hôpital de Bolikhamxay et permettra de soutenir la qualité de la prestation de services dans les hôpitaux provinciaux.

Enfin, le soutien continu aux soins obstétricaux et infirmiers a permis de continuer à améliorer la qualité des soins prodigués.

613

bourses d'études à court et à long termes ont été offertes, contribuant ainsi au développement des ressources en santé.

17

établissements de santé mettent actuellement en œuvre un programme d'amélioration continue de la qualité pour la prévention et le contrôle des infections.

1,4 MEUR

ont été transférés aux autorités provinciales pour mettre en œuvre les activités prévues en 2022.

SENSIBILISER PAR LE DIVERTISSEMENT AU SÉNÉGAL

« Un Sénégal émergent avec zéro décès lié à un défaut de prise en charge d'une urgence », telle est la vision du Sénégal en matière de gestion des urgences. Pourtant, le pays fait face à une insuffisance en matière d'offre de soins et de services d'urgences médicochirurgicales. Des investissements appropriés pour prendre en charge des cas d'urgences mais également un programme ambitieux de sensibilisation et de renforcement des capacités, utilisant des méthodes modernes de communication et de formation, doivent être menés.

1515 RATANGA, LA MINI-SÉRIE QUI SENSIBILISE AUX URGENCES ET MALADIES NON TRANSMISSIBLES

En 2022, le programme de santé et protection sociale a mis en place un projet innovant pour accompagner le ministère de la Santé sénégalais : l'écriture et le tournage d'une mini-série, intitulée 1515 Ratanga, pour sensibiliser la population sur les urgences médicales et les maladies non transmissibles que sont le diabète de type 2, l'hypertension artérielle et le cancer du col de l'utérus.

La fiction et le storytelling ont été utilisés pour informer, susciter réflexions personnelles et débats publics sur des questions clés de développement

Parallèlement, le nombre de cas de maladies non transmissibles est en croissance constante. Face à ce constat, le gouvernement sénégalais investit dans le renforcement de son dispositif d'offre de soins préventifs et curatifs pour les maladies non transmissibles.

Dans ce contexte, la priorité du programme de santé et protection sociale mis en œuvre par LuxDev est d'améliorer l'accès à des soins et services de santé de qualité, en renforçant à la fois l'offre et la demande de soins dans les régions d'intervention.

Le programme a choisi de produire 10 épisodes de 10 minutes dans le cadre du feuilleton télévisé d'éducation par le divertissement « C'est la vie ! ». À l'origine de ce feuilleton, on trouve une ONG spécialisée dans la sensibilisation du public sur les questions de santé : RAES, le réseau africain pour l'éducation, la santé et la citoyenneté. L'ONG diffuse la série sur 40 chaînes de télévision africaines dans 9 pays d'Afrique francophone. Elle était suivie par 20 millions de téléspectateurs dans les sept villes africaines sélectionnées en 2017¹.

Cette série, qui met en scène la vie quotidienne d'un centre de santé à Ratanga, quartier populaire imaginaire, vise à sensibiliser un large public en Afrique de l'Ouest et centrale, sur des thématiques liées à la santé, telles que la santé maternelle et infantile, la planification familiale, les violences faites aux femmes et aux filles, la santé sexuelle et de la reproduction des adolescents et des jeunes, les droits à la santé et à l'information ou encore la formation et la sensibilisation des professionnels de santé.

En utilisant les réseaux et les personnages de la série « C'est la vie ! », mais surtout l'incontestable expérience de l'ONG RAES dans la conception de produits audiovisuels et d'outils pédagogiques de sensibilisation en faveur des communautés cibles, le programme vise l'adoption et/ou le changement de comportements et d'habitudes des populations face au risque maladie.



◀ Découvrez les 10 épisodes de 1515 Ratanga

1 Source : Étude TNS SOFRES, 2017

Un kit pédagogique d'utilisation de la mini-série dans des contextes d'animation communautaire, des contenus éducatifs sur les réseaux sociaux et des formations sur l'utilisation du numéro d'urgence (1515) du SAMU, la prévention des maladies cardiovasculaires (diabète et hypertension artérielle) et du cancer du col de l'utérus accompagnent durablement les changements attendus des communautés, contribuant à la politique nationale sectorielle sur la gestion de l'urgence et la lutte contre les maladies non transmissibles au Sénégal.■

SIX NOUVELLES UNITÉS DÉPARTEMENTALES D'ASSURANCE MALADIE

Aujourd'hui, le nombre de Sénégalais protégés du risque lié à la maladie dans le cadre de la couverture sanitaire universelle est encore faible. Autrement dit, les dépenses de santé payées directement par le patient demeurent importantes, créant une barrière financière à l'accès aux soins. C'est pourquoi l'État sénégalais s'est récemment doté d'une stratégie ambitieuse de couverture maladie universelle.

Dans ce cadre, parmi les faits marquants du programme de santé et protection sociale en 2022, on peut citer la mise en place de six nouvelles mutuelles départementales de santé. En effet, LuxDev appuie la massification et la professionnalisation des mutuelles de santé à l'échelle départementale en tant qu'alternatives aux petites mutuelles communautaires locales. D'abord conduite à titre pilote dans la zone Centre du Sénégal, l'action a été étendue en 2022 aux départements de Dagona, Podor et Saint-Louis, dans la zone Nord.

Afin de créer ces mutuelles, les unités sont renforcées au niveau matériel à travers des infrastructures, du mobilier, de l'équipement informatique et des véhicules. Ces derniers facilitent notamment la collecte des données auprès des mutuelles locales ainsi que les campagnes de sensibilisation des populations à l'importance de couverture maladie universelle. Pour assurer une bonne gestion, coordination et communication des unités départementales, du personnel est recruté et renforcé en capacités.

Grâce aux nouvelles mutuelles départementales de santé, à gestion professionnalisée, les populations saisissent la plus-value de la couverture maladie universelle, les services de santé sont davantage accessibles financièrement, et les adhérents sont encouragés à payer leurs cotisations et reçoivent des services de qualité.

RENFORCER LES CAPACITÉS EN SERVICES D'URGENCE

En 2022, le programme a également accompagné le renforcement des compétences des services sanitaires d'urgence, à travers des formations aux équipements et la mise aux normes maximalistes des services sanitaires. 899 acteurs des services des urgences ont ainsi renforcé leurs compétences concernant les protocoles de soins, tandis que quinze unités d'accueil des urgences, treize services d'accueil des urgences, neuf services de réanimation et quatre centres de réception et de régulation des appels ont été mis aux normes. Plus concrètement, ces structures ont été dotées de kits d'urgence avec des équipements modernes. Dix nouvelles ambulances médicalisées ont aussi été acquises. L'ensemble de ces actions permettent d'améliorer la prise en charge des urgences durant toute la chaîne de secours.

Plus d'informations ? Consultez notre brochure ▼





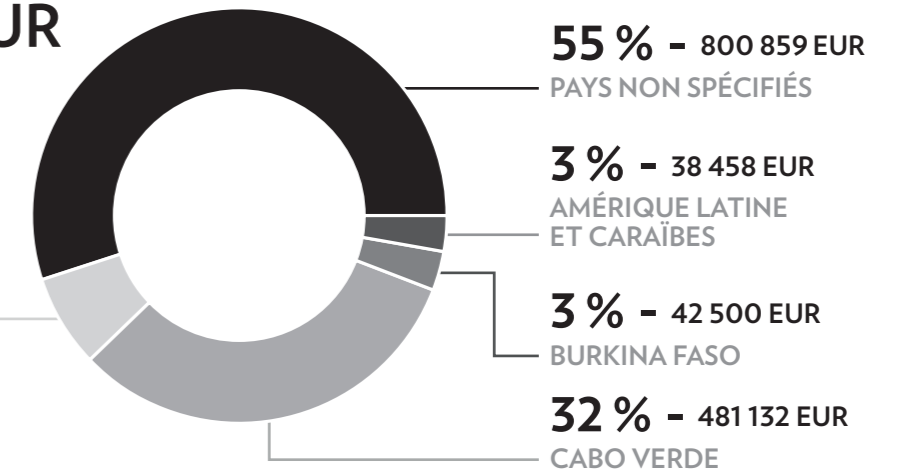
AUTRES

LuxDev apporte encore son appui à des activités diverses : des études dans le cadre de l'identification de nouveaux Programmes indicatifs de coopération, un appui à l'enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages au Cabo Verde, un projet de coopération avec le SnT de l'Université du Luxembourg, centre interdisciplinaire qui mène des recherches au niveau international dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, ou encore la mise en place d'instruments pour la mobilisation du secteur privé pour le développement.

D'autres projets visent à mettre en œuvre des mécanismes d'assistance technique pour les partenaires de la Coopération luxembourgeoise en Amérique latine afin de consolider les appuis fournis jusqu'alors, et ainsi leur permettre d'améliorer leur gestion des projets bilatéraux et d'augmenter l'efficacité de leur mise en œuvre.

1 440 978 EUR

déboursés dans ce secteur



6 études réalisées

- Au Burkina Faso
 - Identification du Programme indicatif de coopération (PIC) IV
- Au Cabo Verde
 - Identification du PIC « Développement – Climat – Énergie »

- Au Mali
 - Identification du PIC IV
- Au Sénégal
 - Études dans le cadre de l'identification du PIC IV
- En Afrique régionale
 - Identification du PIC V
 - SnT4Dev

11 projets/programmes mis en œuvre

- En Amérique latine et Caraïbes
 - Fonds d'assistance technique régional
- Au Cabo Verde
 - Appui à l'enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages
- Appui transversal au PIC « Développement – Climat – Énergie »
- Au Salvador
 - Accompagnement et suivi des projets de coopération bilatérale
- Autres
 - Assistant technique junior 2022

- Pays non spécifiés
 - Business Partnership Facility
 - Secteur privé : mise en place d'un portefeuille d'instruments dédiés

4 projets/programmes en phase de clôture

- En Afrique régionale
 - African Internet Exchange System
- Au Laos
 - Identification PIC V
- Pays non spécifiés
 - Sécurité en Afrique de l'Ouest
 - Assistant technique junior 2021

DEUX ÉDITIONS POUR LA BUSINESS PARTNERSHIP FACILITY

La *Business Partnership Facility* (BPF) est une initiative de la Coopération luxembourgeoise visant à développer des partenariats avec le secteur privé pour atteindre les ODD, à travers des appels à projets. En 2022, pour la première fois, deux éditions ont été lancées.

La BPF encourage le développement de partenariats durables entre partenaires du Nord et du Sud pour mettre en place des projets commerciaux viables et innovants. Ainsi, à travers un cofinancement, la BPF soutient des projets qui contribuent à la réalisation des ODD à travers la croissance verte et inclusive, la création d'emplois ou encore le transfert de technologie. Ces projets sont portés par des entreprises luxembourgeoises ou européennes, en collaboration avec des partenaires (entreprises, administrations ou société civile) dans des pays en développement.

Onze projets soutenus en 2022

Le projet fonctionne par appels à projets. En 2022, le mécanisme de la BPF a légèrement été revu : deux éditions ont été lancées afin de répondre à la demande de flexibilité et d'agilité du secteur privé. Il a également été décidé de mettre fin à l'approche par secteur en ouvrant la BPF à toute entreprise privée ayant un projet de partenariat avec une entité locale. Dans le même temps, un accent plus important a été mis sur la conduite responsable des entreprises et, notamment, sur le respect des droits humains tout au long de la chaîne de valeur. Enfin, la communication sur le projet

a été renforcée, notamment à travers la création d'une page LinkedIn et d'un compte Twitter dédiés ainsi que la mise en place d'une plateforme de *matchmaking*.

Ces efforts conjoints ont été valorisants. En effet, 32 propositions de qualité ont été reçues dans le cadre de ces deux éditions. Cinq et six projets ont respectivement été retenus dans le cadre de la première et de la deuxième édition, soit plus du double des années précédentes. Parmi ceux-ci, on peut citer un projet permettant la production des panneaux solaires in situ au Burkina Faso, un projet de construction durable au Népal ou encore un projet de réutilisation de déchets agricoles comme matériaux de construction au Ghana.

Parallèlement, les autres projets soutenus par la facilité ont pu, en 2022, reprendre le développement de leurs activités qui avaient, pour beaucoup, été ralenties suite à la pandémie.

Depuis sa création en 2016, la BPF a soutenu 39 initiatives, pour un montant total de 5,1 millions EUR et un cofinancement moyen de 130 000 EUR. ■



Le projet de gestion intégrée de la fertilité des sols en Afrique, porté par Fertilux, entreprise luxembourgeoise spécialisée dans la fabrication d'éco-fertilisants, est soutenu par la BPF ▲

20 ANS POUR LE PROGRAMME DES ASSISTANTS TECHNIQUES JUNIORS

En 2022, le programme assistants techniques juniors (ATJ) a fêté son 20^e anniversaire. Cette année encore, sept jeunes ont intégré les équipes de LuxDev pour contribuer aux projets et programmes mis en œuvre par l'Agence et ainsi acquérir une première expérience professionnelle dans le secteur de la coopération au développement.

Programme d'initiation à la coopération au développement financé par le MAEE, le programme ATJ permet de détacher chaque année au maximum 10 jeunes sur le terrain. L'objectif, inchangé depuis 2002, vise à leur fournir une première expérience professionnelle dans le secteur, en leur proposant un contrat d'expatriation d'un an, renouvelable. Les jeunes luxembourgeois ou résidents du Grand-Duché découvrent ainsi les activités mises en œuvre par LuxDev dans les pays partenaires et y contribuent en tant que ressources additionnelles aux équipes des projets et programmes.

En 2022, l'ancien *Memorandum of Understanding* conclu entre le MAEE et LuxDev, qui datait de 2002, a été renouvelé, avec une grande nouveauté : la possibilité d'étendre le contrat de travail à durée déterminée offert aux ATJ de deux à trois années.

Les sept ATJ recrutés en 2022 sont arrivés dans leur pays respectif au mois d'octobre, après une formation de trois semaines à Luxembourg sur les concepts de la coopération au développement, la gestion de cycle de projet, la préparation mentale à l'expatriation et la présentation des départements du siège. Trois ATJ se sont envolés pour le Sénégal et sont respectivement affectés au programme de santé et protection sociale, au programme de formation professionnelle et au pôle transversal du renforcement des capacités. Deux ATJ ont intégré les équipes du programme d'appui à la transition énergétique et du programme d'appui au renforcement de la gouvernance et de l'action climatique au Cabo Verde. Un ATJ est parti pour le Kosovo et travaille avec l'équipe du bureau pays à Pristina, tandis qu'une ATJ a été accueillie au sein du programme pour la promotion de l'État de droit au Laos. ■

100 ATJ en 20 ans

Au cours de ses 20 ans d'existence, le programme a permis d'envoyer 100 ATJ sur le terrain, dont 64 femmes et 36 hommes. 65 % des ATJ ont prolongé leur contrat pour une seconde année. Parmi les 100 ATJ :

- 15 ont été envoyés au Cabo Verde ;
- 14 au Sénégal ;
- 11 au Laos ;
- 10 au Kosovo ;
- 9 au Burkina Faso et au Nicaragua ;
- 8 au Niger ;
- 7 au Vietnam ;
- 5 au Mali ;
- 4 au Monténégro ;
- 3 en Namibie ;
- 2 au Myanmar ; et
- 1 en Mongolie, en Serbie et au Maroc.



Les sept ATJ recrutés en 2022 et Jos Coumans, formateur des ATJ ▲

RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE EN 2022

DANS LES PAYS D'INTERVENTION (EUR)

	Déboursés 2021	Déboursés 2022
BUREAU BURKINA FASO	18 896 104	9 529 935
BUREAU CABO VERDE	14 345 419	9 604 668
BUREAU MALI	12 854 060	15 978 106
BUREAU NIGER	32 889 471	21 697 843
BUREAU RWANDA	-	8 573 768
BUREAU SÉNÉGAL	17 517 873	12 060 908
BUREAU KOSOVO	3 055 903	6 083 906
BUREAU ASIE	18 071 674	13 871 750
Laos	14 322 120	12 889 669
Myanmar	2 438 284	172 732
Vietnam	1 311 270	809 349
BUREAU AMÉRIQUE LATINE	325 640	2 434 005
Nicaragua	-	-
El Salvador	325 640	96 909
Amérique latine et Caraïbes	-	2 337 096
COOPÉRATIONS DÉLÉGUÉES AU BÉNIN	-	6 000 000
PROGRAMMES GLOBAUX	11 769 060	28 145 207
Afrique régionale	33 454	21 277
Europe	446 005	177 972
Mongolie	74 736	1 158 129
Pays non spécifiés	11 214 865	26 787 829
Total	129 725 204	133 980 096



RÉCAPITULATIF DES PROJETS ET PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE PAR LUXDEV EN 2022

NOM DU PROJET	PAYS	BAILLEUR(S)
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE		
Appui au Fonds commun des donateurs du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires	Pays non spécifiés	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Développement rural et sécurité alimentaire	Mali	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Renforcer la résilience des communautés rurales du Cercle de Kita et leur accès au système de marché - Phase III	Mali	Ce programme est cofinancé par le Grand-Duché de Luxembourg et Caritas Suisse
Riposte globale / Sécurité alimentaire	Pays non spécifiés	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Transformation vers des systèmes alimentaires durables - Kwihaza	Rwanda	Ce projet est cofinancé par l'Union européenne et le Grand-Duché de Luxembourg
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE		
Appui à la transition agroécologique et à la mise en place de systèmes alimentaires durables dans la réserve de biosphère du Mono	Bénin	Ce projet est cofinancé par l'Union européenne et le Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui au développement agricole durable dans la région de Dosso - Phase II	Niger	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Niger
Programme d'appui au secteur forestier	Burkina Faso	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso
Programme d'appui aux filières agropastorales - Phase II	Mali	Ce programme est cofinancé par le Grand-Duché de Luxembourg et la Suisse
DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE		
Appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et de Gao	Mali	Ce programme est financé par l'Union européenne
Développement local et renforcement de la gouvernance	Laos	Ce programme est financé par la Suisse
Programme de développement local	Laos	Ce programme est cofinancé par le Grand-Duché de Luxembourg et la Suisse
Programme de développement local pour les provinces de Bokeo, Bolikhamxay, Khammouane et Vientiane	Laos	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes - Phase II	Amérique latine et Caraïbes	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Projet de développement rural et inclusion dans l'État oriental de Shan	Myanmar	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
DIGITALISATION ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION		
Appui au développement des technologies de l'information et de la communication	Burkina Faso	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso
D4D Hub Union africaine - Union européenne	Afrique régionale	Ce projet est cofinancé par l'Union européenne, l'Allemagne, l'AFD, l'Estonie, Enabel et le Grand-Duché de Luxembourg
EAU ET ASSAINISSEMENT		
Eau et assainissement	Cabo Verde	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Eau et assainissement	Niger	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement	Cabo Verde	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde
Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement - Phase III	Niger	Ce programme est cofinancé par le Grand-Duché de Luxembourg et DANIDA

Soutien au programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité du G5 Sahel, composante « hydraulique et assainissement » (pilier 1), pour les zones Nord Tillabéry et Ouest Tahoua	Niger	Ce programme est financé par l'Union européenne
Soutien au programme sectoriel eau, hygiène et assainissement	Niger	Ce programme est financé par les Pays-Bas
Unité de dessalement 100 % solaire, Brava	Cabo Verde	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde
ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOI		
Aide budgétaire sectorielle de l'emploi et employabilité	Cabo Verde	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la Politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels	Burkina Faso	Ce programme est cofinancé par le Grand-Duché de Luxembourg, le Burkina Faso, l'AFD, la Suisse, l'Autriche et Monaco
Appui à la réforme de la formation technique et professionnelle au Kosovo	Kosovo	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Kosovo
Appui à l'opérationnalisation du Programme sectoriel de l'éducation et de la formation	Niger	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Appui au Fonds commun sectoriel éducation	Niger	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Appui au partenariat entre le Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle et le Centre de compétences génie technique du bâtiment	Cabo Verde	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle du Cabo Verde
Appui au Plan sectoriel de l'éducation et de la formation	Burkina Faso	Ce programme est financé par le Burkina Faso, la Suisse, l'AFD, UNICEF, Partenaire mondial pour l'éducation, le Canada et le Grand-Duché de Luxembourg
Appui au Programme national de formation et d'insertion professionnelle - Phase II	Niger	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Appui de l'Union européenne à l'enseignement et à la formation professionnels, à la requalification professionnelle et à la profession	Kosovo	Ce programme est financé par l'Union européenne
Compétences pour le tourisme - Développement des ressources humaines dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie	Laos	Ce programme est cofinancé par le Grand-Duché de Luxembourg et la Suisse
Compétences pour le tourisme, l'agriculture et la sylviculture	Laos	Ce programme est cofinancé par le Grand-Duché de Luxembourg, la Swiss Agency for Development and Cooperation et l'Union européenne
Développement des ressources humaines dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme et renforcement des capacités du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme	Myanmar	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Myanmar
Développer l'emploi au Sénégal	Sénégal	Ce projet est financé par l'Union européenne, le Grand-Duché de Luxembourg, les Pays-Bas et des fonds sénégalais (reliques du programme santé et protection sociale)
Emploi et employabilité	Cabo Verde	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Formation et insertion professionnelle	Mali	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Mali
Formation professionnelle et technique et employabilité	Sénégal	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg, le Sénégal et le Bureau International du Travail
Programme d'appui à la formation agricole et rurale	Bénin	Ce programme est cofinancé par l'AFD et le Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'employabilité	Cabo Verde	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde
Programme d'appui au développement de l'emploi et l'employabilité des jeunes et des femmes dans les régions de Dosso, Niamey et Zinder	Niger	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels	Burkina Faso	Ce programme est cofinancé par le Grand-Duché de Luxembourg, le Burkina Faso, l'AFD et la Coopération autrichienne
Projet d'appui à la formation technique et à l'employabilité	Rwanda	Ce projet est financé par l'AFD et le Grand-Duché de Luxembourg
VET Toolbox	Europe	Ce projet est financé par l'Union européenne
VET Toolbox II	Europe	Ce projet est financé par l'Union européenne et l'Allemagne

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE		
Appui à la gestion durable des ressources forestières	Burkina Faso	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso
Programme d'appui à la transition énergétique	Cabo Verde	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui au renforcement de la gouvernance et de l'action climatique	Cabo Verde	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde
Programme d'appui au secteur des énergies renouvelables	Cabo Verde	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Projet d'adaptation au climat et résilience dans la province de Thua Thien Hué	Vietnam	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Vietnam
Projet de recherche et innovation pour des systèmes agro-pastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest	Burkina Faso	Ce projet est financé par Enabel, l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement et le Grand-Duché de Luxembourg
Projet de récupération des terres dégradées en milieu pastoral	Burkina Faso	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso
Projet pilote d'éclairage économe en énergie	Vietnam	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
FINANCE INCLUSIVE ET INNOVANTE		
Appui à la consolidation du marché des valeurs mobilières du Vietnam et renforcement des capacités de formation	Vietnam	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Vietnam
Assistance technique au <i>Forestry and Climate Change Fund</i>	Amérique latine et Caraïbes	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Contribution au fonds Bloc Smart Africa	Pays non spécifiés	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui au développement de l'inclusion financière au Niger	Niger	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et l'ONG ADA
<i>Smallholder Safety Net Up-Scaling Programme</i>	Pays non spécifiés	Ce programme est financé par la Suisse, le Grand-Duché de Luxembourg, le <i>Lichtenstein Development Service</i> et des donateurs supplémentaires sont encore recherchés par ADA, en charge de la collecte de fonds
Soutien à la Coopération triangulaire dans le secteur financier entre le Vietnam, le Laos et le Luxembourg	Laos	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
GOUVERNANCE		
Appui à la gestion des finances publiques	Niger	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Appui au 5 ^e recensement général de la population et du logement	Cabo Verde	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Appui au cadastre fiscal du Burkina Faso dans les communes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	Burkina Faso	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso
Assistance technique dans le contexte de l'intégration européenne	Kosovo	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Décentralisation et bonne gouvernance	Mali	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Mali
État de droit, accès à la justice et bonne gouvernance	Laos	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Renforcer l'efficacité de la gestion de l'aide publique au développement	Laos	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Programme de soutien à la formation et à l'enseignement juridiques ainsi qu'à la promotion du concept de l'État de droit	Laos	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Projet d'appui au renforcement des capacités de la chaîne des dépenses publiques des régions de Agadez, Diffa, Tahoua et Zinder	Niger	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg

SANTÉ		
Appui à l'hôpital et à la Fondation Panzi	Pays non spécifiés	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Appui au secteur de la santé du Kosovo - Phase II	Kosovo	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Kosovo
Appui budgétaire sectoriel dans le secteur de la santé	Cabo Verde	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Cardiologie, chirurgie cardiaque et télé-médecine	Mongolie	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Consolidation des services cardiovasculaires et du centre national de cardiologie	Mongolie	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et la Mongolie
Interventions du Luxembourg dans la lutte contre la COVID-19	Pays non spécifiés	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Programme Lao-Luxembourg d'appui au secteur de la santé - Phase II	Laos	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Laos
Santé et nutrition	Laos	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Santé et protection sociale	Sénégal	Ce programme est financé par le Grand-Duché de Luxembourg, le Fonds des Nations unies pour la population et le Sénégal
AUTRES		
Accompagnement et suivi des projets de coopération bilatérale	El Salvador	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
<i>African Internet Exchange System</i>	Afrique régionale	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg et le Fonds fiduciaire Union européenne-Afrique pour les Infrastructures
Appui à l'enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages	Cabo Verde	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Appui transversal au Programme indicatif de coopération « Développement – Climat – Énergie »	Cabo Verde	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Assistant technique junior 2021	Pays non spécifiés	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Assistant technique junior 2022	Pays non spécifiés	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
<i>Business Partnership Facility</i>	Pays non spécifiés	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Fonds d'assistance technique régional	Amérique latine et Caraïbes	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Identification Programme indicatif de coopération V	Laos	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Secteur privé : mise en place d'un portefeuille d'instruments dédiés	Pays non spécifiés	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg
Sécurité en Afrique de l'Ouest	Pays non spécifiés	Ce projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg





Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au développement

LUXDEV

A 10, rue de la Grève | L-1643 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 | E contact@luxdev.lu



luxdev.lu